



Le GAM 56 est une unité de l'armée de l'air qui se consacre exclusivement au soutien aérien des opérations de la DGSE. Il est placé pour emploi sous le commandement de l'état-major du Service Action, au Fort de Noisy. Ce groupe, dont les activités sont très secrètes, est dit "mixte" car il met en oeuvre des avions et des hélicoptères. Il semblerait qu'il puisse en louer également auprès de différents prestataires du transport aérien.

Avec les trois unités de l'armée de terre (CPIS, CPES, CPEOM) et l'Alizé, un bateau de la Marine nationale, il forme le Service Action de la DGSE.

A plusieurs reprises, l'idée de fusionner tous les moyens aériens de la DGSE et du Commandement des opérations spéciales (COS) a été évoquée. Il semble que cette idée soit aujourd'hui abandonnée, du fait de la différence de nature entre les missions des uns et des autres. Seule, en effet, la DGSE peut conduire des opérations clandestines. C'est un autre métier que les opérations spéciales qui relèvent de l'état-major des armées.



Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 1 Juin 2012 à 17:39

## Les sous-marins Rubis et Saphir reçoivent la Croix de la valeur militaire

Mise à jour : 05/06/2012 17:33



Le 5 juin 2012, au Monument national des sous-marinières à Toulon, le vice-amiral Charles-Edouard de Coriolis, amiral commandant les Forces Sous-Marines, a présidé une cérémonie de remise de décoration. Il a remis la Croix de la valeur militaire avec palme de bronze aux Sous-marins Nucléaires d'Attaque (SNA) [Rubis](#) et [Saphir](#). Des récompenses individuelles ont également été remises à cette occasion.

Unités engagées pendant toute la durée du conflit libyen, les SNA se sont particulièrement distingués dans l'accomplissement des missions qui leurs ont été confiées. Le *Rubis* et le *Saphir*

ont opéré plusieurs semaines et parfois plusieurs mois au plus près des côtes libyennes fournissant des renseignements déterminants et soutenant les opérations aériennes.

Ces sous-marins et leurs équipages sont cités à l'ordre de la Marine nationale et se voient attribuer la Croix de la Valeur Militaire avec Palme de Bronze.

Droits : © Marine nationale

## Demain, au fort de Vanves

La **DPSD** décorera demain dans sa base du Fort de Vanves des personnels qui se sont distingués en opérations ces derniers mois, particulièrement en Afghanistan, où le service emploie 30 de ses 50 opexés. Les enjeux en matière de contre-ingérence y sont particulièrement aigûs, notamment à la lueur des derniers tirs green on blue.

Demain seront attribuées une légion d'honneur, deux médailles militaires, un officier ONM et deux chevaliers ONM. En outre, cinq personnels officiers, sous-officiers et EVAT sont cités, dont un avec une croix de la valeur militaire et les autres avec des médailles de la défense nationale.

La DPSD en profitera égaler pour baptiser sa promotion d'inspecteurs de la sécurité de la Défense du nom d'un ancien du service, l'officier principal des équipages **Richard Gross-Baricalla** (1).

La DPSD emploie un millier de personnels, c'est, chose peu connue, une des entités les plus féminisées du ministère.

(1) cet officier né en 1925 s'est engagé à l'école des mousses à 17 ans puis il effectue deux séjours en Indochine entre 1945 et 1949, au sein de la brigade marine d'extrême orient puis du La Grandière. Il participe aussi en 1950 au débarquement d'Inchon en Corée. Il devient inspecteur de sécurité navale en 1952 puis est admis, dix ans plus tard dans le corps des officiers des équipages de la flotte. Il devient chef de poste à Alger. A l'issue, il intègre la direction centrale et devient formateur. En 1977, après 25 de service, il réintègre la marine comme commandant de la base marine du Pharo. Il est décédé le 13 septembre 2010.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/07/2012 06:31:00 PM](#)

## 4 – Autorités & Etats-Majors

### 6 juin: François Hollande en Normandie pour le 68e anniversaire du Débarquement

Ligne de Défense, 01.06.2012

Mes confrères normands en sont persuadés: le Président sera sur leurs terres le 6 juin pour les cérémonies du 70e anniversaire du Jour-J. François Hollande devrait se rendre à Hermanville-sur-Mer (là où on débarqué les commandos de Kieffer), commune qui accueillera à 16h, le 6 juin, la cérémonie marquant le 68e anniversaire du Débarquement. Bien sûr, pas de

commentaires officiels. Mais ça murmure beaucoup, de Bayeux à Caen. Du côté du ministère de la Défense, l'agenda de Jean-Yves Le Drian pourrait aussi évoluer.

### Des précédents?

**5 janvier 1978.** Valéry Giscard d'Estaing accompagne Jimmy Carter au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, puis à Bayeux. Depuis cette date, tous les présidents américains ont fait le pèlerinage en Normandie.

**6 juin 1984.** François Mitterrand préside les cérémonies du 40e anniversaire du Débarquement.

**6 juin 1988.** François Mitterrand inaugure le Mémorial de Caen.

**6 juin 1994.** François Mitterrand préside les cérémonies du 50e anniversaire du Débarquement.

**27 mai 2002.** Jacques Chirac participe aux cérémonies du Memorial Day, à Sainte-Mère-Eglise et au cimetière militaire de Colleville-sur-Mer, avec le président américain George W. Bush.

**6 juin 2004.** Jacques Chirac préside les cérémonies du 60e anniversaire du Débarquement.

**8 mai 2008.** Nicolas Sarkozy préside la commémoration du 63e anniversaire de la Victoire de 1945 sur la plage de Ouistreham. Il rejoint ensuite le cimetière militaire canadien de Bény-Reviers pour une cérémonie avec Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada.

**6 juin 2009.** Nicolas Sarkozy accueille à Caen le président américain, Barack Obama, dans le cadre du 65e anniversaire du Débarquement. Les deux chefs d'État se rendent ensuite au cimetière de Colleville-sur-Mer, pour une cérémonie à laquelle participent le prince Charles, Gordon Brown, Premier ministre britannique et son homologue canadien, Stephen Harper.

## 68e anniversaire du Débarquement: avec Ouest-France en photos et vidéos

Ligne de Défense, 06.06.2012

Avec les reporters et les photographes d'Ouest-France, découvrez les cérémonies du 68e anniversaire du Débarquement en cliquant [ici](#).

A lire aussi: ["Comment s'est déroulé le Débarquement?"](#), avec des cartes, un film et des photos. A découvrir aussi le [dossier spécial D-Day](#).



## Les commandos marine au cimetière de Ranville (14)

Mise à jour : 07/06/2012 16:51



Le président de la république, monsieur François Hollande, s'est rendu mercredi 6 juin 2012 au cimetière militaire britannique de Ranville dans le Calvados pour commémorer le 68<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement de Normandie.

Parmi les soldats inhumés dans ce cimetière reposent plusieurs commandos marine, tombés en juin 1944. Une délégation de fusiliers commandos était donc présente pendant la cérémonie présidentielle.

À l'entrée cimetière, les commandos formaient une haie d'honneur. À l'issue de la cérémonie, le président a salué les délégations présentes, et notamment les trois membres du commando Kieffer qui avaient débarqué il y a 68 ans.

Sources : © Marine nationale

## 68 ans après, les commandos marine à Ouistreham

Mise à jour : 07/06/2012 17:06



Comme chaque année, les commandos de marine ont été fidèles au souvenir de leurs anciens qui ont débarqué en juin 1944 sur les plages de Normandie.

Le 6 juin 2012, c'est à Ouistreham, sur les lieux même où les hommes du commandant Kieffer ont débarqué le 6 juin 1944, que les commandos actuels ont rendu hommage à leurs aînés.

Un hommage a été rendu devant le monument érigé sur la plage de Ouistreham aux hommes du commando numéro 4 sur les lieux même du débarquement. Peu après, une cérémonie de tradition, placée sous la présidence du capitaine de frégate Clivaz, commandant l'école des fusiliers marins a réuni le vice-amiral d'escadre Nielly, préfet maritime et commandant la zone maritime Manche et mer du Nord, le capitaine de vaisseau de Gaullier des Bordes, chef d'état-major de la force des fusiliers marins et des commandos et monsieur André Ledran maire de Ouistreham aux côtés de plusieurs vétérans du 1<sup>er</sup> Bataillon de Fusiliers marins et commandos et de nombreuses personnalités civiles et militaires.

La cérémonie, suivie d'un défilé, comprenait une présentation au drapeau du 1<sup>er</sup> Régiment de Fusiliers marins, l'un des trois drapeaux les plus décorés de France. S'en est suivi le baptême de cours de jeunes engagés qui, par tradition, portent le nom d'un fusilier marin mort pour la France. Cette année, le cours de Quartier-maître de la flotte 21 a reçu le nom de «Maître Bourdet», du commando Jaubert, mort pour la France le 14 juillet 2011 en Afghanistan et le cours numéro 22,

celui de «Matelot Rollin» du 1<sup>er</sup> Bataillon de Fusiliers Marins Commandos, mort pour la France le 6 juin 1944 à Ouistreham.

La cérémonie s'est poursuivie par une remise de fourragères, de décorations et d'insignes de préparation militaire marine. Enfin, les élèves du stage commando 137, arrivés par la mer, se sont vus remettre par leurs aînés d'active et de réserve leurs nouveaux bérets verts. Cette remise des bérets verts signe leur appartenance aux unités commandos et sanctionne la réussite à une formation de 11 semaines très exigeante et éprouvante.

Le 6 juin 1944, ils étaient 177...

La plage sur laquelle s'est tenue la cérémonie est celle-là même où ont débarqué, le 6 juin 1944, les seuls français qui ont pris part directement au débarquement sur les côtes de Normandie.

Il y a 68 ans, une immense armada de plusieurs milliers d'hommes constituait la plus grande opération militaire jamais réalisée, l'opération « OVERLORD ». Sur les 180 000 hommes mis à terre au sein de huit divisions alliées, seuls 177 commandos Français sous les ordres du lieutenant de vaisseau Kieffer, intégrés au N°4 commando Franco-Britannique sous les ordres du colonel Dawson, débarquèrent sur le sol de France, que beaucoup d'entre eux avaient quitté dès 1940, et foncèrent vers les objectifs fixés : prendre d'assaut la ville de Ouistreham, investir le port et tenir intacte l'écluse de l'embouchure du canal de l'Orne.



Au soir du jour «J», les commandos français, les premiers à débarquer, avaient accompli intégralement leur mission malgré d'importantes pertes en tués et blessés. À peine la moitié des hommes étaient encore disponibles, et le danger était partout. Ils terminèrent la bataille de Normandie début septembre 1944 en rejoignant l'Angleterre après 83 jours de combat. Sur les 177 ayant débarqué, seuls 24 d'entre eux ont terminé indemnes, sans blessés.

Sources : © Marine nationale

## Le Président de la République a sacrifié sa garden party, il ira à celle de la Défense

Ligne de Défense, 06.06.2012

Le 13 juillet, dans les jardins de l'hôtel de Brienne aura lieu la traditionnelle garden party du MinDef. François Hollande qui a décidé de ne pas renouer avec la traditionnelle garden party de l'Elysée, le 14 juillet (elle a été supprimée en 2010 par Nicolas Sarkozy pour cause de crise économique), se rendra donc le 13 rue Saint-Dominique. Le Président pourrait aussi prononcer un discours, le 14 cette fois, après le défilé militaire qui sera ouvert par le bagad de Lann-Bihoué.

## L'armée des ombres (suite)

Difficile de toujours faire dans l'original sur les Champs Elysées. L'édition 2012 permet cependant de passer au travers des poncifs, avec un carré de 9 VPS des forces spéciales air et terre

[comme je le révélais le 29 mai](#) (1), avec aussi 4 VLRA et 4 P4 Patsas), mais aussi un fort contingent du **2e RH**, régiment souvent oublié dans les restitutions, malgré un engagement persistant en Afghanistan. La **BRENS** sera en fait assez gâtée puisqu'elle pourra exposer au grand jour des matériels interdits de photo en Afghanistan : SAEC, Linx, VAB COGE et CATIZ, et même des PVP de guerre électronique.

Moins secret mais tout aussi exotique, les transmissions feront défiler pour la première fois leurs Sherpa Syracuse.

Du côté des unités, des méritants, dont on a déjà partiellement parlé : **92e RI** avec 16 VBCI, **93e RAM...**

Dans les airs, rien d'inhabituel, si ce n'est des avions européens, pour illustrer la politique européenne du gouvernement actuel : peut-être des Alpha Jet belges de Cazaux, et peut-être des avions britanniques, mais si oui, lesquels : Typhoon, Tornado ?

(1) **13e RDP, CPA10, 1er RPIMa**, mais pas de véhicules de la marine. Symbole (?), des commandos marine devraient néanmoins défiler sur les véhicules prêtés par les autres composantes...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/04/2012 07:14:00 PM](#)

## Les Invalides en tricolore le 13 juillet

Le **GMP**, infatigable défenseur de la cause des blessés, a obtenu gain de cause : les Alpha Jets de la **PAF** survoleront les Invalides le 13 juillet, afin de populariser ceux qui ont été frappés en opération, notamment en Afghanistan (700 depuis 2001).

La PAF devrait ensuite, comme c'est traditionnel, évoluer au-dessus des Champs, pour la fête nationale.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/04/2012 07:00:00 PM](#)

## Bir Hakeim : prise d'armes pour le 70e anniversaire de la bataille

Mise à jour : 01/06/2012 14:38

Le mercredi 30 mai 2012, à l'hôtel national des Invalides, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a présidé sa première prise d'armes pour la commémoration de la bataille héroïque de Bir Hakeim.



Hôtel national des Invalides. Mercredi 30 mai 2012. Autour de la place d'honneur, des vétérans des forces françaises libres et de la 8<sup>e</sup> armée britannique.

Il y a 70 ans, **ces anciens combattants étaient dans le désert libyen, à Bir Hakeim**, et

luttaient avec acharnement contre les armées motorisées allemandes et italiennes des forces de l'Axe. Ces vétérans observent aujourd'hui, pour cette prise d'armes commémorative, les militaires qui ont marché dans leurs pas. Un détachement interarmées composé de militaires des régiments qui se sont battus là-bas en 1942 a été mis en place.

### Les régiments à Bir Hakeim

En présence du chef d'Etat-major de l'armée de Terre, le général Ract Madoux, l'entrée des emblèmes dans la cour d'honneur des Invalides est accompagnée d'une lecture historique de chaque formation.

Pour l'armée de Terre : **la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la légion étrangère (13<sup>e</sup> DBLE) d'Abu Dhabi, le régiment d'infanterie de marine du Pacifique-Polynésie (RIMaP-P), le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de marine (1<sup>er</sup> RIMa), le 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine (1<sup>er</sup> RAMa), le 13<sup>e</sup> régiment du génie (13<sup>e</sup> RG), la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée (1<sup>re</sup> BM), le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie (1<sup>er</sup> RI), le 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs (1<sup>er</sup> RT), le 1<sup>er</sup> régiment de spahis (1<sup>er</sup> RS) et le 3<sup>e</sup> régiment du génie (3<sup>e</sup> RG).**

Autant de compagnies qui ont eu un rôle prépondérant lors de la bataille historique de Bir Hakeim.

### Une bataille héroïque

1942. La 1<sup>re</sup> brigade des forces françaises libres (1<sup>re</sup> BFL), rejoint la 8<sup>e</sup> armée britannique. Cette dernière lui confie la défense de Bir Hakeim, à l'extrême sud de sa ligne de défense. Le 26 mai, le maréchal allemand **Rommel qui préparait une grande offensive** passe à l'action. Les Britanniques sont battus, mais **la 1<sup>re</sup> BFL résiste coûte que coûte**. Jusqu'au 11 juin, elle lutte à 1 contre 10 (3700 défenseurs contre 35 000 attaquants). Elle permet ainsi à la 8<sup>e</sup> armée de se replier en Egypte pour préparer sa contre-offensive victorieuse d'El Alamein en octobre. **La France a prouvé que son armée était capable d'héroïsme et de bravoure.**

Pour sa première prise d'armes, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian a tenu à **honorer la mémoire de tous ces anciens combattants**. Car la bataille de Bir Hakeim sera à jamais gravée dans l'Histoire. « Ce fait d'armes, il y a 70 ans, était porteur d'espoir [...] et aujourd'hui encore, il est porteur d'espérance et de sens pour nous tous. **Les combattants de Bir Hakeim** ne sont pas des combattants du passé, mais bien **des messagers d'espoir**. »

Après avoir déposé une gerbe devant la plaque commémorative, et avant de saluer les différents porte-drapeaux et les invités, il a également rappelé que « les armées françaises doivent être aujourd'hui et demain ce qu'elles étaient hier, c'est-à-dire **un creuset de cohésion nationale** ».

Droits : Armée de Terre 2012



## Jean-Yves Le Drian décidé à secouer l'Europe de la Défense

Ligne de Défense, 08.06.2012



Rigueur budgétaire oblige, le nouveau ministre de la Défense va rencontrer ses homologues finlandais, danois, italien, allemand et britannique pour « faire bouger » l'Europe. On lira ci-dessous les extraits de l'entretien accordée à OF; pour voir des vidéos de l'entretien, cliquer [ici](#).

## **Vous entamez aujourd'hui une tournée européenne. Il y a urgence ?**

La donne stratégique a évolué. Il y a le Printemps arabe dont on peut se demander s'il n'est pas parfois un automne. Il y a le terrorisme, avec tous les risques qu'on identifie au Sahel. Il faut aussi prendre en compte l'évolution de la politique américaine et l'affirmation que l'effort principal de Washington portera désormais sur l'axe Asie-Pacifique. Il y a, enfin, une crise majeure économique qui n'était pas là en 2008, lors de la préparation de la loi de programmation militaire. Il nous faut donc redéfinir les engagements que prend la France pour sa défense. Seule ou avec d'autres ?

## **Avec d'autres ? Avec les Européens donc...**

La question de ces engagements en matière de défense ne se pose pas que pour la France, mais pour toute l'Europe. Or, à Chicago, lors du sommet de l'Otan, ce qui m'a frappé, c'est que les préconisations finales ont bien mis l'accent sur l'Europe de la Défense et que les Américains sont devenus presque plus enthousiastes que nous sur cette question. Désormais, c'est à la France de bouger parce que nous sommes au croisement de deux types de relations. L'une, particulière, avec la Grande-Bretagne, avec qui nous sommes de tous les engagements. L'autre qui s'est nouée avec les Allemands et avec les Polonais dans le cadre du triangle de Weimar et à laquelle peuvent s'associer Italiens et Espagnols. Puisque nous sommes au centre, à nous de prendre des initiatives !

## **Comment comptez-vous procéder ?**

Chaque pays se rend bien compte que, tout seul, il ne peut plus tout faire, qu'il ne peut plus se défendre. Il faut donc des partenariats. Déjà avec les Britanniques, il y a eu des amorces, comme la coopération dans le domaine nucléaire qui s'est engagée et sera poursuivie. Il existe des domaines où des possibilités concrètes existent : les forces d'intervention, les drones, l'aviation de transport et de ravitaillement. Dressons la liste de ce que l'on peut faire rapidement et faisons-le de façon pragmatique, dans un contexte de crise. C'est ce que je vais préconiser à mes homologues. C'est incontournable. Et c'est avec cette nouvelle donne et ces grandes mutations à l'esprit que nous allons préparer un nouveau Livre blanc, qui est de la responsabilité du chef de l'État, et une nouvelle loi de programmation militaire.

# "Monsieur LE DRIAN hostile à une vision uniquement comptable de la Défense"

Le Monde, Jeudi, 07 Juin 2012 14:56

***Le nouveau ministre de la défense français, Jean-Yves Le Drian, 64 ans, président de la région Bretagne, est un proche du président de la République, François Hollande.***

### **Avec la crise, la France va-t-elle maintenir son effort de défense ?**

On ne peut pas engager la prospective budgétaire uniquement en termes comptables en ce qui concerne la défense.

C'est pourquoi le président de la République a arrêté une méthode, en deux temps.

D'abord, établir un Livre blanc qui définira notre stratégie de défense, les nouvelles menaces, les missions des forces armées et les priorités que la France doit élaborer, seule ou avec d'autres.

C'est un moment essentiel.

Les Livres blancs correspondent à un moment particulier de notre défense : en 1972, c'était la dissuasion, en 1994, l'après-guerre froide, en 2008, la mondialisation après le 11-Septembre. Le prochain doit intégrer un contexte qui a considérablement évolué depuis. Il faut compter avec les "printemps arabes", la crise financière mondiale, les rigueurs budgétaires, le blocage de l'Union européenne, la nouvelle politique américaine vers l'Asie, l'après-Afghanistan.

Une nouvelle donne.

De la fin du mois de juin à la fin de l'année, cet exercice sera élaboré de manière sereine et transparente. Le Parlement et l'état-major seront associés, de même que des experts et des partenaires européens.

### **Avez-vous déjà des priorités ?**

Sans préjuger du contenu du Livre blanc, des préoccupations sont à mettre en avant. Au-delà de la dissuasion, sur laquelle le président a tranché [pour le maintien des deux composantes aéroportée et sous-marine], il nous faut assurer les moyens de renseignement propres à garantir notre autonomie d'appréciation et de décision. Cela veut dire des drones, des satellites.

Il nous faut ensuite avoir les moyens de protection et d'action des forces aéroterrestres susceptibles d'intervenir dans les crises. Cela veut dire tirer les leçons de ce qui s'est passé, avec, par exemple, les moyens de ravitaillement en vol, les hélicoptères.

Troisièmement, les moyens de la sécurité maritime sont essentiels. Il y aura ensuite la loi de programmation militaire, qu'il faut adopter pour l'été 2013, pour que la préparation budgétaire 2014-2019 soit cohérente.

### **Pour la première secrétaire du PS, Martine Aubry, il y a "des économies à faire dans la défense"...**

Certains voudraient qu'on augmente, d'autres qu'on diminue.

Je m'en tiens à la ligne affichée par le président de la République. Nous sommes dans une période de rétablissement des comptes publics, chacun doit y contribuer, la défense dans les mêmes proportions que les autres missions de l'Etat. Ni plus ni moins.

Il faudra faire des choix, que nous assumerons. Les objectifs de la précédente loi de programmation ne sont pas respectés, cela devait augmenter de 1 % par an à partir de 2012, ce ne sera pas le cas. La Cour des comptes me dira la réalité de la situation fin juin. Je rendrai publiques alors les conséquences sur la défense.

Mais cela ne se fera pas en termes comptables. Je veux une démarche réfléchie. Pour le budget 2013, ma référence sera la programmation en cours dont ce sera le dernier exercice.

### **Faut-il revoir le contrat des armées, qui prévoit de projeter 30 000 hommes dans une opération extérieure majeure ?**

Ce contrat a été mis en œuvre en fonction des objectifs de 2008. Il a été plus ou moins respecté. On a pu constater que notre ensemble de défense était "au taquet" et qu'on ne pouvait pas poursuivre plusieurs opérations en même temps, quand on était à la fois en Afghanistan, en Côte

d'Ivoire et en Libye. On était à un point extrême. Mais les missions étaient remplies, grâce à l'effort important des armées, à qui nous devons le respect. Le nouveau Livre blanc devra redéfinir le contrat en fonction de l'appréciation des menaces et du rôle que la France doit jouer.

### **Y aura-t-il moins d'opérations extérieures ?**

François Hollande a dit à plusieurs reprises que la France doit être présente quand des initiatives sont prises dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle doit tenir sa place à ce moment-là.

### **Vous voulez l'Europe de la défense, comment faire ?**

Pour l'Europe de la défense, c'est le moment de la relance. La nécessité l'impose. L'Europe doit devenir productrice de sécurité, au sens où elle assume sa propre sécurité. Sur ce sujet qui n'a pas avancé depuis quelques années, il émerge une conviction partagée. Au sommet de l'OTAN de Chicago, il s'est dit des choses qui ne s'étaient jamais dites avant sur l'importance d'une défense européenne plus forte et plus performante. Cette nécessité devient encore plus incontournable avec les nouvelles positions américaines, qui sont, de ce point de vue, incitatives.

### **Il faut déjà réaliser ce qui a été prévu avec le Royaume-Uni ?**

Nous allons prendre des initiatives.

D'une part, auprès de la Grande-Bretagne, pour que l'application du traité de Lancaster House se fasse. Nous l'assumons, mais il faut l'ouvrir à d'autres partenaires. Nous avons été ensemble dans la crise libyenne, cela crée des synergies et un esprit commun. Faisons l'inventaire point par point. La décision britannique de renoncer au système des catapultes sur ses porte-avions est regrettable, mais elle ne met pas en cause l'objectif d'avoir en 2020 un groupe aéronaval à la mer en permanence entre les deux pays.

D'autre part, nous travaillerons autour du couple franco-allemand et du triangle de Weimar avec nos amis polonais, en y associant tous ceux qui veulent contribuer. Il faut d'abord recréer l'esprit, il n'existe plus. Puis établir les points concrets de mise en œuvre.

Cela peut donner lieu à une spécialisation des tâches, un renforcement de capacités communes, une programmation d'équipements futurs... Nous ne voulons pas d'une forme d'abandon.

Si nous ne prenons pas les initiatives, qui le fera ?

Par ailleurs, il serait opportun de relancer l'idée d'une stratégie européenne de sécurité, pour qu'il y ait une doctrine commune sur les intérêts et les objectifs.

### **Vous revenez d'Asie du Sud-est, où la France a des débouchés pour ses entreprises de défense. Comment articuler alliances et politique d'exportation devenue vitale pour l'industrie ?**

A Singapour, j'ai dit que nous devons tenir notre place en Asie du Sud parce que les enjeux stratégiques y sont essentiels pour nous. Nos intérêts propres sont aussi ceux des acteurs de cette région. Le terrorisme, la sécurité maritime, voilà des réalités qui nous sont communes. Sur le reste, nous avons déjà avec ces pays des relations économiques, industrielles, significatives. Il faut les poursuivre, sous la forme d'un partenariat, différencié selon les pays. Je ne me promène pas avec un catalogue. Le commercial, c'est aux acteurs industriels de le faire.

### **Il n'y a plus de "war room" à l'Élysée ?**

J'en ai le sentiment.

Notre rôle est d'accompagner, de faire en sorte qu'il y ait un partenariat industriel. Nous avons un très grand savoir-faire industriel qui est respecté par tous, en termes d'armement comme de capacités d'innovation.

Nous ne sommes pas des marchands mais des partenaires. Ce n'est pas une figure de style.

### **Faudra-t-il choisir, faute de moyens : l'Asie plutôt que l'Afrique, une région du monde plutôt qu'une autre ?**

Cela ne se pose pas en ces termes. Le dispositif français en Afrique sera une question pour le Livre blanc. Nous sommes très préoccupés par la situation au Sahel. Il y a des risques majeurs qu'il devienne un nouveau sanctuaire du terrorisme, avec, en plus, la dislocation du Mali. Il faut retrouver les principes de l'intangibilité des frontières, de l'intégrité des pays.

Mais nous n'avons pas l'intention de revenir aux traditions d'ingérence. Il est indispensable que les organisations africaines agissent. C'est une fois qu'un mandat des Nations unies, sollicité par les organisations africaines, sera décidé, que nous apprécierons la manière dont la France, qui ne doit pas fuir ses responsabilités, s'associera militairement. Il est souhaitable que des initiatives soient prises rapidement.

L'idéal serait que l'ensemble soit accompagné par l'Europe, ce serait une forme de responsabilisation vis-à-vis de l'Afrique.

### **La présence de ses otages ne risque-t-elle pas d'entraîner la France dans des actions militaires ?**

C'est à partir du moment où il y aura un mandat que nous pourrons agir et activer nos éléments de soutien sur place.

### **A-t-on sous-estimé la menace d'Al-Qaida au Maghreb islamique ?**

On n'a pas assez mesuré les conséquences qu'aurait la disparition de Kadhafi et de certains de ses soutiens, les acheminements d'armes qui s'ensuivent et la disponibilité de certains acteurs. Cette évaluation-là n'a pas été au centre de nos préoccupations et, aujourd'hui, il y a une réalité difficile.

### **Interviendra-t-on en Syrie ?**

S'il y a intervention militaire, la France tiendra sa place. Je ne préjuge pas du type d'intervention possible. La Syrie a une configuration complexe et une défense antiaérienne solide. Il faut un mandat du Conseil de sécurité.

Nathalie Guibert - Le Monde

## **Le cab défense s'affirme**

Appliquant scrupuleusement les consignes du Premier ministre, **Jean-Marc Ayrault**, le cabinet défense évoluera comme les autres dans un format resserré (pas plus de 15 membres), et ce qui n'est pas forcément traditionnel à la Défense, avec une place plus importante faite aux civils.

Premier acte, qu'il faut sans doute aussi voir comme une rupture du cabinet par rapport au passé, le poste de conseiller communication qui était jusqu'alors tenu par un lieutenant-colonel disparaît tout bonnement, et le titulaire devra rejoindre la **DICOD**. **Jean-Yves Le Drian** n'a pas caché, mercredi, que l'activité de cette dernière pourrait aussi évoluer.

Ce poste d'officier au cabinet avait été créé sous **MAM** comme un poste de facilitateur (1). Il avait ponctuellement, sous **Morin**, été inscrit formellement comme membre du cabinet, ce qui n'avait pas été repris par ses successeurs, même si le poste avait été maintenu. Certains estimaient qu'ils doublonnait, de fait, avec celui de conseiller presse, attaché au ministre : comme les mêmes le constataient avec cruauté, tout dépendait des titulaires du poste en question.

Alors que plusieurs cabinets ont été déjà annoncés, notamment à l'Intérieur (26 mai), la Défense n'a pas encore vu son équipe inscrite dans le marbre, même si, concrètement, elle est déjà au travail. La publication devrait intervenir la semaine prochaine. Il sera intéressant de voir quelques intitulés ont été retenus pour les conseillers, [la plupart d'entre eux ayant été connus assez](#)

[rapidement.](#)

(1) à une époque aussi d'instabilité, MAM ayant épuisé deux attachées de presse avant de trouver la bonne.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/01/2012 06:27:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## Sahel: la "préoccupation la plus importante" du ministre de la Défense

Ligne de Défense, 07.06.2012



Alors que les chefs d'Etat de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) réclament une intervention de l'Onu au Mali et que le principal ravisseur d'otages français fait le paon à Tombouctou, le ministre français de la défense ne cache pas que la situation au Sahel constitue sa "préoccupation la plus importante".

En marge de l'entretien sur la défense européenne (à paraître demain dans OF),

Jean-Yves Le Drian a confié avoir "parlé spécifiquement, en tête à tête, avec Leon Panetta", son homologue US, de la question sahélienne et de la montée de l'extrémisme islamiste.

"Si on laisse les choses en l'état, il y aura création d'un nouveau foyer terroriste qui est menaçant pour nous. Directement! Cela suppose une grande vigilance, ça suppose de rétablir l'intégrité du Mali et ça suppose que les Africains se prennent en mains. Il faut que la CEDEAO et l'Union africaine saisissent l'Onu de la nécessité d'une action de sécurisation sur le secteur avec des forces africaines que nous pourrions éventuellement aider ou soutenir", a expliqué le MinDef qui a laissé entendre que des discussions étaient en cours avec les Algériens "directement concernés". "Mais je n'en dirai pas plus sur l'état de nos discussions" avec eux.

## J-Y Le Drian au 12e Dialogue de Shangri-La: "un nouvel engagement français dans la zone Asie-Pacifique" (actualisé)

Ligne de Défense, 03.06.2012

A Singapour, lors du 12e Dialogue de Shangri-La organisé par le *think tank* britannique IISS, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense (photo ECPAD), a prononcé une allocution sur les risques émergents en Asie-Pacifique et le rôle que la France entend jouer dans la région aux côtés de ses nombreux partenaires.

Cliquer [ici](#) pour lire l'intégralité de son texte.

## Que retenir de ce texte?



1) que le ministre n'a pas une seule fois parlé de la Chine (la seule occurrence du mot Chine est intervenue dans une référence à la "mer de Chine méridionale").

2) que le ministre n'a pas une seule fois parlé des Etats-Unis, qui ont pourtant donné le "la" en annonçant leur effort sur la région Asie Pacifique (dernière annonce en date: la décision de transférer une partie de la flotte US vers ces mers). Toutefois, J-Y Le Drian en aurait "beaucoup parlé" lors des questions

réponses.

3) que la France entend soutenir "activement" la construction d'une "architecture de sécurité régionale" en Asie du Sud-Est, et à y participer, parce que "l'Asie Pacifique" constituera une zone d'engagement croissant de l'UE et de ses Etats membres".

4) que la France, "sous l'impulsion du Président Hollande, entend se donner les moyens d'une telle politique. Bien sûr, elle doit faire face, comme tous et en particulier comme beaucoup de pays européens, à la crise financière des dettes souveraines qui frappe spécialement l'Europe occidentale comme vous le savez. Mais elle n'a pas l'intention de sacrifier pour autant son effort de défense".

## CEMA : interview sur BFM TV le 1er juin 2012

Mise à jour : 01/06/2012 17:32

Extraits de l'interview de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées, sur BFM TV le 1<sup>er</sup> juin 2012



**Question: interview exceptionnelle à présent : nous recevons sur BFM TV le chef d'état-major des Armées, l'amiral Edouard Guillaud. (...)**

**Tout d'abord, l'Afghanistan : comment va se passer le retrait des troupes ? Les combattants vont partir (...) d'ici la fin de l'année. Vous avez un calendrier précis ? Vous savez exactement comment ça va être opéré ?**

Nous sommes en train d'élaborer un calendrier précis pour respecter strictement ce qu'a annoncé le Président de la République, c'est-à-dire que nous aurons ce qu'on appelle les troupes combattantes, celles qui sont en première ligne, de retour en France pour le 31 décembre et pour un chiffre global de 2 000 hommes.

Sur le calendrier très précis, (...) nous devons tenir compte de plusieurs facteurs. Bien sûr, nous nous coordonnons avec nos alliés et avec les forces afghanes : première chose à faire. Deuxième chose : nous tenons compte de la situation sur le terrain.

Vous savez qu'en ce moment, dans la zone dans laquelle nous nous trouvons, c'est ce qu'on appelle une zone verte, c'est la saison des feuilles. Ça ressemble plus au bocage normand le 6 juin 44 qu'à un désert montagneux. Et donc nous ne voulons pas faire prendre de risques inutiles, évidemment, à nos troupes.

Nous continuons (...) à soutenir les troupes afghanes, et *a priori*, comme l'a indiqué le Président de la République à Chicago, c'est plutôt à partir d'octobre que nous allons faire le gros du désengagement.

Vous comprendrez que je ne vous donne pas, pour la sécurité des troupes, plus de détails. (...) Les talibans écoutent aussi la télévision française.

**Question: (...) cette période de retrait, est-ce que ce n'est pas le moment le plus dangereux pour les forces françaises ?**

Toute période de retrait est forcément compliquée, alors qu'il y a toujours soit des combats – ce qui est le cas aujourd'hui – soit une certaine insécurité. (...)

Pour nous, c'est une véritable opération militaire, au même titre qu'une offensive. C'est simplement une manœuvre de désengagement logistique, mais c'est [aussi] une opération. Ce n'est pas simplement envoyer des camions, mettre des conteneurs ou des blindés sur des remorques, et rentrer.

(...) Aujourd'hui, vous avez trois modes d'actions pour les talibans : (...) soit les bombes ; ce qu'on appelle les explosifs improvisés qui sont mis sous des ponts, dans des trous ou sur la route ; soit les attentats suicides, soit éventuellement, mais de moins en moins souvent, l'offensive (...) directe, une espèce de guérilla telle qu'on a pu en connaître dans d'autres pays.

Ceci, malheureusement, continue à durer et donc, bien sûr, nous, nous devons faire très attention à ce genre de facteurs, pour protéger nos troupes.

Toute manœuvre de retrait est une manœuvre compliquée, quels que soient le siècle, le conflit et les armées.

**Question: la France était engagée depuis 2001. Est-ce qu'elle a rempli sa mission ?**

Ma réponse est oui.

(...) En 2001, [la mission] c'était pour lutter contre Al-Qaïda et contre le terrorisme, et donc pour aider à chasser les groupes d'Al-Qaïda d'Afghanistan. Il n'y a pratiquement plus d'Al-Qaïda dans la zone. Il reste des talibans, mais ça (...) c'est une autre affaire.

La mission actuelle a été différente. Elle était d'*afghaniser*, c'est-à-dire de transférer aux armées afghanes et aux forces de sécurité, police incluse, la responsabilité de la sécurité et de la sûreté d'une zone.

Juste pour vous rappeler, en 2008, il y avait 600 militaires et policiers afghans dans notre zone. Il y en a 6 000 aujourd'hui, entre la Surobi et la Kapisa.

(...) L'*afghanisation*, c'était la mission. La transition, dont on a beaucoup parlé ces derniers jours, c'était le moyen. Et le retrait, c'est la mesure du succès.

**Question : (...) la Syrie à présent : (...) François Hollande n'a pas exclu une intervention militaire sous l'égide de l'OTAN. (...) Est-ce que vous travaillez des options militaires à présenter au président très prochainement ? Est-ce que ça se prépare autant à l'avance ?**

Tout chef militaire, quel que soit le pays, a un devoir : être prêt à répondre aux sollicitations du politique, de son gouvernement et de son chef des Armées.

Il est normal que donc, nous étudions un certain nombre de choses.

Outre le fait qu'il n'y a aucun mandat d'aucune organisation internationale, je rappelle simplement que [la Syrie] c'est plus de 30 millions d'habitants. C'est un grand pays. C'est un pays complexe, ethniquement, culturellement, religieusement.

(...) le risque de guerre civile est patent, en ce moment, et nous le voyons à travers l'ensemble des reportages qui peuvent nous parvenir ou des contacts qu'on peut avoir.

**Question : (...) il faut absolument que ce soit une coalition internationale. C'est comme ça qu'on envisage une opération militaire dans un pays aussi complexe ?**

Je vais juste prendre une comparaison. Quand nous étions en Bosnie-Herzégovine, avec l'OTAN au milieu des années 90, nous avons (...), dans une zone relativement montagneuse, une certaine taille de territoire. Pour tenir la bande côtière syrienne, il faudrait 100 000 hommes, si je prends les mêmes ratios.

**Question : la France a été engagée sur de nombreux théâtres d'opérations ces derniers mois. Il y a notamment une région critique : le Sahel.**

(...) Nous sommes très inquiets, évidemment, de ce qui se passe et nous le voyons bien, avec le Mali qui vit des soubresauts politiques extrêmement graves et manifestement difficiles à résoudre. Et pour nous, le Sahel, au-delà des aspects historiques puisque c'est une région que nous avons colonisée à une certaine période, c'est aussi un certain nombre d'intérêts stratégiques, sans compter un certain nombre de Français qui sont dans la zone.

Donc oui, nous sommes présents, (...) quasiment exclusivement, pour faire de la formation et de l'aide au gouvernement, aux différents gouvernements impliqués.

**Question : Vous étiez avec François Hollande, il y a une semaine, en Afghanistan. Vous êtes le chef d'état-major des Armées. Vous êtes fier de nos troupes. Qu'est-ce qui fait la spécificité, aujourd'hui, de l'armée française ?**

L'une des spécificités, ce n'est pas moi qui vais le dire, je vais faire parler mes camarades étrangers, parce que finalement, c'est mieux d'être vu de l'extérieur. C'est le savoir-faire vis-à-vis des populations et la maîtrise de la force.

C'est ce que nos camarades anglo-saxons appellent le *French Touch*. C'est vrai que, en vallée de Kapisa ou de Surobi, nous avons, simultanément à nos opérations, reconstruit des dispensaires, aider à l'adduction d'eau, voire l'électrification (...). C'est une espèce de coopération permanente avec les autorités civiles locales, de façon à ce que les gens ressentent tout de suite une amélioration et, de ce point de vue-là, nous sommes plutôt en avance.

Autre chose aussi que nous faisons assez bien : nous avons toujours été très en avance sur nos objectifs calendaires, par exemple dans la formation des forces afghanes.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## L'amiral Guillaud reçoit l'adjoint du commandant suprême des forces alliées en Europe

Mise à jour : 06/06/2012 19:01

Le 6 juin 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a reçu le général britannique Richard Shireff, adjoint du commandant suprême des forces alliées en Europe (DSACEUR).



Le DSACEUR est plus particulièrement chargé de recenser les forces requises aux opérations de l'Alliance et de les obtenir des pays membres.

Dans ce cadre, cette visite a été l'occasion de faire un point sur les conclusions du sommet de Chicago qui s'est tenu les 20 et 21 mai 2012. Trois grands thèmes essentiels ont été abordés : l'engagement de l'Alliance envers l'Afghanistan dans la durée, la notion de «paquets défense»

(paquets de projets multinationaux destinés à remédier aux insuffisances capacitaires critiques) et le renforcement du réseau de partenaires que l'OTAN entretient dans le monde.

Le CEMA et le DSACEUR ont également abordé la contribution française aux opérations et aux structures de l'OTAN, et plus particulièrement la mise en œuvre des décisions du Président de la République concernant l'opération *Pamir* (le retrait des forces conduisant des missions de combat en Afghanistan d'ici la fin de l'année 2012). Ce sont 2 000 militaires français qui seront désengagés d'Afghanistan d'ici la fin de l'année. Un millier assurera le désengagement logistique, le retour des matériels et équipements, qui se poursuivra en 2013. Au-delà, environ 400 poursuivront les missions de formation de l'armée afghane au sein de l'ISAF (*International Security Assistance Force*).

Les sujets de la réforme des structures de l'Alliance et de la situation au Kosovo ont également été traités. Cette rencontre a confirmé la qualité des relations que les armées françaises entretiennent avec l'OTAN et du rôle majeur que la France tient au sein de l'Alliance.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

## CEMA : l'amiral Guillaud préside la cérémonie de fin de montée en puissance de la 13<sup>ème</sup> DBLE

Mise à jour : 06/06/2012 11:58



Le 4 juin 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a présidé la cérémonie de fin de montée en puissance de la 13<sup>ème</sup> demi-brigade de Légion étrangère (13<sup>ème</sup> DBLE), en présence de Son Excellence Monsieur Alain Azouazou, ambassadeur de France aux Emirats Arabes Unis, ainsi que nombreuses hautes autorités militaires françaises et émiriennes.

Cette cérémonie a illustré la montée en puissance des forces françaises aux Emirats Arabes Unis (FFEAU), en particulier de sa composante Terre, désormais pleinement opérationnelle, aux côtés de l'armée émirienne.

Au cours de la prise d'armes, le général d'armée Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), a salué les nombreux faits d'armes de la 13<sup>ème</sup> DBLE depuis sa création en 1940. Il a également remercié le vice-chef d'état-major de l'armée de terre émirien, le Major-général Mohammed Ali Al Jaberi, pour « *l'accueil chaleureux réservé à nos légionnaires, en leur offrant les meilleures conditions pour s'engager sans tarder dans leur mission opérationnelle.* »

Cette cérémonie a également marqué le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la bataille de Bir-Hakeim, au cours de laquelle la 13<sup>ème</sup> DBLE s'est particulièrement distinguée. Un défilé à pieds et en véhicules, ainsi que le survol d'un *Rafale* de l'escadron Lorraine a clôturé cette cérémonie.

La présence militaire française aux EAU s'inscrit dans le cadre d'une coopération bilatérale favorisant le partage d'expérience et l'interopérabilité entre les deux armées.

L'exercice franco-émirien *Gulf 2012*, qui s'est déroulé en avril dernier, a permis de développer

la connaissance mutuelle interarmées et a souligné l'intérêt de cette coopération.



Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## CEMA : l'amiral Guillaud reçoit son homologue mauritanien

Mise à jour : 06/06/2012 11:51

Le 30 mai 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reçu le chef d'état-major national (CEMN) mauritanien, le général Mohamed Ould Ghazouani.



Cette réunion a été l'occasion d'aborder les différentes problématiques régionales en matière de sécurité et de défense et d'identifier de nouveaux axes de coopération bilatérale.

Lors de cette rencontre, le général Mohamed Ould Ghazouani a élevé au rang de commandeur de l'ordre national du mérite mauritanien l'amiral Guillaud, en signe de reconnaissance pour l'excellence de la coopération militaire bilatérale. Le CEMA a, quant à lui, remis au général mauritanien les insignes de commandeur de la Légion d'Honneur.

Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues au sujet de la situation dans la bande saélo-saharienne, et notamment s'agissant du Mali.

La relation militaire bilatérale avec la Mauritanie repose essentiellement sur les actions de coopération menées au profit des cadres de l'armée mauritanienne, encadrée par une convention intergouvernementale pour la formation militaire signée en 1976. Cette coopération est mise en œuvre par le pôle de coopération à vocation régionale des éléments français au Sénégal (EFS).

La France et la Mauritanie sont également engagées au sein de l'initiative 5+5, coopération multilatérale de défense en Méditerranée occidentale qui s'articulent autour de quatre champs de coopération : la surveillance maritime, la sûreté aérienne, la contribution des forces armées à la protection civile en cas de catastrophe majeure et la formation.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants



## Le chef d'état-major de la Marine reçoit son homologue libyen

Mise à jour : 05/06/2012 17:11

**Du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin, l'amiral Bernard Rogel recevait son homologue libyen, le contre-amiral Hasan Bushnak en visite officielle pour la première fois en France.**



Depuis la fin des combats, les marines françaises et libyennes ont développé une coopération intense, axée sur la formation, la surveillance maritime et la guerre des mines.

Le premier volet de cette visite se déroulait à Brest. La délégation reçue par l'amiral, préfet maritime et commandant la zone et la région maritime Atlantique, a pu rencontrer les cadets libyens actuellement en formation à l'École Navale, puis visiter le centre opérationnel de la Marine à Brest et le centre régional opérationnel

de sauvetage et de surveillance de CORSEN.

À Toulon, le contre-amiral Bushnak a été reçu par l'amiral, préfet maritime et commandant la zone et la région maritime Méditerranée et l'amiral, commandant la force d'action navale. Il s'est aussi rendu auprès des plongeurs libyens actuellement en formation.

La délégation libyenne, avant d'être reçue à l'état-major de la Marine le dernier jour de sa visite pour une réunion de travail présidée par les deux chefs d'état-major, s'est également rendue à bord du navire amphibie *Ibn Ouf* qui a débuté une période d'entretien de 9 semaines sous la maîtrise d'œuvre de DCNS. Cette visite inaugure une nouvelle ère dans la coopération navale franco-libyenne, basée sur la confiance et l'amitié entre les deux marines.

Partenaire méditerranéen incontournable depuis la fin de l'opération Harmattan, la Libye est vouée à prendre une place particulière dans les activités de coopération de la Marine nationale.



Sources : © Marine nationale

# Le secrétaire américain à la Navy en visite à l'état-major de la Marine

Mise à jour : 05/06/2012 11:19



En déplacement en France pour assister aux commémorations du D-DAY les 5 et 6 juin en Normandie, Monsieur Ray Mabus, secrétaire américain à la Navy était le 4 juin 2012 à l'état-major de la Marine où il a rencontré [l'amiral Rogel, chef d'état-major de la Marine](#).

Dans la prolongation de leur rencontre au Pentagone en mars dernier lors de la visite du chef d'état-major aux États-Unis, le secrétaire à

la Navy et l'amiral ont évoqué les sujets en cours de la coopération navale franco-américaine.

Monsieur Mabus s'était déjà rendu en France en octobre 2010. A Toulon, il avait entre autre visité le bâtiment de projection et de commandement [Tonnerre](#).



La fonction de secrétaire à la Navy n'est pas transposable dans notre organisation, elle comprend un large spectre de responsabilités à l'exception des opérations et de leur conduite qui relèvent du chef d'état-major de la Navy (CNO). Par ailleurs, Monsieur Mabus a engagé le département de la Navy dans une démarche ambitieuse d'économie d'énergie et de réduction de la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles.

Sources : © Marine nationale

## La "kill list" d'Obama, chef de guerre et prix Nobel de la paix

Ligne de Défense, 07.06.2012



Commentaire de mon camarade Bruno Ripoche paru ce matin dans nos éditions, après la mort du n° 2 d'Al-Qaida, tué lundi au Pakistan par un drone, qui porte la marque du président américain.

Le Nobel de la Paix décerné à Barack Obama en 2009, dix mois après son entrée à la Maison-Blanche, était prématuré. Est-il encore légitime ? Le Président n'a pas fermé la prison de

Guantánamo, n'a que partiellement relancé la réduction des arsenaux nucléaires... Et, s'il a retiré les troupes d'Irak, chaque jour qui passe dévoile une facette inattendue : celle d'un chef de guerre. Lundi, un drone a décoché un missile à 11 000 km de la situation room de la Maison-Blanche et tué le numéro 2 d'Al-Qaida, Abou Yahia al-Libi, dans les montagnes du nord-Waziristan. Depuis la prise de fonction d'Obama, le Long War Journal a recensé 290 tirs de drones rien qu'au Pakistan. Six fois plus que pendant le second mandat de George Bush !

Dans un livre sorti mardi aux États-Unis, David Sanger révèle que le Président ordonne, personnellement, chaque liquidation d'un « ennemi » inscrit sur sa kill list. Le journaliste du New York Times y détaille comment Obama a opté pour les opérations secrètes au moyen de drones, d'unités d'élite ou de ruses informatiques. Les États-Unis - autant qu'Israël - étaient derrière Stuxnet, ce virus qui grippe l'usine d'enrichissement de Natanz (Iran) en 2010.

Spécificité de cette guerre dite intelligente : son acceptabilité par l'opinion. Moins de bottes sur le terrain, c'est moins de GI's tués. Mais quid du droit ? Quid des victimes collatérales ? Quid du ressentiment anti-occidental au Pakistan ? Le timing de ces révélations n'a rien d'innocent. Les « sources » ont parlé au moment idéal pour qu'à six mois de la présidentielle, celui que Mitt Romney et les républicains dépeignent comme irrésolu et mou - face à Téhéran ou Damas - apparaisse comme un guerrier implacable.

## Interview exclusive du général Dunford, n°2 des Marines

Mise à jour : 04/06/2012 14:53



En visite en France pour le « Memorial Day », le général Joseph F. Dunford, commandant adjoint du corps des Marines a rencontré le général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'État-major de l'armée de Terre, mardi 29 mai 2012. Interview exclusive.

Le général Dunford était en France pour le « Memorial Day », fête du souvenir pour les Américains. Tous les ans à Bois-Belleau dans la Marne, les Marines honorent leurs anciens, tombés au champ d'honneur en juin 1918. La

bataille de Bois-Belleau marque le 1<sup>er</sup> engagement des troupes américaines dans la première guerre mondiale et le début de la grande contre-offensive alliée.

Le mardi 29 mai 2012, le général Dunford a rencontré le général Ract Madoux à l'Hôtel des Invalides. Il nous a alors accordé cet entretien exclusif où il évoque l'importance de cette commémoration et les relations entre nos deux armées. So friendly !

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/exclusif-interview-du-general-dunford-commandant-adjoint-du-corps-des-marines-juin-2012>

Droits : Armée de Terre 2012

## Le directeur du personnel militaire de la marine reçoit le Trophée du DRH de l'année

Mise à jour : 05/06/2012 14:01

**Le trophée du DRH de l'année, organisé par Hudson en partenariat avec Le Figaro économie et Cadreemploi.fr, a récompensé le vice-amiral d'escadre Olivier Lajous actuel Directeur du Personnel Militaire de la Marine (DPMM).**



Pour la 16<sup>ème</sup> année consécutive, le cabinet de conseil en recrutement Hudson, le Figaro économie et le site Internet d'emplois pour les cadres et dirigeants en France Cadreemploi.fr, se sont réunis pour remettre le trophée du DRH de l'année. Cette récompense vise à reconnaître un directeur des ressources humaines qui, par ses réalisations et ses engagements, contribue à valoriser l'importance de la fonction et la contribution stratégique des directeurs de ressources humaines au développement de l'entreprise.

Cette distinction, qui jusqu'à maintenant était le plus souvent remise à des entreprises du secteur privé, a cette année été décernée à la Marine nationale, en la personne du vice-amiral d'escadre Olivier Lajous, directeur du personnel militaire de la Marine.

Après l'étude des dossiers de nombreux candidats, le jury, composé d'anciens lauréats du prix et de personnalités issues de la fonction « ressources humaines », a souhaité mettre en avant les pratiques de gestion des ressources humaines de la Marine. Parmi elles, on peut citer entre autres le dialogue soutenu avec les organes de concertation du personnel, dialogue prolongé par des échanges très directs mis en place lors des tournées des ports du directeur du personnel, le recours à des sociologues et des psychologues, le respect de l'égalité des chances, ou encore l'investissement financier et humain considérable mis au profit de la formation...

Par ailleurs le jury a souhaité mettre l'accent sur la pugnacité, l'engagement mais aussi l'humanité dont le vice-amiral d'escadre Lajous a fait preuve dans la mise en place des réformes indispensables à la Marine afin que celle-ci puisse continuer à assurer ses missions.

Pour sa part, c'est avec fierté que l'amiral Lajous a souhaité remercier le jury d'avoir récompensé par son intermédiaire, l'ensemble des marins hommes et femmes, qui forment aujourd'hui l'exceptionnelle richesse humaine de la Marine.

Sources : © Marine nationale

# Martine Aubry veut "réduire l'armée"

Zone Militaire, 31 mai 2012 – 15:15

## La première secrétaire du PS souhaite "faire des économies dans le domaine de la défense"



Les militaires vont-ils encore « ramasser »? Après les 54.000 postes en moins planifiés lors du dernier quinquennat pour la période 2009-2014 afin d'obtenir des marges de manoeuvre en faveur des équipements, le format des armées pourrait bel et bien une nouvelle fois diminuer, du moins si l'on en croit Martine Aubry, qui a fait une déclaration allant dans ce sens au détour d'une question posée par Jean-Jacques Bourdin, sur les ondes de RMC.

Le programme de François Hollande, quand il était candidat à l'élection présidentielle, prévoit de supprimer la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et donc, le principe de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Dans le même temps, il est question de créer des dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique, à périmètre constant, impératif de réduction des déficits oblige.

Alors, qu'a dit Martine Aubry ce 29 mai?

« Nous voulons créer des emplois dans au moins 3 secteurs. Un, l'enseignement, avec 60.000 emplois d'enseignants, de RASED pour accompagner les élèves en difficultés, d'assistante sociale, de psychologues. Tout ce que l'on a besoin pour que chaque enfant réussisse à l'école. Dans la police et dans la justice puisque nous savons bien que la détérioration que Sarkozy a menée de la sécurité dans notre pays, notamment l'augmentation des violences faites sur les personnes, est liée au fait qu'il n'y a plus de policiers sur le terrain. Donc là aussi, augmentation sur la police, modérément parce que ce n'est pas le même nombre d'emplois, dans la justice pour qu'on puisse agir vite et sanctionner vite. Et puis dans quelques secteurs, du type le Pôle Emploi, qui a été déstructuré, alors qu'on en a tant besoin avec tant de chômeurs. De l'autre côté, **il y a des économies à faire, par exemple dans le domaine de la défense. Là aussi, il y a un accord avec l'armée, nous y avons beaucoup travaillé pour réduire l'armée** » .

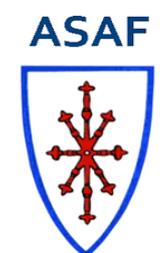
Chargé du projet présidentiel du candidat Hollande, Michel Sapin, aujourd'hui ministre du Travail, avait affirmé, au cours de la campagne, qu'il était question de s'appuyer sur les départs prévus à la Défense pour créer des postes dans l'Éducation nationale, la police et la justice. Selon lui, la « Loi de programmation militaire (LPM) qui a été votée » offrirait une « certaine souplesse ». Mais, de toute façon, le compte n'y est pas...

Lors de la campagne, François Hollande avait indiqué vouloir maintenir l'effort de défense à un « niveau crédible » alors que « la tentation peut être forte de faire de la défense une variable d'ajustement ».

Reste donc à voir ce qui ressortira du prochain Livre Blanc sur la Défense, annoncé par le ministre Jean-Yves Le Drian avant la fin de cette année. À partir de ses recommandations, une nouvelle LPM sera votée.

# ASAF: Lettre du président de l'ASAF à Monsieur le Ministre de la Défense

Lundi, 04 Juin 2012 13:52



*Mémoire et vérité*

**Interrogée mardi dernier par Jean-Jacques Bourdin, sur BFMTV, la première secrétaire du Parti socialiste, Madame Martine Aubry....**

Paris le 3 juin 2012

Monsieur le Ministre,

Interrogée mardi dernier par Jean-Jacques Bourdin, sur BFMTV, la première secrétaire du Parti socialiste, Madame Martine Aubry, a expliqué que, pour compenser les créations d'emplois publics dans l'éducation, la police, la justice et l'emploi, il y avait *"des économies à faire, par exemple, dans le domaine de la défense"*.

Elle a ajouté de manière assez peu claire : *"Il y a un accord avec l'armée - nous y avons beaucoup travaillé - pour réduire l'armée"*.

Auriez-vous l'amabilité de bien vouloir me confirmer l'existence d'un tel accord « avec l'armée » en précisant les partenaires impliqués et les mesures envisagées de réduction des effectifs de l'armée ou/et de son budget ?

Pourriez-vous nous détailler ces dispositions ?

Vous comprendrez qu'il est pour le moins surprenant que les Français, en particulier les militaires, apprennent ce type d'information les concernant en priorité, de la bouche du responsable d'un parti, fût-il celui qui soutient le président de la République, chef des armées.

Cette déclaration me semble être en contradiction avec les propos que vous avez tenus à une dizaine de responsables d'associations, lors de la réunion organisée le 2 mai.

En effet, répondant à une question que je vous avais posée, vous nous aviez affirmé qu'il n'y avait pas d'autre réduction d'effectifs envisagée en dehors de celle liée à la poursuite du plan de déflation de 54 000 postes initiée en 2009.

A cet égard, pourriez-vous me confirmer que les économies générées par cette réduction d'effectifs seront, comme précédemment, versées au budget de la Défense afin d'améliorer l'équipement de nos forces?

Dans l'attente d'une réponse de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Henri PINARD LEGRY, Président de l'ASAF

# Après Aubry, voilà Placé et l'IGF qui lorgnent sur les crédits de la Défense

Ligne de Défense, 05.06.2012

31,5 milliards d'euros pour 2012! La somme attire les convoitises. Alors que le gouvernement racle les fonds de tiroirs pour financer ses réformes et réduire les dépenses, la tentation d'amputer les crédits des armées est exprimée de plus en plus ouvertement.

**Martine Aubry** a lancé l'offensive la semaine dernière en évoquant "des économies à faire, par exemple dans le domaine de la Défense" ([voir mon post](#)). "Là aussi, il y a un accord avec l'armée, nous y avons beaucoup travaillé, pour réduire l'armée", avait ajouté la première secrétaire du PS sur *BFMTV/RMC*.

**Pour Jean-Vincent Placé**, président du groupe EELV au Sénat, "il y a évidemment quelque chose à faire. Cela ne veut pas dire moins de sécurité, moins de Défense, ça veut dire la Défense européenne", a-t-il expliqué. L'élus écologiste a estimé que l'on pourrait, "bien sûr", se passer de "l'arme nucléaire française, totalement autonome, totalement indépendante", qui "doit coûter par an 4,5 milliards d'euros". Or, le maintien de la dissuasion nucléaire française dans ses deux composantes, sous-marine et aéroportée, est l'un des premiers engagements pris par François Hollande en matière de Défense durant la campagne électorale.

**Cette piste est évoquée également par l'IGF** (inspection générale des finances), dans un rapport dont le contenu a été révélé par le quotidien *Les Echos*. Mais toute réduction ou stabilisation des dépenses militaires nécessiterait, selon l'IGF, "la mise en oeuvre de réformes structurelles de grande ampleur" et "une réflexion sur la stratégie et le format des armées".

## Dominique de Lorgeril, un militaire candidat aux législatives

Le Point.fr - Publié le 03/06/2012 à 08:53 - Modifié le 04/06/2012 à 11:55

Le capitaine de vaisseau Lorgeril est militaire en activité et candidat. Pour la campagne électorale, il est en permission. Interview.



Dominique de Lorgeril. © - / Pamela de Montleau

**Le Point.fr : Vous êtes militaire en activité, actuellement affecté au Centre d'études supérieures de la marine (CESM) après avoir commandé le Sirpa, et vous vous présentez pour la seconde fois à une élection. Quelle était la première ?**

**Dominique de Lorgeril :** Je me suis effectivement présenté l'an dernier aux élections cantonales dans le canton d'Angoulême-Ouest. Il avait l'avantage de regrouper des quartiers populaires dits sensibles et une partie du centre-ville, plus aisés. Ces deux populations m'intéressaient vivement,

et j'ai cherché à comprendre comment elles pouvaient vivre ensemble, ce qui est à mes yeux le vrai enjeu de demain. Grâce au dialogue, à la convivialité, au respect mutuel, cet objectif est accessible. J'ai trouvé durant la campagne beaucoup d'intérêt et de plaisir, même si le nombre de voix n'a pas toujours été en rapport avec mon implication dans certains quartiers.

### **Quel avait été votre score ?**

J'ai recueilli 5,72 % des voix, j'en ai été très satisfait : je souffrais d'un défaut de notoriété, dû notamment au fait que j'avais été contraint, comme cette année d'ailleurs, de me présenter seul, sans le soutien d'un parti politique. Je vous rappelle que le statut général des militaires nous interdit d'adhérer à un parti. C'est très dommageable, même si, en un sens, cette situation ne me déplaît pas vraiment : les partis politiques sont malheureusement entrés aujourd'hui dans une logique visant à garantir les subventions nécessaires à leur budget de fonctionnement. Les partis sont nécessaires, mais ils ont dérivé en empêchant les élus d'être libres. Or je suis très attaché à la liberté d'engagement et de parole, et je me trouve à mon aise et pleinement libre hors des partis.

### **Vous n'êtes donc pas classable facilement sur l'échiquier politique, ce qui semble avoir posé quelques problèmes à la préfète de votre département, lors de la présentation de votre candidature à ces législatives !**

C'est exact. Puisque je ne suis membre d'aucun parti, la préfecture a voulu me présenter comme étant "divers droite". Or cela ne me convenait pas du tout. Il faut savoir que la préfecture doit affecter à chaque candidat une "nuance" prise dans une liste de seize possibilités allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il y en a une qui convenait parfaitement à ma situation. Elle est intitulée "autre". Je ne suis ni "divers gauche", ni "divers droite". Je suis "autre", et il me semblait important d'être reconnu avec cette spécificité.

### **Précisément, dans quelles conditions statutaires vous présentez-vous ?**

Comme militaire en activité, je n'ai pas le droit d'adhérer à un parti, mais je dispose de celui de me présenter à une élection. Logiquement, j'aurais donc pu rejoindre un parti pour la durée de la campagne. Mais vous imaginez bien que cela n'est pas possible. Comment prétendre à l'investiture dans ces conditions ? Ce n'est pas une situation très saine. Mais il y a une contrainte encore plus forte : si vous êtes élu et que vous acceptez le mandat de vos électeurs, vous perdez emploi et rémunération. Pour un député, c'est sans importance, mais cette règle s'applique également si vous êtes élu conseiller municipal sans rémunération !

### **Si vous étiez élu député, il serait logique que vous ne soyez plus militaire, que vous ne portiez plus l'uniforme...**

Si je suis élu, je resterai militaire, mais en position de détachement d'office. Seuls l'ancienneté et les droits à pension progressent dans ce cas. Je vous fais observer que, pour certains juristes, cet aspect de la loi est anticonstitutionnel. Car la Constitution stipule que tous les citoyens doivent avoir égal accès aux mandats électifs. Ce qui n'est évidemment pas le cas d'un militaire qui perd son emploi, surtout si le mandat qu'il exerce n'est pas rémunéré. Soyons réalistes ! Même si je suis confiant, il est très difficile d'être élu député sans avoir été auparavant conseiller municipal, maire ou conseiller général...

### **Cette raison explique-t-elle l'absence des militaires dans les postes électifs ?**

Je le crois. Aucun militaire en activité n'a encore été élu pour devenir député. Certains parlementaires sont d'anciens militaires ou ont été appelés du contingent, mais c'est tout... Et je ne suis pas étonné de me trouver être le premier militaire en activité de service qui se présente à

une élection législative sous la Ve République.

### **Venons-en à votre programme...**

Ma fibre sociale s'est manifestée dans toute ma carrière, au point que je suis devenu responsable des services sociaux de la marine. Mon ambition aujourd'hui consiste à remettre l'économie au service de l'homme. Alors que notre société ne conçoit que l'argent comme arbitre, aucun parti ne conteste cette situation. J'ai le sentiment que, face au monde de la finance, nous restons impuissants. Pour ma part, je pense que le résultat de l'activité humaine doit être l'épanouissement de l'homme, pas le profit. Je suis aussi très attaché au rayonnement de la [France](#), et j'ai eu l'occasion de le démontrer en participant, toujours pour la marine nationale, au programme européen d'hélicoptère NH90 Caïman.

### **Quand vous dénoncez le monde de la finance, vous vous situez plus près des positions de l'actuel président de la République que de celles de son prédécesseur. Qu'en pensez-vous ?**

Certains ont pu penser que mon accord avec [Arnaud Montebourg](#) sur l'indépendance économique nationale m'entraîne vers sa famille de pensée. Il est vrai que j'ai soutenu ses arguments, dans l'espoir qu'il puisse faire évoluer les positions de M. [François Hollande](#). J'espère encore qu'on pourra avancer dans ce sens. Je partage certaines des idées du président de la République, notamment sur la lutte contre la discrimination, bien que je sois plus réservé sur d'autres. Par exemple sur l'euthanasie, qui me semble être le résultat de pressions sociales et économiques très fortes, auxquelles nous devons résister. À mes yeux, ce n'est pas parce qu'on n'est plus rentable qu'on doit être exclu de la société.

### **Abordez-vous dans votre campagne les affaires militaires et de défense ?**

Mon engagement dans la campagne fait que je ne refuse évidemment aucun sujet, et je suis parfois interrogé sur le retrait d'[Afghanistan](#), par exemple, dont je tâche d'expliquer la complexité, tout en mettant en valeur le rôle assuré par les militaires au nom de la nation tout entière. Les Français peuvent être très fiers de leur défense et de ceux qui y servent en leur nom. Il est bon de le leur rappeler avec des mots simples et des expériences vécues. Ce dialogue passe très bien et participe au nécessaire développement du lien armée-nation. Comme j'ai pu l'écrire dans mon livre, *Oser la vie, c'est choisir la liberté*, ou sur mon blog, [www.bsbc.blogvie.com](http://www.bsbc.blogvie.com), je reste absolument convaincu que, même s'ils ont accepté de lourdes contraintes statutaires, par exemple la pleine disponibilité en tout temps et en tout lieu, les militaires sont des citoyens qui doivent pouvoir participer normalement à la vie de la démocratie. Il me semble qu'il n'y a pas de citoyen plus engagé que celui qui est prêt à donner sa vie pour son pays.

## **France-Russie : "Entre nous, tout est possible !"**

© RIA Novosti., 12:44 01/06/2012

### **"Guerre et Paix" par Jean-Dominique Merchet \***

C'est l'ironie de l'histoire des relations militaires franco-russes : le deuxième porte-hélicoptères (BPC Mistral) que la France livrera à la Russie en 2015 s'appellera le Sébastopol (1). Or, s'il existe à Paris un grand boulevard portant le nom de cette ville de Crimée, c'est en souvenir des combats bien oubliés qui y opposèrent, en 1854 et 1855, les armées françaises et russes. L'affaire fit plusieurs dizaines de milliers de victimes...



A l'heure de la visite du président Vladimir Poutine à Paris, ce vendredi 1er juin, il y a là matière à réflexion sur les relations compliquées qu'entretiennent nos deux pays au plan militaire. La France est aujourd'hui le seul pays membre de l'Alliance atlantique qui accepte de vendre un équipement important à la Russie, suscitant la colère de nombreux pays de l'Otan, notamment en Europe de l'Est, mais aussi des milieux néo-conservateurs des deux rives de l'Atlantique. Le contrat, qui bénéficie à l'industrie française (DCNS, STX), ne sera pas remis en cause par le nouveau pouvoir

socialiste.

L'année 2012 est celle d'un double anniversaire. C'est d'abord le bicentenaire de 1812 – c'est-à-dire de la grande guerre franco-russe déclenchée par Napoléon 1er. Personne, en France, n'a très envie de la commémorer, car il n'y a vraiment pas de quoi être fier! Un conflit déclenché par la seule hubris - ce sentiment de toute puissance que dénonçaient les anciens grecs - d'un homme, fût-il Empereur. Cette guerre se termina, deux ans plus tard, lorsque les Cosaques vinrent camper sur les Champs-Élysées !

Mais 2012 est également le soixante-dixième anniversaire de 1942, la date de la création du groupe de chasse Normandie, qui deviendra le glorieux régiment de chasse Normandie-Niémen. Son grand historien, Yves Courrière, vient de mourir, mais le 25 juin, cette unité de l'armée de l'air (qui avait été mise en sommeil dans le cadre des récentes restructurations) sera officiellement réactivée sur la base de Mont-de-Marsan (Landes). Le Neu-Neu, comme le surnomme affectueusement les aviateurs, volera sur le fer de lance des ailes françaises, le Rafale.

Histoire longue et tumultueuse : n'oublions pas ces dizaines de milliers de Russes qui vinrent, au sein de deux brigades, combattre dans les tranchées françaises en 1916. Des soldats, qui se mutinèrent, en 1917, dans le camp de La Courtine (Creuse), écrivant ainsi une modeste page de l'histoire de la Révolution russe dans les collines du Limousin ! S'ils étaient là, c'est parce que nos deux pays étaient alliés depuis 1892. Dans une Europe déchirée par les rivalités nationalistes, la Russie fût même le premier allié d'une France diplomatiquement isolée, douze ans avant que Paris et Londres ne signent à leur tour leur « Entente cordiale ».

Etranges va-et-vient de notre histoire militaire : en 1920, le capitaine Charles De Gaulle est à Varsovie, pour aider la nouvelle armée polonaise à combattre l'Armée rouge. Face à lui, un noble devenu communiste, Mikhaïl Toukhatchevski. Les deux hommes, qui connurent des destins extraordinaires, avaient été, ensemble, prisonniers de guerre des Allemands dans le camp d'Inglostadt.

Nouvel épisode, avec la guerre froide (1947-1991). Nos deux pays étaient alors ennemis : les missiles stratégiques français étaient tournés vers les grandes villes soviétiques : Moscou, Leningrad et Kiev. Dans les camps de manœuvre, dont celui de la Courtine, l'armée de terre s'entraînait à combattre les « carmins » - on ne disait pas « rouges » afin de ne pas froisser l'ambassade soviétique. Sur les bases aériennes, on craignait l'arrivée des Spetnaz... oubliant que les premiers parachutistes français avaient été formés en URSS dès 1935, autour du

capitaine Geille ! Pourtant, dans le même temps, le général De Gaulle annonçait, en 1966, que la France quittait l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique et exigeait la fermeture des bases américaines en France. Sous les protestations des socialistes et les applaudissements des communistes ... Le monde est parfois compliqué.

S'il y a une leçon à tirer de ce passé commun, c'est que, tout est possible entre la France et la Russie. Le pire comme le meilleur.

Sur le plan militaire et stratégique, quelle est la situation d'aujourd'hui ? Les aspects positifs prévalent assurément. Les plus jeunes ne doivent pas l'oublier, mais l'essentiel est d'abord la paix. Un quart de siècle en arrière, nous nous préparions encore les uns et les autres à nous faire la guerre. Ce que la France et l'Allemagne ont réussi, cette réconciliation qui fait que l'on franchit le Rhin sans s'arrêter à la douane, nous pouvons le parachever avec la Russie.

Au sein de l'Otan, la posture prudente, voire réservée, de Paris, vis-à-vis du bouclier antimissile, ne peut que satisfaire Moscou. Le départ annoncé des troupes françaises d'Afghanistan pourrait se faire via l'Asie centrale et la Russie, une route plus sûre que le Pakistan et moins couteuse que la location d'avions gros porteurs à des sociétés privées ukrainiennes ou... russes ! En matière spatiale, les fusées Soyouz sont désormais lancées depuis un département français d'Amérique, la Guyane. Voilà qui rapprochent les deux Etats.

Il y a, certes, des zones d'ombre. La visite du président Poutine sera évidemment dominée par la question syrienne. Le nouveau président François Hollande a répété qu'une option militaire ne pouvait pas être exclue contre le régime du président Assad, mais personne - et surtout pas les militaires - n'a envie de s'embarquer dans une telle aventure. Non sans hypocrisie, la menace d'un veto russe au Conseil de sécurité des Nations Unies arrange beaucoup de monde à Paris comme ailleurs.

(1) Le premier sera le Vladivostok et le nom des troisième et quatrième, qui seront construits en Russie, n'a pas encore été fixé par la marine russe.

*\* Jean-Dominique Merchet, journaliste spécialisé dans les affaires de Défense. Auteur du blog français le plus lu sur ces questions, créé en 2007. Ancien de l'Institut des hautes études de défense nationale. Auteur de nombreux ouvrages dont : « Mourir pour l'Afghanistan » (2008), « Défense européenne : la grande illusion » (2009), « Une histoire des forces spéciales » (2010), « La mort de Ben Laden » (2012).*

## **5 – Défense de par le Monde**

### Vrombissements de moteurs à Saragosse



Nicolas Gros-Verheyde / Capacités Milit – Exercices UE / mai 31, 2012

*Un C295 au Tchad lors de l'opération Eufor embarquant des troupes (crédit : armée espagnole)*

(BRUXELLES2) La première formation européenne de transport aérien (EATT2012) aura lieu du 4 au 15 juin à Saragosse (Espagne). Suivant un peu le modèle de ce qui a été fait en matière de formation des pilotes d'hélicoptères, dans le cadre de l'initiative pooling and sharing, elle vise à améliorer les connaissances des équipages face à différentes menaces ou différentes situations : planification avancée de mission, largages de personnel et de cargaison, navigation tactique et réactions aux menaces, opérations tactiques aéro-terrestres avec récupérations tactiques ; débarquements d'assaut), moteurs tournant ou éteints, atterrissages sur terrain court, vols et opérations de nuit.

Seront présents des moyens et équipages de différents pays : 4 C130 belge, espagnol, français et néerlandais, 1 Transall Allemand, 2 Casa C-295 Tchèque et espagnol. Chacun des appareils vient avec deux équipages.

## L'armée de terre britannique recentrée sur le "cœur de métier", la logistique externalisée

Ligne de Défense, 08.06.201



Le secrétaire d'Etat britannique à la Défense, Philip Hammond, était l'invité, jeudi, du *Royal United Services Institute* (RUSI) dans le cadre de la *Land Warfare Conference*. Il a prédit de profonds changements au sein de l'appareil militaire britannique.

La plus touchée, l'armée de terre (qui passe de 102 000 hommes à 82 000, et va perdre des régiments, alors que d'autres vont fusionner), va devoir s'adapter. Ses troupes, ainsi que l'a dit Hammond, constitueront les "cros" de la future entité, alors que la "queue" sera fournie par les réservistes, le secteur privé (les *contractors*) et les alliés (France et USA, dans le cadre de structures coalisées).

On est loin de ce qu'avançaient certains quotidiens britanniques qui dénonçaient jeudi matin un recours à des "mercenaires étrangers" (toujours le même cliché!) mais Hammond a bien décrit une armée binaire, avec ses forces d'engagement armé composées d'unités régulières et de réservistes, et avec son soutien fourni également par des réservistes mais surtout par des sous-traitants civils (des ESOA, entreprises de soutien opérationnel aux armées).

On se souviendra qu'un tel système existe déjà en Australie et que l'armée britannique recourt déjà largement à l'externalisation.

L'annonce du secrétaire d'Etat n'a rien d'officiel mais elle pourrait préparer la voie au rapport "*Army 2020*" que le général Nick Carter va prochainement présenter.

# Feu vert du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan au repli de l'Otan par la voie du Nord

Ligne de Défense, 05.06.2012

L'info est passée un peu inaperçue et pourtant, elle mérite d'être signalée. L'OTAN a conclu un accord avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan sur la sortie d'Afghanistan du matériel militaire et de l'équipement déployée depuis dix ans..

Le secrétaire général de l'alliance, Anders Fogh Rasmussen, a précisé (mais sans donner beaucoup de précisions sur le *deal*) que l'Alliance a conclu "des accords sur le transit inverse



d'Afghanistan avec trois partenaires d'Asie centrale : le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Ces accords nous donneront une gamme de nouvelles options et le réseau de transport robuste et flexible dont nous avons besoin". On lira à ce sujet le [post que j'ai consacré hier à ce Northern Distribution Network](#) et aux voies ferrées afghanes.

Cette annonce montre que l'OTAN conserve deux options de sortie par le Nord: l'un en direction de la Russie, l'autre en direction de la Turquie. Une façon de se prévenir contre tout geste de mauvaise humeur de Moscou et contre tout engorgement de la "voie de la Baltique".

# L'US Navy déploiera 60% de ses navires dans la zone Asie-Pacifique

Zone Militaire, 3 juin 2012 – 11:30

Conformément à l'orientation donnée par l'administration Obama depuis maintenant quelques mois, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a indiqué, le 2 juin, que l'US Navy redéploiera 60% de ses moyens dans la région Asie-Pacifique d'ici 2020. Cette annonce a été faite lors du sommet sur la sécurité de Shangri-La, organisé à Singapour par l'Institut international pour les études stratégiques (IISS) basé à Londres.

« La répartition de la flotte américaine entre les océans Atlantique et Pacifique passera de 50/50 actuels à 60/40 avec une priorité pour le Pacifique. Il s'agit de six porte-avions, de la plupart de nos croiseurs, destroyers, navires de débarquement et sous-marins » a ainsi affirmé Leon Panetta, qui avait par ailleurs précisé, dans l'avion qui l'emmenait à Saingapour, que le Pentagone allait également « investir dans de nouvelles technologies qui nous aideront à bâtir une projection forte puissance ».

Actuellement, l'US Navy compte 285 navires. Ce nombre ne devrait être que peu affecté par les réductions budgétaires auxquelles le Pentagone doit faire face (et dont le Congrès s'acharne à diminuer l'ampleur).

D'une manière générale, la marine américaine sera de toute façon relativement préservée par les économies. Le « Future Years Defense Plan » (FYDP) prévoit, au cours des 5 prochaines années, de consacrer annuellement 13 milliards de dollars aux constructions de nouveaux navires (soit 41 au total sur la période considérée).

A terme, l'ordre de bataille de l'US Navy devrait passer à 280 bâtiments, même si des unités vont être retirées prématurément du service actif (7 croiseurs de type Ticonderoga sur 22, 2 Transports de chalands et de débarquement). L'objectif pour la marine américaine est de disposer de forces moins imposantes mais modulaires et agiles, technologiquement plus avancées.

Ce renforcement des moyens militaires – la présence de l'US Marine Corp étant appelée à augmenter également – s'accompagnera par l'établissement de partenariats militaires avec certains pays de la région.

Pour Leon Panetta, cette stratégie ne vise pas particulièrement la Chine mais doit permettre de lutter contre le terrorisme, la piraterie maritime, la traite d'êtres humains, le trafic de drogue. D'ailleurs, lors de son discours, le patron du Pentagone a appelé à une « relation mature » avec Pékin, et donc à renforcer la coopération sur des sujets de préoccupation communs.

Bien évidemment, étant donné les tensions territoriales entre l'Empire du Milieu et ses voisins, notamment en mer de Chine méridionale, le discours de Leon Panetta n'a pas été bien accueilli par Pékin, qui a lancé un plan de modernisation ambitieux de la marine chinoise.

L'agence officielle Chine Nouvelle a répondu qu'il n'était pas opportun de « créer des vagues » en mer de Chine méridionale et a dénoncé « le concept très surévalué de 'menace chinoise' à la liberté de navigation » dans cette partie du globe.

« Il est recommandé à certains de ne pas venir troubler ces eaux » a écrit l'agence, selon qui « des prétendants, enhardis ou pas par la nouvelle posture des Etats-Unis, ont allumé le feu et attisent depuis les flammes (allusion aux Philippines, ndr) » alors que Pékin aurait « le véritable désir » de faire de cette région une « Mer de paix ».

Cela étant, lors de la cérémonie de remise des diplômes de l'académie navale d'Annapolis aux futurs officiers de l'US Navy, le 29 mai, Leon Panetta a affirmé que l'armée chinoise est en expansion et se modernise. Nos devons rester vigilants. Nous devons être forts. Nous devons être prêts à relever n'importe quel défi. « L'Amérique est une nation maritime, et nous retournons à nos racines maritimes » a-t-il [aussi déclaré à cette occasion](#).

Pour les autres pays de la région, la montée en puissance militaire chinoise est aussi une source de préoccupation. A commencer par le Japon, dont le vice-ministre de la Défense, Shu Watanabe, a une nouvelle fois exprimé les critiques de Tokyo à l'égard du manque de transparence des ressources que Pékin consacre à ses forces armées, les deux pays s'opposant en outre sur la souveraineté des îles de Senkaku (Diaoyu pour les Chinois).

L'Inde n'est pas en reste non plus dans les critiques portant sur l'augmentation des moyens militaires de Pékin. « Puisque la Chine a augmenté ses capacités militaires et dépense plus en matière de défense, de notre côté, pour protéger nos intérêts nationaux, nous renforçons également nos capacités à nos frontières » a expliqué A.K Antony, le ministre indien de la Défense.

Enfin, pour le ministre australien de la Défense, Stephen Smith, la réorientation de la stratégie américaine ne peut pas « causer de l'instabilité ou une course aux armements », estimant au contraire qu'elle serait « un facteur de paix et de sécurité ».

## L'armée américaine veut revenir au Vietnam

Zone Militaire, 4 juin 2012 – 14:58

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, l'a annoncé lors du sommet sur la défense de Shangri-La, à Singapour : l'US Navy déploiera, d'ici 2020, 60% de ses moyens dans la région Asie-Pacifique, désormais considérée comme étant prioritaire par Washington.

Pour cela, il faudra trouver des points de chute aux navires de la marine américaine. Un accord a été trouvé avec l'Australie. Idem avec Singapour, où 4 bâtiments pourront y faire relâche. Et la même chose est envisagée avec les Philippines, ainsi qu'avec... le Vietnam.

Ainsi, le 3 juin, Leon Panetta s'est rendu sur la base de Cam Ranh Bay, qui fut autrefois utilisée par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam. Une première depuis 1975 et la fin des hostilités.

« Cette base sera particulièrement importante pour pouvoir travailler avec des partenaires comme le Vietnam, pour pouvoir utiliser des ports comme celui-ci, alors que nous redéployons dans le Pacifique nos navires des ports de la côte ouest » a ainsi déclaré, au cours de sa visite, le patron du Pentagone.

Après la guerre du Vietnam, Cam Ranh Bay a été occupée par l'URSS, qui y a déployé des avions de combat, des sous-marins mais aussi et surtout une station d'écoutes. La base a finalement été abandonnée par les Russes en 2002, année à partir de laquelle les autorités vietnamienne ont décidé d'y développer des activités civiles.

Mais pour les Etats-Unis, Cam Ranh Bay est idéalement placée en mer de Chine méridionale, dans la mesure où elle est située près de l'île chinoise de Hainan, là où sont basés les sous-marins chinois. D'où l'intérêt exprimé par Leon Panetta.

En 2011, le Vietnam et les Etats-Unis ont signé un accord de coopération entre les services de santé et de collaboration en matière de recherche médicale. Plus tôt, les marines des deux pays avaient mené en commun des exercices de sauvetage en mer à Da Nang.

« Nous avons effectué beaucoup de chemin (avec le Vietnam), particulièrement au regard de nos liens en matière de défense », a déclaré Leon Panetta, en ajoutant vouloir développer davantage cette relation. Et pour cause.

Selon le [Center for a New American Security](#) (CNAS), le Vietnam « détient la clé pour l'équilibre des forces en mer de Chine méridionale », dont Pékin revendique la souveraineté, ce qui est contesté par les pays riverains, lesquels se rapprochent, en conséquence des Etats-Unis.

Cette attitude chinoise ne manque pas de préoccuper le Vietnam, où la Chine est vue comme une puissance expansionniste. Depuis 1975, les deux pays se sont d'ailleurs affrontés à deux reprises (1979 et 1984), la première pour des raisons idéologiques, la seconde, suite à des incidents frontaliers.

Et face à la montée en puissance de la marine chinoise, le Vietnam a commandé, pour plus de 3 milliards de dollars, 6 sous-marins de la classe Kilo auprès de la Russie, les livraisons des bâtiments devant prendre fin en 2018.

## Russie: tir d'essai réussi d'un missile intercontinental Topol



© RIA Novosti. Mikhail Fomichev , 22:40 07/06/2012, **MOSCOU, 7 juin**

Les Troupes balistiques stratégiques russes ont effectué jeudi un tir d'essai réussi d'un missile balistique intercontinental Topol depuis le polygone de Kapoustine Iar situé dans la région d'Astrakhan (Volga), a annoncé le porte-parole des troupes Vadim Koval.

"Une unité des Troupes balistiques stratégiques russes a effectué un tir d'essai réussi d'un missile RS-12M Topol, depuis le polygone central de Kapoustine Iar situé dans la région d'Astrakhan le 7 juin, à 21h39 heure de Moscou, a indiqué le colonel Koval.

L'ogive du missile a détruit sa cible située sur le polygone de Sary-Chagan, au Kazakhstan, selon lui.

Le missile RS-12M Topol (code OTAN: SS-25 Sickle) a une portée de plus de 10.000 kilomètres et une masse au décollage de 45,1 tonnes. Il peut être équipé d'une ogive nucléaire de 550 kilotonnes. D'une grande manœuvrabilité et facile à manier, ce missile peut être lancé à l'aide de rampes mobiles et stationnaires.

## Une base sous-marine en vente en Norvège

Zone Militaire, 1 juin 2012 – 16:09

Il y a des décisions qui sont parfois incompréhensibles. Ainsi, en novembre 2011, une étude a recommandé au gouvernement norvégien de conserver une capacité sous-marine.

Récemment, le ministre norvégien de la Défense, Espen Barth Eide, a, le 25 mai, confirmé ce choix. « Je ne pense pas que la Norvège cessera jamais d'avoir sa propre flotte sous-marine, parce que nous avons de grandes zones maritimes et que la Russie est un voisin. Nous avons 2 millions de km<sup>2</sup> de mer à surveiller, en dehors de la mer du Nord » a-t-il déclaré.

Mieux même : alors qu'il est question de « défense intelligente » (comprendre, mutualisation des capacités) au sein de l'Otan, le ministre norvégien a écarté toute idée de fusion de flottes sous-marines des pays scandinaves.

Autrement dit, et comme il s'agit de protéger les gisements d'hydrocarbures dans le grand nord, Oslo entend garder la main-mise sur sa flotte sous-marine. Dans 3 ou 4 ans, le gouvernement norvégien aura donc à se prononcer sur l'avenir de cette dernière et devra trancher entre 3 solutions.

La première consisterait à moderniser une nouvelle fois les 6 sous-marins de classe Ula actuellement en service au sein de la marine norvégienne. La seconde viserait à acquérir de nouveaux sous-marins, le Scorpène de DCNS, l'A26 suédois et les U-212/214 allemands étant de possibles candidats. Enfin, la dernière est un mélange des deux précédentes.

Alors pourquoi parler de décision difficilement compréhensible? Eh bien malgré la volonté d'Oslo de garder ses sous-marins, il a été décidé [de mettre en vente](#) la seule base sous-marine située dans le Grand Nord, alors même que la Norvège entend y accroître sa présence militaire.

Cette base, conçue pour résister à une attaque nucléaire, compte 13.500 m<sup>2</sup> de bâtiments, un grand quai, un dépôt de carburant, des tunnels, un système d'alimentation d'urgence, un bassin en eau profonde. Bref, tout ce qu'il faut... Au fil des ans, 128 millions d'euros y ont été dépensés (certes, grâce à des financements de l'Otan).

## Création d'un « Commandement de la Force navale stratégique » au Pakistan

Eone Militaire, 1 juin 2012 – 15:12

Quelques semaines après l'essai réussi du missile indien Agni V, dont la portée de 5.000 km a de quoi faire changer les rapports de force en Asie, le Pakistan a reconnu l'existence d'un « Commandement de la Force navale stratégique », avec l'inauguration, le 19 mai, des locaux de ce nouvel état-major.



Selon un communiqué officiel, ce commandement « jouera un rôle important dans le développement et l'emploi de la Force navale stratégique » tout en étant le « gardien de la capacité de riposte nucléaire du pays ».

Les pays qui disposent d'une force de frappe océanique sont rares. Bien évidemment, l'on trouve les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume-Uni. Viennent ensuite la Chine et l'Inde, qui sera prochainement dotée de cette capacité avec l'entrée en service du sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) Arihant. Enfin, l'on suppose qu'Israël l'ait également, bien que la marine de ce pays met en oeuvre

des sous-marins à propulsion classique. Tout comme, d'ailleurs, le Pakistan.

Cela étant, cette composante océanique de la force de frappe pakistanaise a de quoi susciter le scepticisme. En effet, le Pakistan ne compte que 5 sous-marins : 2 Agosta 70 (PNS/M Hasmat et Hurmat, entrée en service en 1979) et 3 Agosta 90B (PNS/M Khalid, Saad et Hamza) qui font grand bruit en France.

Et, comme le Pakistan ne maîtrise pas le tir d'engins balistiques sous la mer et qu'il n'a de toute façon pas de SNLE, il se pourrait que cette annonce soit la confirmation de l'existence d'une version sous-marine du missile de croisière Babur/HATF-VII, lequel aurait été développé à partir de Tomahawk américains, retrouvés quasiment intacts dans le sud du pays, après la frappe réalisée en 1998 contre les positions d'al-Qaïda en Afghanistan.

Le Babur serait lancé de la même manière que les missiles antinavires de type Harpoon, c'est à dire par les tubes lance-torpilles de l'Agosta 90B qui en serait doté (il est improbable que les 2 Agosta 70 aient cette capacité).

Reste que le format de la force sous-marine pakistanaise demeure réduite. Et c'est ce qui fait douter certains observateurs de la réalité de cette annonce. Car cela voudrait dire que le Pakistan aurait renoncé aux missions d'interdiction face à la marine indienne pour se consacrer uniquement à la permanence de sa dissuasion en mer.

## Irak: le secrétaire de Saddam Hussein exécuté



© AFP/ HO , 17:02 07/06/2012, **MOSCOU, 7 juin - RIA Novosti**

Abed Hamoud, le secrétaire personnel de Saddam Hussein, condamné à mort en 2010, a été exécuté ce jeudi, a déclaré le ministère irakien de la Justice, cité par les médias internationaux.

"Il a été exécuté aujourd'hui... Le ministère de la

Justice a mis en application la peine de mort prononcée à l'encontre du criminel Abed Hamoud (...) pour génocide", a annoncé le porte-parole du ministère Haidar al-Saadi.

M. Hamoud ainsi qu'une série d'anciens dignitaires irakiens ont été reconnus pour leur implication dans les violentes répressions des révoltes kurde (1987-1988) et chiite (1991), qui ont fait des dizaines de milliers de morts.

## 6 – Opex & Zones de conflits

## Afghanistan : Les Etats-Unis mettent la pression sur le Pakistan

Zone Militaire, 8 juin 2012 – 9:07

En septembre 2011, l'ancien chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Mike Mullen, avait mis les pieds dans le plat en accusant l'ISI (Inter-Services Intelligence, les services de

renseignement pakistanais) de mener une guerre par procuration en Afghanistan via le réseau Haqqani, un groupe d'insurgés bénéficiant d'une large autonomie par rapport au mouvement taleb afghan.

« En choisissant d'utiliser l'extrémisme violent comme instrument politique, le gouvernement pakistanais – et plus spécifiquement l'armée pakistanaise et l'ISI – compromet non seulement la perspective d'un partenariat stratégique avec nous mais aussi l'opportunité pour le Pakistan d'être une nation respectée jouissant d'une influence régionale légitime » avait déclaré, plus tard, l'amiral Mullen, devant la commission Défense du Sénat américain.

Apparu dans les années 1980 pour combattre l'Armée Rouge, ce réseau porte le nom de son fondateur, Jalaluddin Haqqani, lequel s'est taillé une forte réputation contre les Soviétiques. A l'époque, ce dernier est en relation avec la CIA qui, dans le cadre de l'opération Cyclone, lui fournit des armes, et en particulier les fameux missiles sol-air Stinger. A cette occasion, le représentant démocrate du Texas, Charlie Winston, dira de lui qu'il est « la bonté incarnée ».

En 1991, ce converti aux préceptes des Frères musulmans depuis les années 1970 s'empare de la ville de Khost, alors aux mains des communistes et rejoint, quatre ans plus tard, les taliban qui voient en lui un génie militaire. Par la suite, il va prendre une part active à la conquête par le mouvement du mollah Omar de Kandahar et de Kaboul, après avoir étendu son influence dans l'est de l'Afghanistan.

L'année d'après, il mène une violente campagne d'épuration ethnique contre les tadjiks, lui-même étant pachtoun. Il devient ministre des Frontières et des Affaires tribales du régime taleb et gouverneur de son Paktia natal. Actuellement, le réseau Haqqani soutient les groupes islamistes pakistanais, entretient des relations avec al-Qaïda et est très actif contre les troupes de l'Otan déployées dans l'est de l'Afghanistan.

« Plus qu'un réseau, c'est une mafia énorme, un empire économique violent et puissant présent dans des secteurs économiques divers en Afghanistan et au Pakistan et qui se livre à des trafics en tout genre, des enlèvements à l'extorsion » a expliqué Michael Kugekman, spécialiste de l'Asie du Sud au Centre international Woodrow Wilson, à Washington.

Pendant longtemps, le réseau Haqqani a pu bénéficier des largesses de l'ISI, dont l'objectif est de faire de disposer en Afghanistan d'un régime favorable à Islamabad afin de donner au Pakistan de la « profondeur stratégique » face à l'Inde. D'où les accusations lancées par l'amiral Mullen en septembre 2011, après l'attaque de l'ambassade des États-Unis et des quartiers généraux de l'OTAN à Kaboul quelques jours plus tôt.

Depuis, et ouvertement, Washington ne cesse de demander à Islamabad de prendre des mesures concrètes contre le réseau Haqqani, dont les motivations ne seraient pas seulement régionales, étant donné qu'on lui prête également l'ambition de diffuser le jihad à l'échelle mondiale. Il s'agit-là d'un des sujets de contentieux parmi d'autres entre les deux pays. Mais c'est peut-être le plus important pour l'avenir de l'Afghanistan.

Du coup, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, s'est montré ferme à l'égard du Pakistan. « Cela nous préoccupe de plus en plus que le réseau Haqqani continue de disposer de refuges de l'autre côté de la frontière (afghane). Le Pakistan doit prendre des mesures pour empêcher que des terroristes installés sur son territoire n'attaquent nos forces » a-t-il déclaré lors d'une visite en Afghanistan, le 7 juin. « Nous atteignons la limite de notre patience quant au fait que le Pakistan continue d'autoriser au réseau Haqqani à rester sur son territoire » a-t-il encore ajouté.

Seulement, et cela risque de ne pas inciter Islamabad à s'en prendre au réseau Haqqani, Leon Panetta s'est rendu à New Delhi pour évoquer la nouvelle posture stratégique de son pays pour la région Asie-Pacifique.

Et d'après des responsables américains ayant fait des confidences à la presse, Washington souhaiterait que l'Inde « joue un rôle plus actif en Afghanistan ». Pour mémoire, les deux pays ont signé un accord de partenariat stratégique en octobre dernier.

Par ailleurs, les pays de l'Organisation de coopération de Shangaï (OCS, qui rassemble notamment la Chine et la Russie, ainsi que d'autres pays d'Asie centrale) devrait s'impliquer davantage en Afghanistan.

« Le retrait précipité des forces de la coalition déployées en Afghanistan comporte des risques graves pour la sécurité et la stabilité dans la région, ce qui oblige les pays de l'OCS à prendre des mesures supplémentaires en vue de renforcer la coopération sécuritaire et d'impliquer les autorités afghanes dans le travail commun » a ainsi affirmé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

Enfin, la Chine, qui, alliée du Pakistan, a obtenu des concessions minières en Afghanistan (cuivre, pétrole) a quant à elle promis au président afghan, Hamid Karzaï, une aide « désintéressée » de 24 millions de dollars et a convenu de renforcer ses relations « politiques, économiques » et sécuritaires avec Kaboul. Le grand jeu continue...

## Afghanistan : les combats continuent

260 soldats français du GTIA **Acier** ont été engagés dans Hunting Spear 7, du 25 au 31 mai, une opération de construction de trois OP (observation points). Un millier de soldats ont été mobilisés au total, donc la majorité était fournie par les ANSF qui ont perdu trois des leurs et 20 blessés. Selon l'EMA, 12 insurgés ont été tués, une vingtaine blessés, et deux afghans ont été capturés indemnes, dont un chef. Une précédente opération avait permis de mettre sur pied un COP à Jalorkhel, zone dans laquelle les convois sont régulièrement attaqués.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/07/2012 06:39:00 PM](#)

## Ils ne partent plus (suite)

La mésaventure était déjà arrivée à la 1ère compagnie du **27e BCA**, en 2008 : à quelques jours du départ, elle avait appris qu'elle ne partait plus pour l'Afghanistan, remplacée par une compagnie de la **11e BP**. Rebelote, encore une fois à la **27e BIM**, avec une équipe de mentors - apparemment essentiellement issus du **13e BCA** qui devaient opérer sur le COP Anjiran (ex COP42). Au final, c'est un advisory team du **8e RPIMa** qui assurera cette mission, depuis la FOB Tora.

Difficile de mesurer s'il s'agit d'une pure rationalisation de l'effort, ou s'il s'inscrit dans les mesures de sécurité globales issues de l'attaque de Gwan. Sans doute un mélange des deux, puisque l'annonce du non-départ semble être très récente. L'équipe de mentors devait partir dans une semaine.

Apparemment, ces réajustements ne sont pas rares, les deux GTIA qui sont partis pour l'Afghanistan (**Acier** et **Wild Geese**) ont aussi dû affiner leur format, tout au long de leur MCP.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/03/2012 11:12:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## Le gros du retrait à partir d'octobre ?

Sauf à croire qu'elle est destinée à intoxiquer les insurgés, une déclaration du **CEMA** hier sur BFM TV situe l'essentiel du retrait des troupes de la **TFLF** à partir d'octobre. "C'est plutôt à partir d'octobre que nous allons faire le gros du désengagement, a-t-il précisément déclaré en poursuivant : toute période de retrait est forcément compliquée alors qu'il y a toujours des combats (...) ou une certaine insécurité".

Selon les explications discernables, ce sont les conditions locales (green zone, ferveur des combats l'été, etc) qui expliquent ce choix. Peut-être aussi l'envie de ne pas rapatrier trop vite des troupes qui viennent juste de quitter la France.

En tout état de cause, l'activité contre-insurrectionnelle chirurgicale reste soutenue dans le reste de la zone afghane. [Le CEM \(français\) de l'ISAF](#) évoque, dans une interview aux DNA, une trentaine d'opérations spéciales quotidiennes, dont 90% de nuit.

Deux otages, dont une britannique, ont d'ailleurs été libérées cette nuit, dans le nord-est du pays, vraisemblablement par des **SAS**. L'ISAF ne cite pas d'unité, mais évoque la participation des soldats britanniques.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/02/2012 11:10:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## La Russie prête à élargir la coopération avec l'Afghanistan (Poutine)



Hamid Karzai et Vladimir Poutine

© RIA Novosti. Dmitriy Astakhov, 16:19 07/06/2012, **PEKIN, 7 juin**

La Russie est prête à intensifier ses relations économiques et commerciales avec l'Afghanistan et à contribuer au renforcement des forces de sécurité de ce pays, a déclaré

jeudi à Pékin le président Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec son homologue afghan Hamid Karzai.

"Il s'agit de rétablir ce qui a été fait par l'Union soviétique, et de développer de nouveaux projets", a déclaré le président.

Ce dernier a en outre confirmé la volonté de la partie russe de continuer à fournir son assistance à l'Afghanistan en matière de sécurité.

"Des militaires afghans suivent un entraînement en Russie et nous sommes disposés à contribuer à la formation et au renforcement des forces de sécurité et des forces armées afghanes", a poursuivi le chef de l'Etat russe.

Il a par ailleurs ajouté que les deux pays coopéreraient sur le plan humanitaire.

"Il y a une multitude de questions sur lesquelles nos deux Etats pourraient coopérer. Ceci concerne aussi bien notre coopération bilatérale que le partenariat régional", a pour sa part indiqué Hamid Karzaï.

La rencontre des deux chefs d'Etat a eu lieu en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui s'est déroulé du 6 au 7 juin à Pékin, en Chine.

## 400 cas de PTSD afghans diagnostiqués

Devant un public assez clairsemé, les deux chefs de Sirpa Terre et Santé ont livré ce matin quelques éléments sur l'étendue de la prise en compte des blessures morales infligées aux militaires français exposés en Afghanistan. 400 soldats auraient été diagnostiqués et pris en charge -rappelons que 700 blessés physiques ont été pris en compte sur ce théâtre-, un chiffre qui semble ridiculement bas, si on le compare avec les armées étrangères engagées en Afghanistan. Néanmoins, la détection est relativement récente, et le dispositif se maille au fur et à mesure. Une dizaine de membres du service de santé seraient concernés, dans ce nombre : selon nos sources, principalement des personnels en charge des toilettes funéraires, ou des personnels tactiques, en charge des soins sur le terrain. Des personnels du bataillon hélicoptères ont aussi été concernés. Ses équipages ont ramené de nombreux blessés, notamment en 2012, mais aussi de nombreux morts. Ils ont aussi nettoyé les carlingues, ensuite, déchargé des corps. Le PTSD touche indifféremment ceux qui subissent directement un évènement (blessure physique, image choquante) que leurs frères d'armes qui en sont témoins. La mort d'un camarade peut ainsi générer un PTSD. Théoriquement, le sas de Chypre permet de bien informer les militaires sur ce risque, voire de détecter des cas (mais pas la majorité, apparemment). Néanmoins, même si l'effort est réel pour éviter des faits divers, en France, le dispositif n'aura pas réussi à éviter plusieurs cas de déviances. Le service de santé des armées l'assure, néanmoins : aucun rapatrié d'Afghanistan n'est laissé à l'abandon, une fois rentré en France. Selon cette même source, des journalistes ayant travaillé en Afghanistan sont ont aussi été détectés, parmi ces cas.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/07/2012 06:37:00 PM](#)

## Syrie: 50% des Français pour un engagement militaire (ils étaient 38% en février)

Ligne de Défense, 04.06.2012

Êtes-vous pour ou contre une intervention militaire des Nations Unies en Syrie ?



Êtes-vous pour ou contre un engagement militaire de la France ?



Enterrement des 108 Syriens (dont 49 enfants) tués le 25 mai dans la ville de Houla.



Sondage Ifop pour dimanche Ouest-France, réalisé du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012, auprès de 1 006 personnes âgées de 18 ans et plus.

O.F. Photo: AFP

Les Français sont majoritairement (58%) favorables à une intervention militaire en Syrie sous l'égide des Nations unies, contre 42% qui sont contre l'idée d'une opération visant le régime en place, selon un sondage Ifop que nous avons publié ce matin dans *Dimanche Ouest France*.

A la question de savoir si la France doit s'engager dans cette démarche militaire, les Français sont plus partagés : 50% pour et 50% contre.

Mais, lors de la précédente enquête, en février dernier, les Français étaient 51% à souhaiter une intervention armée contre le régime de Bachar al Assad et seuls 38% approuvaient alors la participation de la France à une telle opération,

## La Libye n'en a toujours pas fini avec les milices

Zone Militaire, 4 juin 2012 – 17:46

Depuis la chute du colonel Kadhafi, la situation en Libye a du mal à se stabiliser. Si la production pétrolière du pays a retrouvé le niveau qui était le sien avant la guerre civile, on ne peut pas en dire autant pour le reste.

La Libye est aux prises avec plusieurs problèmes qui sont plus ou moins liés. Le premier concerne le système tribal, qui fait peser une menace sur son unité. Ainsi, en mars dernier, le Congrès du peuple de Cyrénaïque (CPC), composé par des représentants des tribus et des milices, a décidé de proclamer l'autonomie de leur région. Pour le moment, cette initiative unilatérale n'a pas été

suivie d'effet mais elle illustre les défis auxquels est confronté le gouvernement de transition actuellement en place à Tripoli.

Outre ces tensions autonomistes, il y a aussi des combats entre tribus. En février, les Zawayas et les Toubous se sont affrontés dans le désert du sud-est libyen. Et ils n'ont pas fait semblant si l'on en juge par le bilan des combats, qui s'est élevé à une centaine de tués. Plus récemment, des combats ayant impliqué des touaregs ont eu lieu près de la ville de Ghadhamès, proche de la frontière avec l'Algérie, à 600 km au sud-ouest de Tripoli. Au moins 7 personnes y ont perdu la vie et une vingtaine de blessés ont été comptés.

Un autre problème est la corruption, lequel est en partie lié avec les difficultés qu'éprouvent les autorités libyennes à désarmer les milices qui ont contribué à la chute du colonel Kadhafi. Pourtant, c'était une question prioritaire en décembre dernier. Un ultimatum avait même été fixé, en même temps que la proposition d'intégrer une partie des anciens combattants révolutionnaires dans les forces armées et de police.

Seulement, 6 mois plus tard, la situation est restée la même. Et le gouvernement provisoire de promettre, une fois encore, d'avoir recours à la force pour remettre au pas ces milices qui dictent leur loi.

Par deux fois, ces dernières ont attaqué le siège gouvernemental pour réclamer le versement d'indemnités qui avait été interrompu à cause de fraudes (1 policier y a perdu la vie). Car ces anciennes katibas n'ont pas de scrupules pas à détourner l'argent public, normalement versé pour indemniser les anciens « thowars », (« des millions de dinars (libyens) alloués aux révolutionnaires ont été perdus en paiements indus » a expliqué le CNT) ou à se battre pour tenir des points stratégiques, comme des routes, afin de rançonner ceux qui s'y aventurent.

Et c'est ainsi que, le 4 juin, l'on en arrive à une situation où une katiba, la brigade d'al-Awfya, peut prendre d'assaut l'aéroport de Tripoli avec des chars et des véhicules armés, pour bloquer totalement le trafic aérien afin de faire pression sur le gouvernement de transition pour qu'il s'emploie à retrouver son chef, Abouajila Al-Habchi, lequel aurait, semble-t-il, été enlevé.

Pourtant, selon le porte-parole du CNT (Conseil national de transition), une enquête a été ouverte pour établir les circonstances dans lesquelles Abouajila Al-Habchi a disparu. De son côté, le ministère libyen de l'Intérieur, a assuré que des investigations ont en cours pour retrouver les responsables du rapt et les traduire en justice. Déjà que les autorités ont du mal faire rentrer dans le rang ces milices...

Quoi qu'il en soit, les choses ont l'air d'être plus simples avec les anciens soutiens présumés du colonel Kadhafi. Ainsi, 19 ressortissants ukrainiens, 3 Bélarusses et 1 russe ont été condamnés à 10 ans de prison avec travaux forcés par un tribunal militaire libyen pour avoir été des mercenaires à la solde de l'ancien régime.

Bien qu'ils aient affirmé être venus en Libye pour travailler dans le secteur pétrolier, ils étaient soupçonnés d'avoir préparé des missiles sol-air afin de viser des avions de l'Otan pendant l'opération Unified Protector.

Si l'ambassadeur bélarusse en Libye les a défendus en confirmant qu'ils travaillaient pour une société pétrolière russo-libyenne, celui d'Ukraine les a « enfoncés », mais seulement après le verdict. Selon Mykola Nahorny, les 24 hommes, âgés de 50 à 60 ans, auraient été contraints de travailler pour le colonel Kadhafi « sous la menace des armes ». Et, de toute façon, a-t-il ajouté, les missiles « ne visaient pas les Libyens mais les avions de l'Otan et des pays occidentaux et ces derniers n'ont pas porté plainte »

# A Abidjan, l'UA, l'ONU et la Cédéao réfléchissent à une intervention militaire au Mali

Article publié le : jeudi 07 juin 2012 - Dernière modification le : jeudi 07 juin 2012



L'envoyé spécial de l'ONU Said Djinnit, le ministre ivoirien des Affaires étrangères Daniel Kablan Duncan, le président de la Commission de l'UA Jean Ping et le Commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA Ramtane Lamamra, le 7 juin à Abidjan.

AFP PHOTO / SIA KAMBO

**Par RFI - Une rencontre entre des responsables des Nations unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) s'est ouverte ce jeudi 7 juin à Abidjan en Côte d'Ivoire pour**

**évoquer la crise malienne. Cette réunion est la suite du sommet de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) qui a eu lieu mercredi au Togo, et lors duquel le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a entériné le principe d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. Saisine qui pourrait intervenir le 13 juin et qui ouvrirait la voie à l'envoi d'une force internationale dans le nord du Mali.**

La réunion s'est ouverte en milieu de matinée. Côté Nations unies, on relève la présence d'un représentant pour chaque pays membre du Conseil de sécurité. Cette rencontre est une étape importante : jusqu'ici, la Cédéao avait été quasiment seule dans la recherche d'une solution à la double crise malienne. Avec plus ou moins de bonheur, elle a réussi par exemple à faire échec au coup d'Etat du 22 mars. En revanche, l'organisation régionale semble être en panne face à la partition du Mali dont le nord est aux mains de différents mouvements rebelles. La rencontre de ce jeudi 7 juin à Abidjan est destinée à mettre en place une action internationale bien coordonnée, chapeautée par les Nations unies, mais où l'Union africaine et la Cédéao joueraient chacune leur rôle.

Cette réunion vise donc à mobiliser la communauté internationale afin qu'elle apporte un soutien constant aux institutions de la transition malienne où les velléités de la junte du 22-Mars de contrôler le fonctionnement de la transition restent d'actualité. Le « groupe de soutien et de suivi de la situation au Mali » - c'est ainsi que s'intitule la réunion - veut arriver à terme à au moins deux choses : faire respecter l'intégrité territoriale du Mali et mener une lutte efficace contre les réseaux terroristes dans le nord du pays.

Dès lors, une intervention militaire est-elle incontournable ? Selon Kadré Désiré Ouédraogo, président de la Commission de la Cédéao, « *les chefs d'Etat vont demander au Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption d'une résolution permettant l'usage de la force en cas de besoin.* »

Kadré Désiré Ouédraogo , Président de la Commission de la Cédéao

La Cédéao n'exclut aucun moyen pour arriver à ses fins...

07/06/2012 par Stanislas Ndayishimiye

Mais peut-on imaginer un calendrier vite mis sur pied pour préparer une possible intervention militaire dans le nord du Mali ? Peut-être pas aujourd'hui, mais tous les participants à la réunion sont conscients de l'urgence. Le temps presse et chaque jour qui passe représente une menace d'enlèvement, selon Kadré Désiré Ouédraogo.

Le représentant du président en exercice de l'Union africaine a de son côté dit par exemple que « *la voie militaire paraît de plus en plus incontournable, mais que nul ne peut prendre cette décision de manière unilatérale* ».

Seulement une intervention nécessite des ressources significatives. La Cédéao est prête à fournir les hommes et va donc incessamment, par le biais de l'Union africaine, introduire une demande au Conseil de sécurité de l'ONU pour le vote d'une résolution autorisant cette intervention militaire au Mali. Mais étant donné le poids de cette décision, il faudra attendre plusieurs semaines avant le déploiement du moindre contingent.

Depuis quelques jours, l'actualité dans le nord du Mali est dominée par la prise de distance des rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) avec Ansar Dine. Le mouvement indépendantiste touareg, après avoir signé un accord avec le groupe islamiste, l'a suspendu.

Ce recul du MNLA face au groupe Ansar Dine est-il susceptible de modifier le processus de médiation dans la crise au nord du Mali ? Djibril Bassolé est le ministre burkinabé des Affaires étrangères, pays chargé par la Cédéao d'une médiation au Mali. Il participait hier au sommet de Lomé au Togo. Pour lui, les « *revendications radicales* » que sont l'indépendance du nord du Mali ou l'imposition de la charia, doivent être de toute façon abandonnées.

Djibril Bassolé , Ministre burkinabé des Affaires étrangères

## **7 – Nos Armées**

### **a) – Terre**

# "Général de Castelnau", la prochaine promo de Coët

Le "capucin botté" fut le dirigeant de la Fédération nationale catholique



La prochaine promotion de l'Ecole Spéciale Militaire (ESM) de Saint-Cyr-Coetquidan sera baptisée "Général de Castelnau". Ce choix pourrait susciter quelques polémiques, au moment où la gauche arrive aux affaires. Non sur la carrière militaire de cet officier remarquable durant la Première guerre mondiale - il fut chef d'état-major de Joffre et empêcha les Allemands de prendre Nancy. Pas non plus sur le drame personnel qu'il vécut, comme tant d'autres Français - et que le choix de Coët entend honorer : trois de ses fils, Xavier, Hugues et Gérald furent tués à la guerre. Mais bien plutôt sur ces engagements politiques et religieux : surnommé le "capucin botté", il fut, dans les années 20, le dirigeant de la Fédération nationale catholique, très marquée à droite et très hostile à la franc-maçonnerie - [l'anti-Sarrail en](#)

[quelque sorte](#). Les convictions personnelles d'Edouard de Curières de Castelnau lui valurent d'ailleurs de ne pas être élevé la dignité de Maréchal de France.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 5 Juin 2012 à 12:40

## Lion du Sud : le 4<sup>e</sup> régiment de dragons en Arabie Saoudite

Mise à jour : 05/06/2012 14:23

L'armée de Terre s'est engagée dans une activité de coopération bilatérale avec l'Arabie Saoudite du 1<sup>er</sup> au 21 mai 2012. Un exercice qui a permis de renforcer les liens entre les deux pays.



Un détachement de la 7<sup>e</sup> brigade blindée (7<sup>BB</sup>) a participé à l'**exercice Lion du Sud en Arabie Saoudite**. Commandé par le chef de corps du 4<sup>e</sup> régiment de dragons (4<sup>e</sup> RD), le colonel Baudouin, ce détachement français a pris part à cet **exercice d'entraînement de poste de commandement (PC)** de l'armée de Terre saoudienne. Son thème était la contre insurrection au Nord-Ouest du pays.

Au centre d'entraînement tactique de Tabuk, près de 1000 personnes étaient présentes avec un Etat-major de brigade et 10 régiments. Cet exercice PC reposait avant tout sur la simulation. **Les 43 militaires français sur place sont intervenus à tous les niveaux** : à la direction de l'exercice (Direx), à l'animation haute et basse. Au sein d'un des groupements

tactiques interarmées (GTIA) de la brigade saoudienne, ils ont aussi bien joué le rôle du commandement que des soldats qui exécutent les ordres.

Les trois semaines de mission, la première du genre, ont permis aux Français de travailler en **étroite coopération avec leurs homologues saoudiens**. Ils ont ainsi contribué à renforcer l'interopérabilité entre les deux pays.

## Remise de brevets à Rochefort pour les stagiaires de l'aviation légère

Mise à jour : 04/06/2012 16:15

Les promotions de stagiaires de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) ont reçu leur brevet vendredi 1<sup>er</sup> juin 2012, sur la base aérienne 721 de Rochefort.



Cela faisait 42 semaines qu'ils avaient entamé la formation, le 5 mai 2011. Le vendredi 1<sup>er</sup> juin 2012, devant leurs familles venues en nombre, **les 43 stagiaires de l'ALAT** ont clôturé cette formation de 1<sup>er</sup> degré par une **cérémonie de remise de brevets à l'école de formation de sous-officiers de l'armée de l'Air** (EFSOAA) à Rochefort.

En plus d'un an, dans leur spécialité « **avionique** » et « **cellules et motorisation des aéronefs** », ils ont pu acquérir des

compétences qui leur seront indispensables pour assurer la maintenance aéronautique des hélicoptères de l'ALAT. Ils possèdent désormais des connaissances sur l'ensemble des équipements électroniques, électriques et informatiques qui aident au pilotage d'engins aéronautiques. Ils pourront les mettre en œuvre dans leurs futures unités d'affectation et par la suite sur les théâtres d'opérations extérieures.

Grâce à l'obtention de ce brevet, les stagiaires atteignent la **fonction de maintenancier aéronautique**, première étape de leur formation de technicien.

Cette cérémonie qui symbolisait **la fin des premières formations entièrement réalisées à Rochefort** a réaffirmé la position de **l'EFSOAA comme pôle de formation à la maintenance aéronautique du ministère de la Défense**.

Elle a été présidée par son commandant, le général de brigade aérienne Olivier Taprest, le lieutenant-colonel Philippe Assens, représentant le commandant des écoles du matériel de Bourges Thierry Coqueblin. Le colonel Marc Latour était également présent pour représenter la gendarmerie nationale.



Droits : Armée de Terre 2012

# Nouvelle-Calédonie : exercice d'entraînement interarmées Kaori

Mise à jour : 31/05/2012 18:49

Du 8 au 18 mai 2012, les forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) ont mené un important exercice interarmées appelé *Kaori*. Cet exercice visait à simuler l'évacuation de ressortissants multinationaux depuis un pays en situation instable et l'acheminement d'une aide humanitaire dans le cadre d'une opération autorisée par l'ONU.



L'exercice *Kaori* s'est déroulé dans la région de La Foa, à environ 100 kilomètres au nord de Nouméa. Sous le commandement de l'état major interarmées des FANC, le RIMaP-NC (régiment d'infanterie de marine du pacifique – Nouvelle Calédonie) a été engagé avec un groupement tactique interarmées (GTIA) de plus de 600 hommes et 70 véhicules, appuyé par un avion *Casa* et deux hélicoptères *Puma* de l'armée de l'Air ainsi que le Jacques Cartier, un bâtiment de transport léger de la Marine nationale.

Une fois débarquées par voies aériennes et maritimes, les forces terrestres ont conduit l'opération en deux temps avec, d'une part, la sécurisation de la zone, et, d'autre part, l'acheminement de l'aide humanitaire.

Cette année, la nouveauté de cet exercice conduit tous les deux ans depuis 1992, était l'intégration du groupement de soutien de la base de défense (GSBdD) de Nouméa à l'exercice. Ceci a permis de mettre l'accent sur l'aspect logistique inhérent à ce type d'opération (déploiement des modules de matériel de campagne pour des solutions d'abris, d'hygiène et de nourriture).

Deux sections de l'unité de réserve du RIMaP-NC ainsi que plus de 65 volontaires stagiaires du Groupement du Service Militaire Adapté (GSMA) de Nouvelle-Calédonie ont été engagés dans l'exercice.

Cet exercice de soutien de la France à un pays en difficulté a été mené en anglais et a permis de perfectionner les nombreux savoir-faire tactiques et techniques (livraison par voies aériennes et coordination 3D) nécessaires au bon déroulement de ces missions. *Kaori* constitue une étape dans la préparation de l'exercice d'intervention multinational *Croix du Sud* qui aura lieu en octobre 2012.



Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

# Djibouti : rénovation de l'école de Balbala

Mise à jour : 03/06/2012 16:35

Le 30 mai 2012, le général William Kurtz, commandant les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj), a présidé la cérémonie d'inauguration du chantier de rénovation de l'école primaire de Balbala. Une trentaine de militaires des FFDj a réalisé ces travaux au cours de l'été dernier.



Cette cérémonie a été marquée par la présence des autorités djiboutiennes, du capitaine de vaisseau Demez, responsable des actions civilo-militaires des FFDj et du colonel Ducret, commandant le 5<sup>e</sup> régiment interarmes d'outre-mer (5<sup>e</sup> RIAOM).

Réalisés par une section du 5<sup>e</sup>RIAOM, les travaux permettent désormais aux 1600 élèves de l'école de continuer leur apprentissage dans de bonnes conditions. En effet, 14 salles de classes, du mobilier et des sanitaires ont été entièrement rénovés. De plus, un mur d'enceinte permet à présent de sécuriser l'école.

Les FFDj, en concertation avec les autorités djiboutiennes, mènent tout au long de l'année des chantiers au profit de la population. Ces actions sont très appréciées des populations et permettent de renforcer les liens qui unissent les FFDj et les djiboutiens.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## La princesse Caroline de Monaco sera la marraine du 17e Régiment du Génie Parachutiste

Zone Militaire, 7 juin 2012 – 14:46

Comme déjà plusieurs unités de l'armée de Terre, le 17<sup>ème</sup> Régiment du Génie de Parachutiste (RGP) de Montauban aura une marraine à partir de 29 juin prochain, date à laquelle le lieutenant-colonel Vales remplacera officiellement le colonel Poitou en qualité de chef de corps.

Ainsi, nous [apprend La Dépêche](#), la princesse Caroline Grimaldi de Monaco a accepté de devenir la marraine du 17<sup>e</sup> RGP par l'entremise de l'aumônier du régiment, l'abbé Christian Venard. « En devenant officiellement votre marraine j'intègre un régiment prestigieux et je suis heureuse de contribuer à son rayonnement » a-t-elle écrit dans un message adressé aux sapeurs-parachutistes.

« Un des aspects qui m'a marquée, explique la princesse aux soldats du 17, c'est la spécificité déminage du régiment. Personnellement impliquée dans l'humanitaire, j'ai pu constater lors de mes nombreux déplacements, les ravages que peuvent causer les mines antipersonnel sur les populations civiles. Cette part de votre mission rejoint mes préoccupations » a-t-elle encore

avancé pour expliquer les raisons qui l'ont poussée à devenir la marraine de ce régiment, récemment meurtri lors de l'affaire Merah (2 tués et blessé grave) et en Afghanistan.

Sur le plan pratique, les soldats du 17e RGP pourront donc ainsi appeler la princesse de Monaco « marraine », ce qui est nettement plus commode que les préséances du protocolaires...

La famille des Grimaldi a une longue relation avec l'armée française. Ainsi, le prince Honoré V fut officier de cavalerie de la Grande Armée et aide de camp du général Grouchy et du maréchal d'Empire Joachim Murat. Plus tard, le prince Louis II, ancien de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr (promotion Soudan), fut officier lors de la Première Guerre Mondiale. Son fils, Rainier III, s'engagea comme simple soldat au 7e Régiment de Tirailleurs algériens, avec lequel il obtiendra la Croix de Guerre. Enfin, le prince Albert II a effectué une période à bord de la Jeanne d'Arc et les deux fils de la princesse Caroline ont quant à eux fait suivi une préparation militaire aux 3e et 8e RPIMa.

## **b)– Mer**

# Un agenda chargé pour le porte-avions Charles de Gaulle

Zone Militaire, 1 juin 2012 – 13:43



En mars dernier, suite à un arrêt technique au cours duquel 4.500 travaux de maintenance ont été réalisés, le porte-avions Charles de Gaulle a effectué une première sortie en Méditerranée, notamment afin d'assurer la formation ainsi que la qualification des jeunes pilotes de l'aéronautique navale et participer à l'exercice Fanal.

A cette occasion, le navire a pu également tester le nouveau revêtement de son pont d'envol, lequel, selon DCNS, doit permettre de « diminuer les sollicitations des trains avant des aéronefs lors des appontages, tout en assurant un « grip » pour l'adhérence du train ».

Suite à cette première mission, le Charles de Gaulle vient de nouveau d'appareiller de Toulon avec 8 Rafale Marine, 7 Super Etendard Modernisé et 2 Hawkeye, pour une nouvelle Période d'entraînement aéronaval (PEAN), prévue pour durer 6 semaines. Et autant dire que le programme sera très dense.

Dans un premier temps, il s'agira de terminer le regroupement de l'ensemble du groupe aéronaval (GAN), lequel sera composé par la frégate de défense aérienne Forbin (avec un hélicoptère Caïman embarqué), la frégate anti-sous-marin Montcalm, le Bâtiment de commandement et de ravitaillement Var et un sous-marin nucléaire d'attaque).

Une fois cette phase accomplie, les choses sérieuses pourront commencer avec un premier exercice, le 6 juin, qui visera à qualifier le pacha du Charles de Gaulle et celui du Forbin à la « fonction de commandement de lutte antinavires ». Pour les besoins de la cause, les frégates de surveillance Jean Bart, Courbet et Surcouf seront mobilisées.

Ensuite, le Charles de Gaulle et son groupe enchaînera avec l'entraînement interarmées « Mojito », du 11 au 14 juin, dans le sud-ouest de la France. Organisé par la 11<sup>ème</sup> Brigade parachutiste, cet exercice fera appel aux avions du groupe aérien embarqué ainsi qu'à ceux de l'armée de l'Air pour des missions de soutien aérien rapproché, de reconnaissance et de récupération de sauvetage au combat principalement au profit du 1<sup>er</sup> Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP) de Pamiers. Un groupe du Commando Parachutiste de l'Air (CPA) 30 sera embarqué à bord du porte-avions afin de prendre, lui aussi, part à ces manœuvres.

Une fois que ces dernières seront terminées, le Charles de Gaulle mettra le cap vers l'Espagne, afin de travailler avec l'Armada Española. Le bâtiment fera escale, pour la première fois depuis sa mise en service, à Carthagène.

Le 24 juin, le navire amiral de la Marine nationale sera au large de Rabat, au Maroc. Là aussi, des « interactions » sont prévues avec les forces armées marocaines, de même qu'une campagne de tir air-sol pour le groupe aérien embarqué. Enfin, cette séquence se terminera avec des manœuvres en Méditerranée avec le porte-avions américain USS Eisenhower.

## Narval : Entraînement à bord du bâtiment de projection et de commandement Mistral

Mise à jour : 06/06/2012 13:43

Du 28 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012, dans le cadre de Narval, l'état-major du BPC [Mistral](#) s'est entraîné à la planification d'une opération amphibie, au côté de la force aéromaritime de réaction rapide (FRMARFOR).

Le *Mistral* a accueilli à son bord l'état-major de la 9<sup>ème</sup> Brigade d'Infanterie de Marine (BIMa), basé à Poitiers, spécialisée dans la conduite des opérations amphibies. Ce sont près de 30 hommes issus des troupes de marine qui se sont installés dans les 850m<sup>2</sup> de la zone d'état-major du BPC pour s'exercer à la conduite d'une opération amphibie.



Le scénario : projection fictive d'une force terrestre multinationale conduisant à l'évacuation de ressortissants étrangers.

Pendant, les trois jours et demi en mer au large des côtes méditerranéennes, les militaires ont établi et proposé un plan d'action, en vue de faire débarquer les troupes sur un littoral marqué par un conflit de haute intensité. La 9<sup>ème</sup> BIMa, spécialiste des opérations amphibies depuis la Seconde Guerre mondiale a ainsi testé ses capacités de commandement

embarqué à bord du *Mistral*.

Afin de renforcer l'interopérabilité amphibie, des officiers britanniques de la 3<sup>ème</sup> Brigade Commando du régiment des *Royal Marines* œuvraient aux côtés des militaires français. Leur contribution fait suite au traité de Lancaster House datant de novembre 2012, visant à terme à la constitution d'une force expéditionnaire commune. Celle-ci est une coopération forte, dont l'entraînement

amphibie Corsican Lion prévu en octobre 2012 marquera une étape importante dans la relation entre nos deux pays.

Le colonel Perez, directeur de l'entraînement Narval parle d'une « véritable mise en condition opérationnelle de l'état-major de la 9<sup>e</sup>, soutenu par les équipes rôdées du FRMARFOR ».

## Intervention des plongeurs démineurs de la Manche à Oye-Plage (62)

Mise à jour : 04/06/2012 17:11



Le groupe des plongeurs démineurs de la Manche a réalisé, à la demande de la municipalité et de la sous-préfecture de Calais, une vaste opération de dépollution sur la plage de Oye-Plage (62).

Les plongeurs démineurs se sont attaqués à un dépôt sauvage qui renfermait aussi bien des débris de ferraille que des restes de munitions historiques.

Une enquête judiciaire est en cours pour connaître la provenance des munitions, dont la plupart proviennent de la Première guerre mondiale.

Sources : © Marine nationale

### **c) – Aviation**

## "Avec l'Alat, nous avons le meilleur système d'aérocombat"

**Un entretien avec le général Yann Pertuisel, commandant de l'Aviation légère de l'armée de terre.**



Le général Yann Pertuisel commande l'Aviation légère de l'armée de terre (Alat). Pilote d'hélicoptère Gazelle Hot, il a participé à la Guerre du Golfe, puis commandé l'Ecole de Dax et servi dans les forces spéciales. Son fils est actuellement pilote dans l'Alat... comme l'épouse de celui-ci ! A l'occasion de la Sainte-Clotilde, patronne de l'arme, le général Pertuisel a bien voulu répondre à nos questions.

**Avec les opérations en Côte d'Ivoire, en Afghanistan et bien sûr en Libye, l'année 2011 a été un grand cru pour l'Alat...**

C'est une année historique ! D'une rare intensité. Nous avons eu jusqu'à 90 appareils engagés simultanément. Au sein de l'armée de terre, l'Alat est désormais reconnue comme étant une « fonction opérationnelle », une Arme de contact, au même titre que l'Infanterie ou la Cavalerie, alors qu'elle était auparavant considérée comme une Arme d'appui. Avec son ubiquité (être là où l'on ne nous attend pas...), l'Alat est ce que nous appelons un multiplicateur d'effets. Aujourd'hui, une armée de terre moderne ne peut se passer de cette dimension d'aéro-combat si elle veut tenir son rang.

### **Comment se situe l'Alat par rapport à ces homologues occidentales, étant entendu que la répartition des hélicoptères entre Terre et Air n'est pas la même dans tous les pays ?**

Honnêtement, si l'on exclut les Américains qui jouent dans une autre dimension, je suis convaincu que la France dispose de la meilleure aéromobilité occidentale. Nous avons le meilleur système d'aéro-combat. Ce qui fait la différence, ce ne sont pas nos matériels, mais les hommes et les femmes qui les mettent en œuvre, notre organisation et notre doctrine d'emploi. On le voit avec les Britanniques qui ont perdu un certain nombre de savoir-faire, ce qui les conduit à utiliser leurs hélicoptères de combat comme des avions. C'est ce qu'il ne faut pas faire : un hélicoptère n'est pas un avion.

### **Qu'est-ce que l'Alat aujourd'hui ?**

325 appareils, 5500 personnels dont un millier de naviguants, quatre régiments opérationnels, deux détachements permanents en Afrique (Djibouti et Gabon) et des écoles. Nous représentons moins de 5% des effectifs de l'armée de terre.

### **Parlons des régiments.**

Il y en a quatre : les trois régiments d'hélicoptères de combat (le 1<sup>er</sup> RHC à Phalsbourg, le 3 à Etain et le 5 à Pau) qui fonctionnent sur le même modèle. Nous avons réorganisés les RHC sur la base de trois bataillons par régiment : un bataillon d'hélicoptères de reconnaissance et d'attaque (BHRA) avec les Gazelle ou les Tigre ; un bataillon d'hélicoptères de manœuvre et d'assaut (BHMA) avec les Puma, les Cougar et bientôt les Caïmans ; et enfin un bataillon d'appui aéronautique (BAA) qui fournit l'environnement aéronautique (contrôle aérien, sécurité, simulation, etc). A noter que la maintenance est intégrée au niveau de chaque bataillon. Ces régiments sont de l'ordre d'un millier d'hommes et de femmes.

Le 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales (RHFS) de Pau, rattaché pour emploi au COS, est organisé de manière différente. Il possède des Gazelle, des Puma, des Tigre et des Caracal. Une particularité de ce régiment est que deux Caracal de l'Armée de l'air y sont intégrés avec leur personnel. Le Groupement interarmées d'hélicoptères en alerte permanente sur la base de Villacoublay pour le compte du GIGN est rattaché au 4<sup>ème</sup> RHFS. Ce GIH comprend 5 Puma de l'armée de terre et 2 Puma de l'armée de l'air.

### **Venons-en aux écoles...**

L'Ecole de l'Alat est sur deux sites : Dax (Landes) et Le Luc (Var). A Dax, les pilotes des trois armées et de la gendarmerie apprennent à piloter, puis ils se spécialisent au Luc. Depuis trois ans, le site de Dax fonctionne sur la base d'un contrat avec une entreprise privée HéliDax, qui nous donne entière satisfaction. HéliDax met à notre disposition 36 EC 120 que nous avons baptisé Calliopée. Le principe est que nous achetons des heures de vol.

Au Luc, se trouve deux autres écoles : l'Ecole franco-allemande Tigre, qui forment les pilotes alors que les mécaniciens des deux pays sont formés dans le nord de l'Allemagne. Et désormais le

centre de formation interarmées NH-90, commun avec la Marine nationale.

### **Justement, où en est votre coopération avec la Marine nationale ?**

Nous sommes vraiment amarités. Je rencontrais récemment un jeune cadre qui, au cours de 24 derniers mois, en avait passé 9 à la mer ! Cela fait plus de vingt ans que nous embarquons et je peux vous assurer que lorsque nous sommes à bord, nous ne sommes pas perdus. L'Alat fournit ainsi les hélicoptères de la campagne Jeanne d'Arc. Et on a vu le résultat de tout cela lors d'Harmattan, avec l'engagement du groupe aéromobile à partir des BPC.

### **L'Alat, ce sont d'abord des hélicoptères. Mais avez-vous encore des avions ?**

Oui, nous avons huit TBM-700, à Rennes, au sein de l'escadrille de liaison de l'armée de terre – qui assure le transport d'autorités. Et cinq Pilatus PC 6 à Montauban, au bataillon de soutien aéromobile. Ils se consacrent au transport de pièces détachées et au largage de parachutiste.

### **Quels sont vos hélicoptères ?**

Nous avons trois flottes : une ancienne, une intermédiaire et une nouvelle. L'ancienne, ce sont les 110 Gazelle et 80 Puma que nous maintiendrons en ligne jusqu'en 2020. A cette date, nous n'aurons plus que 90 Gazelle et 36 Puma.

L'intermédiaire, ce sont 18 Fennec, utilisés pour la formation au Luc, 23 Cougar (et bientôt 26, avec les trois que nous allons récupérer en provenance du GAM-56) et 8 Caracal, uniquement pour les forces spéciales.

La nouvelle, c'est le Tigre. Le 40<sup>ème</sup> et dernier Tigre HAP (appui-protection) nous sera livré cette année. Nous en aurons alors 39, puisque nous en avons perdu un en Afghanistan. A la fin de l'année, nous percevrons également le premier Tigre HAD (appui-destruction), capable de tirer des missiles air-sol Hellfire. Le 1<sup>er</sup> RHC de Phalsbourg sera le premier régiment à en être doté en 2013, date à laquelle il recevra aussi ses premiers Caïman (NH-90). Un premier a été livré en décembre dernier au Gam-Stat de Valence et quatre autres le seront cette année à l'école du Luc.

### **Qu'en est-il du remplacement des hélicoptères légers ?**

C'est le programme HIL (Hélicoptère interarmées léger) de quatre tonnes, destiné à remplacer les Gazelle, Dauphin, Fennec... Au combat, nous l'utiliserons pour préparer l'engagement des Tigre, un peu comme le font les Américains avec leurs Kiowa. Ce HIL – qui n'a pas reçu de nom de baptême – pourra également remplir des missions au profit des populations. C'est également important pour l'entraînement, car l'heure de vol sera trois fois moins coûteuse que celle d'un Tigre.

### **Toujours pas de projet d'hélicoptères lourds, type Chinook, dont la France est dépourvue ?**

En la matière, nos ambitions sont limitées par les budgets... Il n'y a pas de perspectives d'acquisition en franco-français, mais on peut imaginer des solutions de partage avec nos partenaires européens.

### **Qu'en est-il de la disponibilité de votre parc d'hélicoptères ?**

Elle n'est pas au beau fixe. Elle est maximale (80-90%) au niveau des opérations, mais tout juste suffisante pour permettre l'entraînement en métropole. Disons que les bons jours, nous sommes à 50%. Il faut reconnaître également que le coût du maintien en condition opérationnelle (MCO) des appareils modernes est sans commune mesure avec ceux d'ancienne génération.

## Qu'en est-il de l'idée de regrouper les hélicoptères des trois armées au sein d'une même structure ?

Il existe aujourd'hui un commandement interarmées des hélicoptères (CIH) à l'état-major des armées. C'est une structure légère qui se charge notamment de l'harmonisation des procédures, mais ce n'est pas un commandement opérationnel.

C'est différent de ce que font les Britanniques avec leur Joint Helicopter Command, mais le besoin n'est pas le même. Outre-Manche, les hélicoptères de combat sont dans la British Army alors que ceux de manœuvre sont dans la RAF. En France, les deux types d'appareils sont déjà dans l'Alat, qui avec plus de 300 voilures tournantes possède la principale flotte, devant les aviateurs et les marins – environ 80 chacun.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 5 Juin 2012 à 18:21

## Hommage franco-américain au Mémorial «La Fayette»

Mise à jour : 30/05/2012 20:44

Samedi 26 mai 2012 à 11h00, une cérémonie commémorative s'est déroulée au Mémorial de l'escadrille «La Fayette», érigé en 1928 à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine). Après l'accueil des autorités militaires et civiles, un défilé aérien, composé de deux Mirage 2000 N de l'escadron de chasse 2/4 «La Fayette» et de quatre A10 du 52<sup>e</sup> escadron de chasse des forces aériennes des États-Unis en Europe, a survolé le Monument.



Le défilé aérien a marqué le début d'une cérémonie commémorative placée sous le haut patronage de son excellence M. Charles H. Rivkin, ambassadeur des États-Unis d'Amérique, en présence du général Patrick de Rousiers, inspecteur général des armées «Air», représentant le chef d'état-major de l'armée de l'air et, du général Paul Fouilland, commandant des forces aériennes stratégiques. La musique de l'Air et une formation militaire de l'US Air Force se sont produites tour à tour. «Il y a deux

*dates clés, importantes pour l'escadron de chasse «La Fayette», détaille le général Paul Fouilland. Côté français, nous célébrons le 11 novembre et côté américain le 26 mai. Le «La Fayette» est un symbole fort de l'amitié franco-américaine et les Américains y sont particulièrement attachés. Chaque année, au mois de mai, cette cérémonie militaire conjointe, le Memorial Day, est dédiée à la mémoire et au souvenir des aviateurs américains de l'escadrille «La Fayette».*»

Une bénédiction a été donnée par un prêtre américain. Puis, les autorités civiles et militaires franco-américaines ont procédé au dépôt de gerbes sous l'arche du monument. À la clôture de la célébration, les participants se sont recueillis dans la crypte qui abrite les restes de 68 pilotes de combat américains qui donnèrent leur vie durant la Première Guerre mondiale, sous uniforme français, avant l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. «C'est pour moi un jour



d'émotion à plus d'un titre, personnel et vis-à-vis de mes camarades américains. Encore aujourd'hui, des jeunes gens et des jeunes filles s'engagent pour de nobles causes. Les relations entre l'armée de l'air française et l'US Air Force se vit au quotidien au cours des engagements en opérations extérieures et également dans nos travaux d'état-major. Ces liens se sont certainement noués à cette période. Ces héros se sont engagés pour la liberté en faisant fi de drapeau ou d'engagements gouvernementaux. En tant qu'ancien commandant du 2/4 «La Fayette», j'ai beaucoup de souvenirs de jeunesse dans cet escadron où l'esprit d'équipe était extraordinaire. J'en ai un peu la nostalgie», se souvient le général de Rousiers qui arbore pour l'occasion son insigne du «La Fayette» (la tête de Sioux).



Les autorités françaises et américaines ont décidé que ce mémorial, témoin de leur amitié, devait impérativement être préservé. Ainsi, le jeudi 12 avril 2012, une convention de partenariat a été signée, entre la France et les États-Unis, à l'hôtel de Brienne, pour assurer la réfection et la pérennité du Mémorial de l'escadrille «La Fayette».

«J'ai l'honneur d'être président de cette fondation qui préserve la mémoire des héros de la Première Guerre, relate M. Reeves Van Kirk,

avocat américain et président de la fondation « La Fayette ». Ces pilotes volontaires sont venus en France pour lutter pour la justice et la liberté. Ils ont pu organiser une escadrille sous commandement français et ont combattu bien avant que les États-Unis n'entrent en guerre.» Ainsi, de nombreux volontaires décidèrent d'intégrer l'US Army Air Service après l'entrée en guerre des États-Unis et formèrent le noyau des pilotes de combat expérimentés de ce qui est aujourd'hui l'US Air Force. Aujourd'hui, l'histoire et la tradition de l'escadrille «La Fayette» perdurent toujours au sein des deux armées. Dans l'armée de l'air française, l'escadron de chasse 2/4 stationné à Istres en porte le nom. Au sein de l'US Air Force, c'est le 94<sup>e</sup> escadron de chasse, équipé de F-22 Raptor, qui s'inscrit dans la lignée historique de la célèbre escadrille.

Reportage : Adjudant Jean-Laurent Nijean - Photos : Adjudant Richard Nicolas-Nelson - Sources : © armée de l'air

## MACE XIII : les aviateurs français en Slovaquie

Mise à jour : 04/06/2012 18:12

Du 16 au 27 avril 2012, des unités opérationnelles de l'armée de l'air ont participé à la 13<sup>e</sup> édition de l'exercice MACE en Slovaquie. MACE XIII constitue, pour les pays de l'Otan, un environnement privilégié pour progresser dans la connaissance des menaces électromagnétiques, notamment pour la détection et la lutte contre les émissions radar.



La participation de la France se déclinait en deux engagements distincts. L'escadron de détection et contrôle aéroporté 36 «Berry», tout d'abord, réalisait des missions avec un E-3F depuis la base aérienne 102 d'Avord. Par ailleurs, le centre d'expériences aériennes militaires engageait deux unités de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan. Un détachement de l'escadron de chasse et d'expérimentation 5/330 «Côte d'Argent» comprenant deux Rafale et deux Mirage 2000 D était déployé sur la base aérienne de Sliac

(Slovaquie centrale) au cours de la première semaine d'exercice. Le personnel de l'escadron de programmation et d'instruction de guerre électronique (EPIGE) 7/330 était quant à lui déployé sur le site de Kolinany (ouest du pays).

«*Au-delà des missions réalisées contre les systèmes sol-air déployés dans le cadre de l'exercice, nos chasseurs ont également pu se confronter aux F16 danois et MIG 29 slovaques au cours de missions de combat air-air, détaille le lieutenant-colonel Olivier Kaladjian, directeur de l'exercice. MACE XIII fut également l'occasion d'approfondir l'expérimentation de la liaison 16 dans un contexte opérationnel et de parfaire le travail des équipages à l'interopérabilité en travaillant sous contrôle des Awacs français et otaniens.*»



Cet exercice représentait un jalon très important pour la Slovaquie, membre de l'Otan depuis 2004, pour son intégration au sein de l'alliance.

«*Cet exercice fut une totale réussite pour l'engagement français. Au-delà des résultats opérationnels, notre personnel a pu travailler dans un milieu multinational riche et dans un contexte très proche d'un détachement opérationnel. En terre slovaque, ils ont surtout démontré leur professionnalisme et tout le savoir-faire de l'armée de l'air française* », conclut le directeur de l'exercice.

Droits : @ armée de l'air

## Tiger, Tiger...

Mise à jour : 05/06/2012 17:55

Du 28 mai au 8 juin 2012, le feulement des escadrons, arborant comme emblème un tigre, retentit sur la base aérienne d'Øerland en Norvège qui accueille le *Nato Tiger Meet 2012*.



L'escadron de chasse et d'expérimentations 5/330 «Côte d'Argent» de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan ainsi que l'escadron de défense sol air (EDSA) 1/950 «Crau» de la base aérienne 125 d'Istres renforcé par les EDSA d'Avord, de Luxeuil, de Saint-Dizier et de Mont-de-Marsan participent à cet exercice international. Une délégation de l'escadron de chasse (EC) 1/7 «Provence», gérant les traditions de la SPA 162 «Tigre» depuis la dissolution de l'EC 1/12 «Cambrésis», s'y trouve également.

Les moyens aériens (une cinquantaine d'aéronefs) sont déployés sur la base aérienne d'Øerland tandis que les moyens sol-air sont stationnés sur le site de Hjerkind. Treize nations ont répondu présent pour l'édition 2012 de l'exercice otanien (Allemagne, Belgique, États-Unis, France, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse et Turquie).

L'objectif principal de l'exercice est d'entraîner les équipages à la préparation et à l'exécution de missions complexes de type COMAO (*Combined Air Operations* – opérations aériennes combinées), CAS (*Close Air Support* – appui aérien rapproché), ou d'extraction de ressortissants en intégrant des forces spéciales et des moyens de CSAR (*Combat Search and Rescue* – recherche et sauvetage au combat).

D'un niveau tactique élevé, l'exercice est mené dans un contexte international et préparé conjointement entre toutes les unités participantes. Les scénarios couvrent tous les spectres de la troisième dimension. Réalistes et évolutifs, ils sont systématiquement associés à de nombreuses menaces air-air et air-sol. Le travail en patrouilles mixtes est privilégié pour améliorer l'interopérabilité entre les nations. De plus, l'interaction entre les plateformes aériennes et terrestres, grâce à la liaison 16 notamment, est systématiquement recherchée.

La complexité de ces missions de combat offrira l'occasion aux pilotes du «Côte d'Argent» de tirer de nombreuses conclusions quant aux nouvelles capacités apportées par le standard F3 du Rafale.

Le dispositif de défense sol-air profite également de l'activité aéronautique dense et du contexte international pour entraîner son personnel dans un cadre réaliste. Le *Nato Tiger Meet 2012* offre aux EDSA la possibilité de réaliser pour la première fois une connexion en liaison 11 B entre un système norvégien et une cellule tactique automatisée française.

Les échanges permanents effectués en langue anglaise apportent également une plus-value incontestable aux 93 aviateurs (dont 26 officiers) du détachement français.



La tradition reste de mise au sein de ce rassemblement otanien. Et ce, malgré la complexité des missions réalisées. Lors de la clôture de cet événement, une remise de trophées récompensera les unités qui se seront distinguées pendant cette période.

Droits : © armée de l'air

## Pas de Tiger Meet pour la 11F mais des merlons à Landivisau

Ligne de Défense, 31.05.2012



Je ne sais pas si l'information calmera les riverains de la base aéronavale de Landivisau mais on ne pourra pas accuser la Marine nationale de ne pas faire d'efforts pour réduire les nuisances provoquées par les *Rafale*.

La non-participation d'appareils de la 11F (transport, carburant etc) à l'exercice interallié de Norvège a généré quelques économies. Que la Marine va utiliser "assez vite" pour

construire des merlons anti-bruit autour des pistes de la BAN.

Faut-il encore parler d'"inertie" des militaires, comme l'affirme l'association des riverains qui a décidé d'interpeller les candidats aux législatives sur les questions des nuisances provoquées par les vols de l'aéronavale?

## Le dernier vol opérationnel du Transall R-18

Zone Militaire, 1 juin 2012 – 10:55

C'est un vieux combattant qui vient de faire ses adieux aux armes. Le C-160R Transall R-18, qui est l'un des trois avions de transport que l'armée de l'Air a déployé au Tchad dans le cadre du dispositif Epervier, vient de réaliser son dernier vol opérationnel.



Ayant pris les airs pour la première fois le 16 septembre 1968, il avait été mis en service 6 mois plus tard au sein de la 61e Escadre de Transport, alors implantée sur la base aérienne d'Orléans-Bricy.

Outre les nombreuses missions qu'il a pu effectuer à travers le monde, l'une d'entre elles retient l'attention. En effet, le Transall R-18 a participé [à l'opération Bonite](#), laquelle consista, le 19 mai 1978, à larguer les légionnaires du 2e Régiment Etranger Parachutiste sur Kolwezi afin de libérer cette ville minière de la RD Congo, où

des ressortissants européens avaient été pris en otage par des rebelles katangais.

Baptisé « Ville de Kolwezi » en référence à l'opération Bonite, le Transall R-18 a par la suite été affecté au Tchad, où il a donc effectué sa dernière navigation tactique basse altitude de nuit et son ultime largage de colis et de parachutistes.

Après 44 ans de bons et loyaux services – une longévité qui doit beaucoup aux soins que lui ont apportés ses mécaniciens – et plus de 22.000 heures de vol, ce C-160 rejoindra le Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, après un passage à l'Escadron de soutien technique aéronautique (ESTA) où il sera repeint aux couleurs qu'il portait lors de l'affaire de Kolwezi.

## Un nouveau parrain pour la Patrouille de France

Mise à jour : 04/06/2012 18:05

Thierry Dusautoir, capitaine du XV de France et du Stade toulousain, élu meilleur joueur de rugby au monde en 2011, est le nouveau parrain 2012 de la prestigieuse formation de l'armée de l'air, la Patrouille de France.

Le rugbyman a rencontré les aviateurs qui composent l'équipe de l'armée de l'air à l'occasion du match de demi-finale du TOP 14, opposant Toulouse à Castres, le samedi 2 juin 2012 au stade de Toulouse.

Cet événement a été précédé d'un premier passage de la Patrouille de France au-dessus du stade à 20h33, puis d'un second survol juste avant le coup d'envoi du match.



Ce parrainage met en exergue les valeurs communes véhiculées par un joueur de rugby d'exception et cette prestigieuse unité de l'armée de l'air, qui chacun à leur niveau, représente l'excellence française au-delà des frontières hexagonales.

Droits : © armée de l'air

## **d) - Gendarmerie**

### Prix armées–jeunesse 2012

Mise à jour : 30/05/2012 10:21 - Auteur : Sirpa-gendarmerie

Le 24 mai, les Prix armées-jeunesse ont été remis dans différentes catégories. Le groupement blindé de gendarmerie mobile de VERSAILLES-SATORY (78) a reçu le Prix "spécial du Jury".



jeunesse.

Organisme placé auprès du ministère de la Défense depuis 1955, la Commission armées-jeunesse (CAJ) cultive le lien entre les armées et les jeunes par des actions concrètes, en favorisant entre autres l'insertion des jeunes par des offres de stages. Chaque année, la CAJ organise également le concours du Prix armées-jeunesse pour lequel plusieurs unités sont primées. Créé en 2003, ce prix récompense des formations militaires qui ont initié et mené une action exemplaire en partenariat avec des jeunes ou une organisation civile chargée de la

Cette année, le Prix spécial du Jury a été décerné au Groupement blindé de gendarmerie mobile (GBGM) pour son engagement remarqué au profit de la réserve et de la jeunesse et, plus particulièrement, pour l'organisation de la Journée nationale du réserviste à VERSAILLES qui a été présentée au ministre de la Défense et des Anciens combattants.

Le général d'armée Laurent MULLER, inspecteur général des armées – Gendarmerie a remis ce prix au colonel Xavier LEJEUNE, chef de corps du GBGM.

## **e) – Service de Santé**

# Hôpital Legouest : un nouveau cabinet d'implantologie dentaire

Mise à jour : 07/06/2012 16:34 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Depuis janvier dernier, l'hôpital militaire Legouest de Metz possède un nouveau cabinet d'implantologie dentaire placé sous la responsabilité du chirurgien-dentiste principal Magalie Brochard-Hamon.

L'implantologie dentaire consiste à remplacer une dent manquante, sans en détruire d'autres comme cela peut-être le cas avec un bridge. Une racine en titane est fixée dans l'os de la mâchoire et pourvue d'une couronne. « On ne risque aucune allergie avec le titane. Ce matériau est d'ailleurs utilisé pour d'autres prothèses, précise le Dr Brochard-Hamon. Les implants sont garantis à vie ». Cette technique connaît un succès croissant, mais elle n'est pas applicable chez tous les patients. Il est nécessaire de respecter les indications et contre-indications.

Le service d'odontologie de l'hôpital Legouest permet une prise en charge complète du patient : consultation pré-opératoire, phase chirurgicale et phase prothétique et cela dans des délais réduits. En effet, il dispose de sa propre salle opératoire d'implantologie. Les recommandations de la Haute autorité de santé (HAS) y sont respectées.

Hôpital d'instruction des armées Legouest

Odontologie, chirurgie buccale et implantologie

27, avenue de Plantières - 57077 METZ - Tél. 03 87 56 23 55

Droits : © Service de santé des armées

## 8 – France : Armements & Industries

### Un nouveau DAP chez EADS

**Philippe Bottrie** (52 ans) est le nouveau directeur des affaires politiques d'EADS en France, et donc à ce titre, chargé des relations du groupe avec le gouvernement français. Il était directeur des affaires stratégiques internationales d'EADS depuis 2011, après avoir été en charge chez Eurocopter, des relations avec le secteur public et les institutions politiques, depuis 2006.

Philippe Bottrie avait connu une première puis une seconde vie auparavant, comme officier parachutiste (en 1981) puis avait rejoint l'ALAT comme pilote. Aide de camp de **Lionel Jospin** (1997-2002), il avait ensuite été nommé chef adjoint du cabinet de **Jean-Pierre Raffarin** à Matignon (2002-2004), puis premier conseiller de l'ambassade de France à Madagascar.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [6/05/2012 06:45:00 PM](#)

### Béatex, le fabricant français de bérets militaires, est sauvé

En affaires, les choses vont très vite. A peine le temps de savourer un succès que l'on peut se retrouver aux prises avec les pires difficultés. C'est ce qui est arrivé à Beatex, un fabricant spécialiste du béret militaire, implanté à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques).

L'histoire de Béatex, dont l'origine remonte à 1840, a été mouvementée. Au plus fort de son activité, cette PME familiale a compté jusqu'à 400 salariés. Mais, même si elle n'a pas tout misé sur les couvre-chefs militaires, l'entreprise sera affectée par la suspension du service national. En 2008, elle est donc reprise par Pierre Lemoine, alors qu'elle venait de déposer son bilan.

En février 2011, l'entreprise a décroché son homologation « Otan ». « Nous allons accéder à tous les appels d'offres en matière de fournitures des armées des 28 pays membres de l'Otan. C'est un marché de bérets militaires de 100 millions d'euros qui s'ouvre à nous! » expliquait, à l'époque, Pierre Lemoine, le patron de cette PME, dont le chiffre d'affaires était alors de 3,6 millions d'euros.

Seulement, et même si la PME ne manque pas de travail (60.000 bérets à livrer à l'armée de Terre, 40.000 pour l'armée espagnole, prospects en Suisse, Russie et Pologne, etc...), des problèmes de trésorerie sont venus gâcher la fête : il fallait trouver 840.000 euros pour continuer l'activité. « J'ai 1 million d'euros de commandes, 2 millions d'euros de machines, 58 employés, mais pas de trésorerie. Concrètement, il me manque trois chèques de 280.000 euros » [avançait](#) alors Pierre Lemoine, en septembre dernier, en déplorant la frilosité des banques.

Et puis ce qui devait arriver est arrivé : Beatex a déposé son bilan et a été placé en redressement judiciaire en janvier 2012. Dans le même temps, deux enquêtes préliminaires visant Pierre Lemoine, l'un pour abus de biens sociaux et l'autre, pour abus de confiance, ont été ouvertes. Il lui est reproché d'avoir voulu vendre 50 machines à tricoter à une société anglaise, dont il a reconnu être « actionnaire minoritaire avec un simple droit de regard » et de ne pas avoir payé les cotisations sociales à l'Urssaf ainsi que la part patronale de la mutuelle des salariés.

Finalement, l'espoir est revenu chez les salariés de Béatex, alors que leur entreprise risquait la liquidation judiciaire. Quatre repreneurs se sont en effet manifestés et le tribunal de commerce de Pau, lequel a tranché, le 29 mai, en faveur de l'offre déposée par [le groupe Promodis-Cargo](#).

Ainsi, ce dernier, spécialisé dans les équipements pour les armées françaises, la gendarmerie et la sécurité civile, va immédiatement injecter 500.000 euros, puis 750.000 euros à partir de 2014. Les conséquences sur l'emploi seront limitées, dans la mesure où la majeure partie des salariés de Béatex seront repris, les autres devant bénéficier de propositions de reclassement.

« Les produits Béatex sont parfaitement dans la cible de Promodis », fournisseur des armées française et étrangères, a expliqué, à Sud Ouest, le patron du groupe, Jean-Philippe Frémont. Le projet vise en premier lieu à remettre à plat l'outil industriel et de lancer un gros travail commercial.

## Le groupe Lohr en difficulté, quelle conséquence pour les futurs camions de l'armée de Terre?

Les camions que met actuellement en oeuvre l'armée de Terre doivent être prochainement remplacés par des véhicules issus de la famille des « Porteur Polyvalents Terrestres » PPT, laquelle se décline en plusieurs versions : PPLOG (porteur polyvalent logistique), PPAV (porteur

polyvalent de l'avant), PPBG (porteur polyvalent benne du génie) et PPLD (porteur polyvalent lourd de dépannage).

Deux offres étaient en concurrence pour ce marché. Mais, en décembre 2010, le ministère de la Défense a décidé de confier ce contrat au tandem formé par l'italien IVECO, associé à Soframe, filiale du groupe alsacien Lohr, et cela, au détriment de Renault Trucks Defense, qui a eu du mal à admettre sa défaite.

C'est ainsi que la Direction générale de l'armement (DGA) a passé une commande ferme portant sur 150 camions blindés et 50 PPLD pour un montant de 160 millions d'euros. Il s'agit là de la première tranche du programme, lequel prévoit l'achat, au total de 2.400 véhicules.

Pour honorer cette commande, IVECO s'occupe de la fabrication des véhicules tandis qu'il revient à Soframe le soin d'intégrer à ces derniers les équipements spécifiques ainsi que de produire certains éléments (remorques, plateaux logistiques, etc...).

Seulement, le groupe Lohr, à qui appartient Sofram, traverse de graves difficultés. Fondée en 1963 et toujours dirigée par Robert Lohr, l'entreprise, qui réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires à l'exportation, a vu son activité brutalement décrocher en 2008-2009 à cause de la crise économique. Comptant sur une reprise, la direction n'a pas souhaité alléger sa masse salariale, ce qui lui aurait probablement permis de d'amortir le choc.

Pour pallier aux difficultés, la direction a alors décidé de se séparer de sa pépite, Translohr, sa filiale spécialisée dans la production de tramways à roue, pour 60 millions d'euros. Mais voilà, Astom, qui est intéressé, appuyé par le FSI (Fonds stratégique d'investissement), au vu des comptes, en a proposé que 35 millions.

Du coup, le groupe Lohr Industrie s'est déclaré en cessation de paiement le 4 juin dernier auprès de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg. Il s'agit ainsi de faire aboutir le dossier d'ici une éventuelle mise en redressement judiciaire, avec le risque d'une liquidation judiciaire s'il s'avère que la poursuite de l'activité n'est pas viable.

L'on n'en est pas encore là. Toujours est-il que la situation de Lohr Industries a de quoi inquiéter, même si, selon Robert Lohr, qui [s'est confié au quotidien L'Alsace](#), « ne sont pas concernées par cette procédure : Soframe, 34 salariés, qui regroupe les activités militaires du groupe, et Lohr Services, qui emploie une centaine de salariés et qui s'occupe du service après-vente ».

En décembre dernier, le député sortant (UMP) de la Haute-Marne, François Cornut-Gentille, qui suit de près les questions militaires, s'en est ému en posant une question écrite au ministre de la Défense. Soulignant que « l'ensemble du groupe Lohr est ainsi menacé à court terme », le parlementaire a ainsi demandé que lui soit précisées, pour le programme PPT, « les conséquences financières et contractuelles d'une éventuelle défaillance du groupe » alsacien.

Ainsi, si le pire devait arriver au groupe Lohr, le programme PPT ne serait pas menacé. En effet, le ministère de la Défense a précisé, en mars, que « IVECO intervient comme mandataire du groupement, solidaire de l'autre cotraitant. ». Ce qui veut dire que l'industriel italien est « tenu de pallier une éventuelle défaillance » de Soframe, et cela, « sans modification des termes ou du montant des marchés ». Toutefois, a précisé l'Hôtel de Brienne, « une telle hypothèse pourrait en revanche rendre nécessaire une réorganisation industrielle du groupement attributaire de ces marchés. »

# Brest : Installation des nouvelles lignes d'accostage des FREMM



**Remorquage du musoir, hier à Brest**  
crédits : MARINE NATIONALE

06/06/2012

L'installation des nouvelles lignes d'accostage des frégates multi-missions (FREMM) de la Marine nationale a débuté hier dans la base navale de Brest. L'opération a commencé par le remorquage et la mise en place d'un musoir, gros cylindre en béton de 14 mètres de diamètre pour 21 mètres de hauteur, qui retiendra le futur ponton, dont l'autre extrémité sera reliée au quai. Réalisé dans le bassin n°4, en Penfeld, le musoir, mis sur coffre hier soir, doit être coulé à son emplacement par remplissage d'eau de mer puis, ensuite, cette eau sera remplacée par des sédiments issus des boues de dragage du port (filtrés au préalable pour en extraire les particules polluantes). Le musoir sera alors fermé sur sa partie supérieure par une dalle en béton d'une épaisseur de 3 mètres.



Vue des futurs pontons (© : SID)



Vue des futurs pontons (© : SID)

## **Un ponton à deux étages de 160 mètres de long**

Suivant le planning actuel, après le musoir, le ponton doit être mis en place au mois de juillet. Cette structure, longue de 160 mètres pour une largeur de 17 mètres, présentera un poids de 8500 tonnes. Pouvant servir deux frégates, elle aura la particularité de disposer de deux étages. La partie supérieure comprendra une voie piétonne et une voie pour les véhicules et engins lourds. Les camions d'avitaillement, comme les grues mobiles, pourront ainsi y circuler, ce qui

n'est pas le cas sur les actuels pontons perpendiculaires au quai des flottilles. Le niveau inférieur de la structure fera, quant à lui, office de galerie technique. Il accueillera les différents réseaux (électricité, distribution d'hydrocarbures, pompage des résidus de soute, air comprimé, téléphonie...) et les points d'amarrage. Une rampe le reliera au niveau supérieur, qui aura un accès au quai via une passerelle. Comme le musoir, ce ponton est actuellement en construction au bassin n°4.

*Le musoir dans le bassin n°4 (© : SID)*

### **Une seconde structure doit être commandée**



Mené sous la maîtrise d'oeuvre du Service Industriel de la Défense (SID), la réalisation du nouveau ponton des FREMM a été confiée à un groupement d'industriels dont le dossier a été retenu face à 5 autres propositions lors d'un appel d'offres. Emmené par le groupe Charrier, ce groupement compte dans ses rangs Ingerop (ingénierie), Semen TP (génie civil et dragage) et Demathieu et Bar (génie civil), Ducrocq (construction métallique) et DCNS (réseaux, maintenance). Le ponton sera utilisé par les deux premières FREMM, l'Aquitaine et la

Normandie, qui doivent arriver à Brest à l'automne 2012 et au printemps 2014. Un autre ponton doit être commandé ultérieurement afin d'accueillir les FREMM suivantes, cinq devant être basées à Brest.

## **9 – Le Monde : Modernisations & Equipements**

### **Des armes nucléaires moins nombreuses mais plus modernes**

Zone Militaire, 5 juin 2012 – 14:44

Selon la dernière livraison de [l'Annuaire sur les armements, le désarmement et la sécurité internationale](#) que publie annuellement l'Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm (Sipri), le nombre d'armes nucléaires dans le monde a légèrement diminué en 2011 par rapport à la précédente étude.

Ainsi, le Sipri estime à 19.000 le nombre d'armes nucléaires actuellement détenues par 8 pays, à savoir les Etats-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Pakistan et Israël, soit 1.500 de moins qu'en 2010.

Pour l'institut suédois, cette baisse est due à l'entrée en vigueur du traité « nouveau START », signé entre les Etats-Unis et la Russie en 2010. Ce texte engage Washington et Moscou à réduire leur stocks d'armes nucléaires stratégiques. Mais ces deux pays en ont surtout profité pour retirer leurs armes obsolètes et vieillissantes.

D'après les chiffres fournis par le Sipri, la Russie compterait 10.000 armes nucléaires, dont 1.800 seraient opérationnelles. Les Etats-Unis en auraient davantage de déployées (2.150) sur un total de 8.500.

Et les autres puissances nucléaires reconnues, c'est à dire le Royaume-Uni, la France et la Chine sont « soit en train de déployer de nouveaux vecteurs » ou « soit annoncé des programmes » allant dans ce sens. Le Sipri souligne que ces pays « semblent déterminés à conserver leurs arsenaux indéfiniment ».

Au passage, l'on notera que l'institut évalue à 300 le nombre d'armes nucléaires françaises, dont 290 seraient déployées, tandis que le Royaume-Uni en aurait 225, dont 160 seraient opérationnelles.

Quant à l'Inde et le Pakistan, ils ne sont pas en reste. Ces deux pays, note le Sipri, « continuent de développer de nouveaux systèmes capables de livrer des armes nucléaires » et augmentent leurs capacités à produire de la matière fissile à usage militaire.

« En dépit du regain mondial d'intérêt pour les efforts de désarmement dans le domaine nucléaire, aucune des forces nucléaires existantes ne fait la preuve d'une volonté plus que rhétorique à renoncer à leurs arsenaux nucléaires pour l'instant » a affirmé Shannon Kile, spécialiste de ces question au Sipri.

« Alors que le nombre global d'ogives nucléaires est en baisse, les programmes de modernisation à long terme en cours dans ces États donnent à penser que les armes nucléaires sont toujours la garantie d'un certain statut et d'un certain pouvoir sur la scène internationale » a-t-elle ajouté.

Cela étant, la question du nombre d'armes nucléaires déployées fait débat aux Etats-Unis. Parce que maintenir une force de frappe pléthorique coûte très cher et que ce n'est pas forcément pertinent à l'heure actuelle. A contrario, d'autres estiment que ce ne serait pas raisonnable étant donné que d'autres pays cherchent à se doter d'armes de ce type ou encore renforcent leurs arsenaux.

[En février](#), l'on apprenait que plusieurs options allant vers une réduction des armes nucléaires opérationnelles américaines étaient à l'étude. Selon les cas envisagés, il serait prévu de conserver entre 300 (minimum) et 1.100 têtes nucléaires.

Plus récemment, le général James Cartwright, l'ancien numéro deux de l'armée américaine, aujourd'hui en retraite, [a proposé de réduire](#) à 900 le nombre d'armes nucléaires déployées, notamment en supprimant la composante missiles balistiques (les Minuteman III) de l'US Air Force.

Ce à quoi est opposé le chef d'état-major de cette dernière, le général Norton Schwarz. Mieux même : l'aviation américaine a bien l'intention de moderniser ses Minuteman III pour les faire durer jusqu'en 2030, année où ils pourraient être remplacés.

## US Navy : Livraison d'un troisième LCS

La marine américaine vient de prendre livraison de l'USS Fort Worth, son troisième Littoral Combat Ship (LCS). Ce nouveau concept de bâtiment dédié à l'action littorale se décline en deux classes de bateaux : l'une en forme de trimaran et l'autre adoptant un design monocoque. L'USS Fort Worth appartient à cette seconde catégorie, tout comme son aîné, l'USS Freedom, prototype de cette série, qui fut livré en 2009 à l'US Navy.



**L'USS Freedom, troisième LCS américain et seconde unité du type Freedom**

crédits : LOCKHEED MARTIN

08/06/2012

Développés par Lockheed-Martin et Fincantieri, qui possède Marinette Marine, le chantier du Wisconsin où ils sont réalisés, les bâtiments de la classe Freedom mesurent 115.5 mètres de long et affichent un déplacement de 3090 tonnes en charge. Capables d'atteindre 45 noeuds, ils comptent un armement de base articulé autour d'un système surface-air RAM, un canon de 57 mm et quatre mitrailleuses de 12.7 mm. Grâce à l'embarquement de modules interchangeables, ils pourront être configurés pour la lutte anti-sous-marin, la lutte antinavire ou la chasse aux mines. Ils peuvent, en outre, embarquer un hélicoptère. En tout, 11 bâtiments de ce type ont pour le moment été commandés, tout comme 11 autres adoptant le design en trimaran.

Alors que la cérémonie de mise en service de l'USS Fort Worth (LCS 3) est prévue en septembre à Galveston, au Texas, Marinette Marine va désormais mener à bien la réalisation des futurs USS Milwaukee (LCS 5), USS Detroit (LCS 7) et USS Little Rock (LCS 9).

## La vente de sous-marins à Israël fait des remous en Allemagne



crédits : DROITS RESERVES

Mer et Marine, **05/06/2012**

L'Allemagne s'agite cette semaine autour de la vente à la marine israélienne de sous-marins capables de mettre en oeuvre des missiles à tête nucléaire. C'est la presse outre-Rhin qui a évoqué le fait que Tsahal, après réception des bâtiments construits dans les chantiers allemands,

pourrait les équiper avec ce type d'armement. Dans les milieux liés à la défense, l'information n'a pas surpris, des rumeurs faisant état, depuis plusieurs années, de l'embarquement de missiles de croisière à tête nucléaire sur les sous-marins du type Dolphin. On parle, ainsi, de missiles Popeye Turbo, dotés d'une charge de 250 kilotonnes et d'une portée, selon les sources, de 350 à 1700 km. Alors que Tel Aviv n'a jamais confirmé cette information, la possibilité de voir les sous-marins construits outre-Rhin emporter des ogives atomiques émeut fortement l'opinion publique allemande. Et la presse s'interroge sur la position de Berlin, entre le « devoir » de soutien à la sécurité d'Israël et la possibilité de voir un jour l'Etat hébreux employer ces armes, par exemple dans un conflit avec l'Iran.

Depuis 1957, l'Allemagne aide la défense israélienne au titre du dédommagement du peuple juif suite à la Shoah. Selon la presse allemande, les deux premiers sous-marins du type Dolphin ont été intégralement financés par Berlin, les suivants étant partiellement payés par le gouvernement fédéral, le tout pour environ 1 milliard d'euros. Pour l'heure, trois bâtiments de ce type ont été livrés par les chantiers HDW de Kiel en 1999 et 2000. Trois autres seront achevés d'ici 2017, le traité portant sur l'acquisition du sixième sous-marin ayant été récemment signé par les deux pays. Ces trois unités, du type Dolphin II, seraient financées à hauteur de 135 millions d'euros par l'Allemagne, soit un tiers de leur valeur globale. Trois autres pourraient être commandés ultérieurement.

Longs de 67 mètres pour un déplacement de 2400 tonnes en plongée, les Dolphin II sont apparemment dotés d'un système de propulsion anaérobie, très probablement dérivés du PERMASYN dont sont équipés les U-Boote allemands du type 212 A, dont ils sont dérivés. Armés par environ 35 hommes d'équipage et disposant, selon certaines sources, d'une capacité d'emport de 20 commandos.

Plus petits, les trois premiers Dolphin, dotés d'une propulsion classique, ne mesurent que 57.3 mètres de long et présentent un déplacement de 1900 tonnes en plongée. Ils mettraient en oeuvre 16 torpilles lourdes et missiles antinavire.

## Une entreprise privée au secours de la souveraineté des États

Le Point.fr - Publié le 01/06/2012 à 12:50 - Modifié le 01/06/2012 à 19:48

Des Français viennent de créer à Londres une entreprise, ni société de sécurité ni SMP (société militaire privée). Explications



Le port de Djibouti © Lionel Bonaventure / AFP

Une société de droit britannique, baptisée SGS (Sovereign Global Solutions Ltd), vient d'être créée à Londres par des entrepreneurs français pour assister les États dans la mise en place de leurs missions de souveraineté. Elle

regroupe deux entreprises, qui deviennent des filiales du nouveau groupe. La première est nommée Sovereign Global Solutions-Maritime Ltd et se spécialise ("au départ", précise le communiqué du nouveau groupe) dans l'assistance logistique et la formation à la lutte contre la piraterie. "Elle a vocation à se développer dans tous les domaines de sous-traitance, civils et militaires, au service des États dans le domaine maritime", poursuit le communiqué.

Cette entité maritime mise sur pied par Bruno Pardigon, lui permettra de consolider ses activités actuelles, pour l'essentiel basées à [Djibouti](#). Au démarrage très centrée sur des prestations touristiques, Dolphin Services s'est élargie en proposant notamment des formations complètes à la plongée aux nombreuses forces armées présentes dans la République. Par ailleurs, sa société Djibouti Maritime Security Services exerce de nombreuses missions liées à la lutte contre la piraterie, notamment par une forme de délégation de service public accordée par la République de Djibouti. Les sociétés de Bruno Pardigon assurent, entre autres, le transport des personnels des entreprises de sécurité privée vers les navires qu'ils doivent protéger au débouché de la mer Rouge. L'entreprise sécurise les armements (permis de détention et de transport) ainsi que leur stockage, qu'il s'agisse de matériels propriété des entreprises - qui doivent dans ce cas posséder une licence de leur pays d'origine - ou de matériels loués par la République de Djibouti.

### **Pas d'armes dans les actifs**

La seconde entité intégrée dans SGS est la société française Strike Global Services, propriété de [Peer de Jong](#), ancien chef de corps du 3e régiment d'infanterie de marine, et de Jérôme Paolini, ancien directeur des affaires internationales d'Arianespace et des cabinets de [François Fillon](#) à Matignon et dans d'autres ministères.

Le communiqué précise également que le nouveau groupe n'est "en aucun cas d'une société de sécurité ni d'une société militaire privée". "Le Groupe n'exerce directement aucune mission de sécurité ou de souveraineté, ne possède aucun armement dans ses actifs et ne participe pas au commerce international des armements. Il a vocation exclusive à assister les États, du Nord comme du Sud, souhaitant externaliser un certain nombre de fonctions liées à l'exercice de leur souveraineté : conseil en organisation, formation, prise en charge de fonctions logistiques, aide à l'acquisition d'équipements, etc."

## **Husky ou Souvim? C'est le même système d'ouverture d'itinéraire minée**

Ligne de Défense, 03.06.2012



La *Defense Logistics Agency* américaine vient d'acheter des *Husky*, système d'ouverture de route minée. La commande a été passée à la firme US Critical Solutions International, comme l'indique la notification d'attributio ci-dessous.

Critical Solutions International, Inc.\*, Carrolton, Texas, was awarded a firm-fixed-price, sole-source contract with a maximum

\$10,767,795 for Husky Vehicle Mounted Mine Detector Vehicle. Other location of performance is South Africa. Using service is Army. There was one proposal with one response. Type of appropriation is fiscal 2012 Defense Working Capital funds. The date of performance completion is June 21, 2013. The Defense Logistics Agency Land - Warren, Warren, Mich., is the contracting activity (SPRDL1-12-C-0134).

On notera que la fabrication aura lieu en Afrique du Sud. Explications: la technologie est ancienne (des années 1980) et sud-africaine. Elle a été mise au point par RSD (Rolling Stock Division) de la firme [DCD Dorbyl](#) qui a produit plus de 400 *Husky*. Ces systèmes ont été vendus aux armées sud-africaine, américaine (US Army et USMC), canadienne, australienne, kényane, ougandais et française. Française? Bien sûr puisque le *Souvim* est un *Husky* revu par [MBDA](#) et la DGA.

## La Suisse et la Suède comptent renforcer leur coopération militaire

Zone Militaire, 5 juin 2012 – 16:52

Selon le porte-parole du département suisse de la Défense, Berne et Stockholm souhaitent renforcer leur coopération militaire. Une déclaration d'intention allant dans ce sens devrait être signée à la fin du mois, à l'occasion de la visite, dans la capitale de la Confédération, de la ministre suédoise de la Défense, Karin Enström.

Les domaines de coopération évoqués concerneront les missions de maintien de la paix, la formation des soldats et l'armement. En outre, les deux pays ont en commun la volonté d'acquérir la version E/F du Gripen; l'avion développé par le constructeur suédois Saab.

Sur ce point, les négociations portant sur l'achat par Berne de 22 Gripen E/F « auraient beaucoup progressé », après la visite en Suède d'Ueli Maurer, le conseiller fédéral suisse en charge des affaires de défense. Mais l'accord final est toujours dans la phase de négociation.

Du moins, pour le moment. Car la question du Gripen suscite toujours autant de débat en Suisse. Outre le contre-offre de Dassault Aviation, qui a proposé 18 Rafale, l'Eurofighter n'aurait pas dit son dernier mot non plus.

Selon l'édition du 3 juin du journal Der Sonntag, « l'Allemagne lance une contre-offensive, oeuvrant en coulisse de manière intensive pour l'Eurofighter depuis des mois. » Car le Gripen n'a pas bonne presse, malgré les assurances données par Ueli Maurer, qui serait, selon le titre, le seul conseiller fédéral à en vouloir.

En mai, un autre journal suisse, Le Matin, a publié [une longue enquête au sujet du Gripen](#) (à la fois précise et très bien documentée), grâce à des fuites de procès verbaux qui auraient dû rester confidentiels (et du coup, une enquête a été ouverte). Et là encore, les informations concernant l'avion suédois ne sont guère encourageantes.

Ainsi, sur les 98 modifications à apporter à la version du Gripen évaluée en Suisse en 2008, seulement 6 ont été testées en vol, le reste étant soit à l'état de prototype, soit encore sur papier. Du coup, les essais menés sur le Gripen NG Demonstrator, qui sert à valider ces modifications, ont plutôt tourné court quand une délégation suisse a fait le déplacement en Suède le 4 mai dernier.

« Malgré ce poids en moins, le pilote d'essai d'Armasuisse Bernhard Berset n'a pas réussi à dépasser Mach 1.34, selon notre informateur. Il faut dire que le réacteur, qui doit permettre à l'avion d'atteindre Mach 2.0, n'a pu être poussé qu'aux trois quarts de ses possibilités, les arrivées d'air du Gripen NG n'ayant pas encore pu être agrandies. Les contraintes auxquelles les pilotes suisses ont pu soumettre l'avion étaient limitées sur de nombreux autres points. Et les nouveaux missiles AMRAAM etIRST montés sur l'avion n'étaient en réalité que des attrapes. Les vrais missiles, eux, sont loin d'être opérationnels » a écrit Le Matin.

Et selon un compte-rendu d'audition de Gérald Levrat, l'ingénieur en chef de l'équipe d'évaluation opérationnelle des Forces aériennes, devant la sous-commission parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'avion suédois a été choisi, les performances du Gripen, « y compris dans sa future version E/F, resteront en effet très moyennes ». « Un peu comme un couteau qui ne coupe pas bien. On peut couper une ficelle, mais si c'est plus dur, on y arrivera plus difficilement » a-t-il ajouté. Et pour le chef de projet de remplacement des F-5 Tiger, Jürg Weber, les « faiblesses » de l'appareil demanderaient « peut-être un changement de doctrine d'engagement ».

Et tout cela ne prend pas en compte le « risque industriel » que supposent ces 98 modifications... Quoi qu'il en soit, d'après Le Matin, le rapport de la sous-commission parlementaire, qui doit être rendu d'ici fin juin, devrait « proposer qu'une nouvelle offre soit demandée aux trois avionneurs, pour un montant fixe. Quitte à descendre en dessous du nombre de vingt-deux avions. » En tout cas, ça risque de jeter un froid quand le ministre suédois de la Défense viendra à Berne.

## BAE Systems va fermer sa dernière usine de véhicules blindés au Royaume-Uni

Zone Militaire, 31 mai 2012 – 17:43



Réduction de budget de la défense oblige, BAE Systems a décidé de fermer son dernier site de production de véhicules blindés au Royaume-Uni, situé à Newcastle-upon-Tyne. Dans la foulée, 330 emplois seront supprimés.

Le site en question, qui a compté jusqu'à 44.000 employés, a notamment produit des fusils à partir de 1847, avant d'assembler les premiers chars lors de la Première Guerre Mondiale.

La fermeture de cette usine sera effective une fois que le dernier [véhicule Terrier](#) (photo), destiné aux unités du Génie de la British Army, sera sorti des chaînes de montage. Le dernier des 60 engins commandés devrait être livré en 2013.

Pour BAE Systems, cette décision se justifie par le fait qu'il n'y aucune perspective de vendre de nouveaux véhicules blindés à l'armée britannique à court terme. Selon les plans de Londres pour les 10 prochaines années, il est seulement prévu de moderniser les Warrior – et c'est Lockheed-Martin UK qui a décroché ce contrat – et de remettre à niveau les chars Challenger.

Quant à l'autre programme majeur, celui des véhicules blindés de reconnaissance, c'est General Dynamics European Land Systems qui s'est imposé avec son ASCOD2 face à BAE Hagglands, filiale de BAE Systems. A l'époque, le groupe britannique avait tenté de remporter la décision en promettant de ne pas supprimer 500 emplois, et même d'en créer d'autres. Cela étant, les livraisons pourraient être retardées jusqu'en 2020

Quoi qu'il en soit, les seuls sites de production de véhicules blindés du groupe seront désormais basés en Suède, où est établie BAE Hagglands. Cela étant, BAE Systems entend garder au Royaume-Uni ses ingénieurs et ses techniciens, ne serait-ce que pour assurer le soutien aux blindés en service dans la British Army.

Enfin, 280 autres suppressions d'emploi ont été décidées dans les usines de munitions de BAE, en raison, là aussi, de la baisse des commandes passées par le ministère britannique de la Défense.

## Le Pakistan prévoit d'augmenter ses dépenses militaires de 10%

Zone Militaire, 7 juin 2012 – 17:05

Après que l'Inde a annoncé une hausse de 17% de ses dépenses militaires, le Pakistan ne veut pas être en reste et a aussi décidé d'augmenter son budget de la Défense, mais de seulement 10%.

Cela étant, par rapport à leurs homologues indiennes, qui pourront compter sur 40 milliards de dollars, les forces armées pakistanaises devront se contenter de 5,82 milliards. Toutefois, cette somme représente 18,4% du budget général prévu pour l'année fiscale 2012-2013 et elle est par ailleurs à relativiser car les dépenses liées aux armes nucléaires n'y sont pas incluses et il arrive que des fonds spéciaux soient utilisés pour financer certains programmes.

Dans le détail, les forces terrestres et aériennes verront respectivement leurs moyens augmenter de 128 millions et de 64 millions de dollars. Les premières disposeront de 2,8 milliards de crédits tandis que les ressources des secondes s'élèveront à 1,2 milliard. Quant à la marine, elle aura un budget de 562 millions, en légère baisse (-64 millions).

Pour autant, il n'est pas question d'acquérir en nombre de nouveaux équipements, étant donné que les coûts de fonctionnement de l'armée pakistanaise ont grimpé en flèche. Cela s'explique par sa lutte contre-insurrectionnelle visant les taliban locaux. Mais pas seulement.

Aussi, des responsables politiques, [comme Imran Khan](#), du Pakistan Tehreek-e-Insaf, demandent davantage de transparence dans le budget militaire de leur pays, ainsi qu'un audit. Pour mémoire, l'ancien président pakistanais, Pervez Musharraf, [avait avoué](#), en septembre 2009, avoir détourné l'aide américaine pour financer le développement de l'arsenal nucléaire du pays.

Et qui plus est, l'exécution de ce budget sera compliquée, dans la mesure où le Pakistan se trouve dans une situation économique difficile et que les Etats-Unis ont suspendu leur aide en matière militaire depuis qu'Islamabad a fermé ses frontières à l'Otan, après un incident frontalier au cours duquel 24 garde-frontières pakistanais ont été tués.

Reste que des ressources sont toujours alloués aux programmes d'armement, en particulier au développement des missiles. D'ailleurs, les tirs d'essais se succèdent les uns aux autres.

Le 5 juin, un missile de croisière Hatf-VII Babur – pouvant emporter une tête nucléaire et dont l'on suppose qu'il pourrait équiper les sous-marins [du nouveau commandement de la force navale stratégique pakistanaise](#) – a été lancé avec succès.

### **10 – Rubriques divers (Sports, Conférences, etc . . .)**

## Procès d'un ex-agent de la DGSE trop bavard

Le Figaro, Par [Christophe Cornevin](#) Publié le 07/06/2012 à 17:02



Maurice Dufresse, alias Pierre Siramy, à Paris, en 2010. Il encourt une amende de 15.000 euros. Crédits photo : OLIVIER LABAN-MATTEI/AFP

### **Pierre Siramy comparaît vendredi en correctionnelle pour avoir révélé l'identité de responsables des services secrets.**

Rififi dans l'univers feutré des agents secrets. Celui par qui le scandale arrive s'appelle

Maurice Dufresse. Né le 2 août 1955 à Meudon, ce retraité à l'allure bonhomme vit dans la Manche. Signe particulier: ancien sous-directeur à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), où il a passé vingt-cinq ans. Il y a fini chef du Service technique d'appui (STA), en charge de l'appui opérationnel et de l'imagerie satellitaire. En clair, une sorte de «Mister Q» placé à la tête de 400 fonctionnaires et d'un budget de 61 millions d'euros.

Ce bon vivant, qui a grillé autant de cigarettes et dégusté de flacons de bordeaux qu'il a brassé de secrets d'État, aurait dû quitter la fameuse «Boîte» du boulevard Mortier comme l'ont fait tous ses collègues. C'est-à-dire en ne pipant mot sur son appartenance ou ses activités passées. Mais l'homme a choisi de passer de l'ombre à la lumière. De la clandestinité à l'hypermédiatisation. De l'omerta aux confidences en cascade. Fin mars 2010, sous le pseudonyme de Pierre Siramy qu'il utilisait comme couverture à la DGSE, il signe un livre choc intitulé *25 Ans dans les services secrets*, aux éditions Flammarion. L'ex-espion y livre un témoignage sans fard sur les coulisses d'un monde censé rester ad vitam en eaux troubles et profondes. Charles Hernu, le général Rondot, l'affaire Greenpeace, les moines de Tibéhirine, il y déballe une série de dossiers ultra-sensibles, brocarde les accents bureaucratiques de son ancienne administration où, à l'en croire, fleuriraient davantage de petits chefs tatillons que de James Bond. Grincements de dents dans le landerneau.

### **«Un livre de témoignage»**

Mais le crime de bavardage n'est pas là. Au détour de ses témoignages, Dufresse alias Siramy, divulgue les prénoms et des initiales d'agents en activité, ainsi que les identités complètes de hauts responsables. En particulier, celles du chef du service de l'inspection générale et du chargé de mission à la direction générale. Le sang d'**Hervé Morin** ne fait qu'un tour. Alors ministre de tutelle à la Défense, il dépose plainte dès avril 2010. Procédure pour laquelle l'agent à la langue bien pendue comparaît vendredi devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle à Paris pour «révélation d'identité de militaires ou de personnels civils appartenant à la DGSE dont les missions exigent, pour des raisons de sécurité, le respect de l'anonymat».

En vertu de l'article 39 de la loi de 1881, il encourt une amende de 15.000 euros. «Mon client n'a voulu écrire qu'un livre de témoignage sur sa carrière, sans rien révéler qui soit de nature à porter atteinte aux intérêts de l'État, affirme son avocat, Me Renaud Le Guhenec. En outre, les chefs de service cités ne peuvent pas être considérés comme des opérationnels en mission et dont le nom doit être protégé, comme le prévoit un décret de 2006 signé par Michèle Alliot-Marie.»

### **Clotilde Reiss désignée comme contact des espions Français**

Comme son confrère Christophe Bigot, conseil de Flammarion, l'avocat observe en outre que le tribunal a déjà annulé une partie de la procédure en septembre dernier, considérant que les

prénoms et les initiales mentionnés ne permettent pas de démasquer leur propriétaire. «Par rancœur et frustration, il a brisé tous les tabous, transgressé toutes les règles», confie au *Figaroun* agent. «Quand on rejoint la Boîte et quand on la quitte, chacun accepte de se taire et signe un accord de confidentialité.»

Pierre Siramy a également provoqué l'ire de ses pairs en mai 2010 en désignant l'universitaire **Clotilde Reiss**, retenue pendant dix mois en **Iran** pour espionnage, **comme un «contact utile» des services français** pour lesquels elle aurait rédigé des rapports sur des «éléments d'ambiance et dans le domaine de la prolifération». Des propos alors jugés «inadmissibles et irresponsables» par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Cette affaire de divulgations d'identité n'est que la première partie de l'affaire, prévient une source. Le fond du dossier, lié à la compromission du secret de la défense nationale et toujours à l'instruction, est susceptible d'entraîner une condamnation de sept ans de prison et 100.000 euros d'amende...»

## Remise des Prix armées-jeunesse 2012

Mise à jour : 07/06/2012 10:13

La cérémonie de remise du Prix armées-jeunesse s'est déroulée le jeudi 24 mai 2012 sous la présidence du général d'armée aérienne Patrick de Rousiers, président de la Commission armées-jeunesse.



Un certain nombre de prix ont été remis :

### **LE PRIX ARMEES JEUNESSE**

#### **Base aérienne 701 – Ecoles d'Officiers de l'armée de l'air**

Les Ecoles d'Officiers de l'armée de l'air se voient récompensées pour une série d'actions d'aide et de soutien centrées sur "l'engagement" et mises en place depuis l'année 2009. Ces actions se déclinent en plusieurs dispositifs, tels

que le parrainage de collégiens, lycéens et étudiants, le partenariat avec l'hôpital des armées de Laveran, le tutorat d'étudiants, le dispositif des cadets de l'air, le parrainage de l'association "les Ailes du petit Prince", le partenariat avec des fondations et le "raid international Courrier Sud".

Ces actions de formation et d'information ont permis à plus de 400 jeunes collégiens et lycéens d'être parrainés par les élèves officiers des écoles de mai 2011 à juillet 2012.

Étaient nominés pour ce prix :

- Ecoles d'Officiers de l'armée de l'air de Salon de Provence,
- Ecoles de St-Cyr-Coetquidan,
- 93<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie de Montagne de Varces

### **LE PRIX SPORT**

#### **40<sup>ème</sup> Régiment de transmissions**

L'action récompensée a été initiée par le club sportif et artistique du 40<sup>ème</sup> Régiment de transmissions qui se mobilise depuis 10 ans aux côtés de l'association européenne de lutte contre

les leucodystrophies (ELA) en organisant des courses d'enfants des écoles primaires dans le cadre de la campagne "Mets tes baskets et bats la maladie".

Etaient nominés pour ce prix :

- le 40<sup>ème</sup> Régiment de transmissions de Thionville,
- le Groupement des fusiliers marins de Toulon,
- la Brigade de prévention contre la délinquance juvénile de Coulaines.

### **LE PRIX MÉMOIRE**

#### **Groupement de soutien de la base de défense de Metz (GSBdD METZ)**

Le projet retenu consiste en la mise en relation de lycéens français (lycée hôtelier Raymond Mondon de Metz) et allemands (lycée d'Engen, Allemagne) aux fins de travailler sur un projet pédagogique commun relatif à la Mémoire partagée franco-allemande de la deuxième Guerre mondiale.

Etaient nominés pour ce prix :

- Le Groupement de soutien de la base de défense de Metz,
- 1<sup>er</sup> Régiment étranger d'Aubagne,
- Ecoles de St-Cyr Coetquidan.

### **LE PRIX DECOUVERTE DES ARMEES**

#### **Union des officiers de réserve de la région de Mulhouse (UORRM)**

L'Union des officiers de réserve de la région de Mulhouse (UORRM) organise depuis 10 ans une rencontre entre des lycéens et des militaires d'active et de réserve dans le cadre d'un « Rallye des lycéens ». Cette action a pour but de permettre à des jeunes lycéens, durant une journée sur le terrain, d'avoir des contacts privilégiés avec des militaires d'active et de réserve dans l'exercice de leurs activités, et, partant, de promouvoir des carrières dans l'armée d'active ou des engagements au titre de la réserve.

Etaient nominés pour ce prix :

- l'Union des officiers de réserve de la région de Mulhouse (UORRM),
- le Groupement Blindé de Gendarmerie Mobile de Versailles-Satory,
- les Ecoles d'Officiers de l'armée de l'air de Salon de Provence.

### **LE PRIX SPECIAL DU JURY**

#### **Groupement Blindé de Gendarmerie Mobile**

Le **prix spécial du jury** est attribué au **Groupement blindé de gendarmerie mobile** pour son engagement remarqué au profit de la réserve et de la jeunesse et, plus particulièrement, pour l'organisation de la Journée nationale du réserviste à Versailles qui a été présentée au ministre de la défense et des Anciens combattants.

## LE PRIX SPECIAL DU PRESIDENT

### Compagnie des Marins-Pompiers de la base Navale de Brest

Dans le cadre de la politique de la ville, la compagnie des marins-pompiers de la base navale de Brest apporte son concours à l'action baptisée « découverte citoyenne, prévention et secours ».

Destinée à des enfants âgés de 8 à 12 ans issus de quartiers défavorisés de l'agglomération brestoise, l'action a pour objectif principal de mettre en valeur la solidarité et l'entraide. La Compagnie des marins-pompiers accueille ainsi, tous les mercredis des mois de juillet et août, des groupes d'enfants encadrés par des associations lors d'une journée consacrée à des présentations, des démonstrations de matériels, et des initiations pratiques.

## LA PALME DU PARTENARIAT AVEC L'EDUCATION NATIONALE

**La palme du partenariat avec l'éducation nationale** est attribuée à égalité des voix aux deux unités suivantes : le **1<sup>er</sup> régiment étranger d'Aubagne et la base aérienne 367 de Cayenne**.

Le **1<sup>er</sup> régiment étranger** est récompensé pour deux actions en direction de l'ensemble des établissements scolaires des Bouches-du-Rhône :

- l'opération « Le Musée, c'est pour nous ! » qui vise, en s'appuyant sur les collections du musée de la Légion étrangère, à sensibiliser les élèves aux questions de défense, d'identité, de culture patrimoniale et de citoyenneté.

- le dispositif « Premiers pas vers le Musée » qui a pour objectif de faire découvrir aux plus jeunes, les possibilités et l'intérêt que peut offrir un musée.

### La Base aérienne 367

La **Base aérienne 367** est distinguée pour le dispositif "Cadets de la défense" qu'elle a mis en place depuis trois ans.

Le programme dispensé permet chaque année aux 30 élèves majoritairement issus de zones d'éducation prioritaires (ZEP) et du réseau ambition réussite (RAR), de découvrir les institutions présentes sur le département guyanais, tout en les initiant au devoir de citoyenneté.



(mis à jour le 25 mai 2012) - Droits : Crédit : ECPAD

## Bob Denard sur France O: retour sur "le sultan blanc des Comores"

Ligne de Défense, 01.06.2012

Bob Denard et les Comores! L'aventure a commencé en 1975, a rebondi en 1978 et s'est achevée (temporairement) en 1989, avant un ultime baroud en 1995 (photo ci-dessus). On croit tout en connaître et pourtant certains des acteurs et témoins ont encore des choses à révéler sur les péripéties de l'aventure comorienne (et tellement sud-africaine) de Bob Denard.



Laurent Boullard a tenté de retracer l'itinéraire comorien du célèbre mercenaire bordelais. En 52 minutes, le réalisateur relate la saga, au gré des témoignages, comme ceux de François-Xavier Sidos (un officier de la Garde présidentielle), de Salim Abdallah, l'un des fils du président Abdallah (l'homme que Bob Denard a mis à la tête de l'Etat comorien pour le compte de Paris et qui mourra dans des circonstances toujours mal établies)... C'est un nouveau coup de projecteur, qui n'éclaire pas toutes les dimensions de l'affaire comorienne (le volet sud-africain mériterait beaucoup plus, parce que c'est de Pretoria, via la Suisse et le

Luxembourg, que venait l'argent!), mais qui contribue à démêler l'intrigue.

**Samedi 9 juin, à 20h35, sur France O.** En plateau, Katia Denard, l'une des filles de Bob Denard.

## Espace et opérations militaires

Mise à jour : 05/06/2012 14:32 - Auteur : Corentin Destefanis

**Le 27 juin 2012, l'Ecole de guerre tiendra à l'Ecole militaire un colloque de réflexion autour du thème de l'Espace. L'occasion de faire le point sur les applications technologiques déjà nombreuses du domaine, mais surtout d'évoquer le milieu spatial au profit des opérations militaires.**



Dans le cadre des ateliers de l'Ecole de guerre, l'Ecole militaire (Paris) accueillera le 27 Juin 2012 des ateliers de réflexion sur le thème « Espace et opérations, enseignements et perspectives ». Devenues un atout stratégique essentiel pour les opérations militaires, les technologies spatiales permettent également d'assurer la sécurité et la souveraineté de l'Etat sur la scène internationale.

Le temps d'une matinée, les participants entendront notamment le général de division aérienne Yves Arnaud, en charge du Commandement interarmées de l'espace (CIE) et le général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major opérations de l'Etat-major des armées. Deux tables rondes, « L'Espace en opérations : luxe ou nécessité ? » et « Dépendances et vides capacitaires », permettront d'échanger sur l'importance de l'Espace dans les opérations militaires modernes.

En mettant à profit les expériences passées sur les multiples applications du champ spatial, l'objectif du colloque est d'envisager les évolutions nécessaires à mettre en place pour répondre aux exigences des opérations futures.

# Le caporal Liber, gravement blessé par Merah, continue de se battre avec courage

Zone Militaire, , 5 juin 2012 – 17:26

Gravement blessé par Mohamed Merah, le 15 mars dernier, alors qu'il était avec deux camarades, près de la caserne du 17ème Régiment du Génie Parachutiste (RGP), à Montauban, le caporal Loïc Liber poursuit sa rééducation dans un centre spécialisé, où, selon son avocate, Me Laure Bergès-Kuntz, il semble « faire des progrès ».

Le jeune sapeur-parachutiste – il a 25 ans – a passé 11 jours dans le coma après avoir été touché par les balles tirées par Mohamed Merah, lequel venait de tuer froidement le caporal Abel Chennouf et le 1ère classe Mohamed Farah Chamse-Dine Legouade.

Atteint aux cervicales, le caporal Liber est malheureusement tétraplégique. « Il a eu une sorte d'amnésie post-traumatique, et la psychologue lui a dit la vérité, considérant que c'était très important qu'il se souvienne pour pouvoir commencer à faire son deuil » a confié Me Bergès-Kuntz, [sur les ondes de RTL](#), ce 5 juin. « Cela a été effectivement un choc terrible, comme une deuxième agression, lorsqu'il a appris le décès de ses deux camarades, Mohamed Legouade et Abel Chennouf » a ajouté l'avocate.

Soutenu par ses camarades du 17e RGP, le caporal Liber peut également compter sur la présence de sa mère, qui a quitté la Guadeloupe pour rester au chevet de son fils. Et manifestement, cela aide le jeune militaire à se battre pour reprendre le dessus. « Tous les jours il se passe quelque chose » a affirmé Me Laure Bergès-Kuntz. « Et sa maman est très heureuse de nous dire : Loïc a fait ça, Loïc a fait ceci. Et nous sommes effectivement remplis d'espoir » a-t-elle poursuivi.

Désormais, le caporal Liber arrive à parler et utilise de moins en moins le respirateur artificiel. Fort heureusement, sa moelle épinière n'a pas été touchée, ce qui laisse la porte ouverte à l'espoir.

Quant à l'affaire Merah en elle-même, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a demandé une « étude » portant sur les dysfonctionnements des services de renseignement. Comment un individu ayant voyagé au Pakistan et en Afghanistan a-t-il pu échapper aux mailles du filet et tuer 7 personnes (3 militaires ainsi qu'un professeur et trois enfants d'une école juive à Toulouse)?

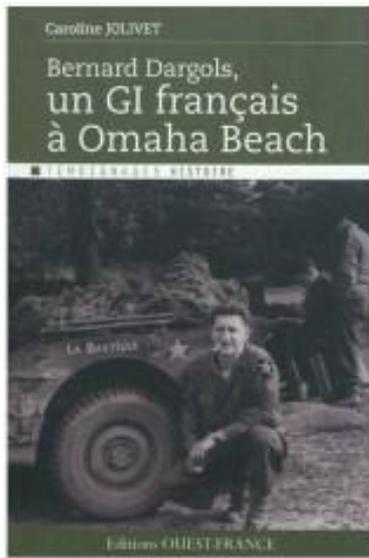
**NB:** On peut lire et relire [un excellent article concernant l'affaire Merah](#), écrit par un spécialiste des affaires de renseignement et publié sur le blog « Terrorismes, guérillas, stratégie et autres activités humaines »

## **11 – Livres & Publications**

### Jour-J: "Un GI français à Omaha Beach" par Bernard Dargols

Ligne de Défense, 04.06.2012

Un peu de lecture à deux jours du 6 juin. Né d'un père russe et d'une mère anglaise, jeune étudiant parisien, Bernard Dargols effectuait, depuis 1938, un stage à New York lorsque la guerre éclata.



Sa famille était restée en France, menacée par les lois antisémites du régime de Vichy. Bernard Dargols décida alors de s'engager dans l'armée américaine, convaincu qu'il y sera plus utile pour combattre l'occupant nazi. Il intègra le *Military Intelligence Service* après un long entraînement, débarqua en juin 1944 sur la plage d'Omaha la sanglante, et servit au sein des renseignements militaires de la 2e Division d'infanterie US. Il participa à la libération de la Normandie, de la Bretagne et des Ardennes, avant de devenir membre du CIC, le service du contre-espionnage américain, et d'être démobilisé en 1946.

C'est ce témoignage exceptionnel du « GI de la place des Vosges », que retranscrit ici la journaliste Caroline Jolivet, sa petite-fille. Intriguée très jeune par ses origines et l'histoire de sa famille, Caroline Jolivet a été fascinée par le destin de son grand-père, Bernard Dargols, par son engagement dans l'armée américaine et sa participation au débarquement à Omaha Beach. Après un voyage à New York en 2005 sur les traces de ses grands-parents, elle a entamé un travail de recherche et est parvenu à recueillir les souvenirs de guerre que son grand-père avait si longtemps tus.

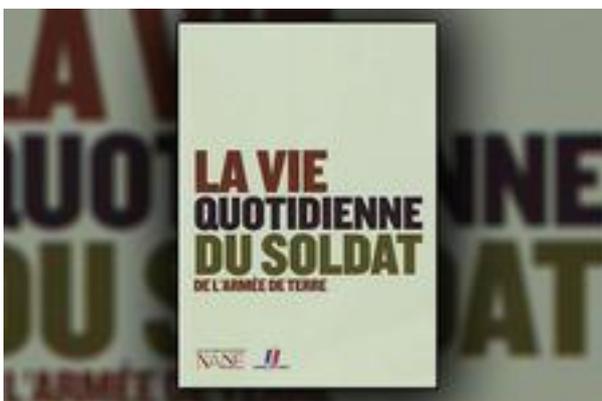
Pour voir de photos de Bernard Dargols (91 ans), une visite sur son site s'impose (cliquer [ici](#)).

Caroline Jolivet, *Bernard Dargols, Un GI français à Omaha Beach*, éditions Ouest-France, 181 pages, 14€.

## La vie quotidienne du soldat de l'armée de Terre

Mise à jour : 07/06/2012 16:20

Les jeunes engagés peuvent désormais avoir un aperçu global de la vie de futur soldat grâce à l'ouvrage « la vie quotidienne du soldat de l'armée de Terre » réalisé conjointement par Henri de Lestapis, Nane éditions et l'armée de Terre.



L'armée de Terre, en coordination avec Henri de Lestapis et Nane éditions, propose aux candidats à l'engagement un livre sur la vie quotidienne du soldat de l'armée de Terre, au quartier ou en opération.

Sous forme de fiches, illustrées de photos et de témoignages, l'ouvrage présente toutes les facettes de la vie du soldat, du rassemblement compagnie aux périodes de repos en opération, en passant par les activités sportives, les repas ou la préparation

opérationnelle.

« La vie quotidienne du soldat de l'armée de Terre » sera distribué au moment de la signature du contrat à chaque nouvel engagé.

Une manière de donner aux jeunes recrues un aperçu de leur future vie quotidienne en tant que soldat de l'armée de Terre.

Droits : Armée de Terre 2012

## La "vision française de la guerre" du général Hubin - par le général Poncet

**Sous la plume du général Henri Poncet, ce blog accueille une critique du dernier livre de réflexion d'un autre général.**



*Le général Guy Hubin (2S) vient de publier un nouveau livre "La guerre, une vision française" chez Economica. Cet officier, qui a commandé le 1er RHP, a également servi au 13ème RDP, à la DGSE, au COS et au bureau réservé du ministère. Il avait déjà publié "Perspectives tactiques".*

*Le général Henri Poncet (2S) a lu cet ouvrage et nous publions bien volontiers sa critique.*

Dans un livre aussi original que passionné, le général Hubin nous livre une vision française du phénomène guerrier. Il en organise la visite en déroulant une vaste fresque, débordant largement celle l'histoire nationale, ponctuée des positions théoriques successives permettant de saisir la logique de l'évolution du phénomène. L'originalité du livre tient dans la mise en perspective des différentes conceptions opérationnelles issues

des cultures sédentaires et nomades d'une part et celles du monde développé face aux « damnés de la terre » d'autre part.

Evidemment, la culture occidentale de la guerre sert de fil conducteur au parcours et l'idée de sa traditionnelle et constante supériorité en sort pour le moins nuancée, en même temps que son association permanente à la politique en général et au développement de la démocratie en particulier est très clairement analysée. On suit l'évolution, de sa genèse à la fin de l'empire romain, tandis que la période d'attente qui suit la met au bord de la catastrophe sous les coups des nomades turco-mongoles, avant que la supériorité technique, la maîtrise des espaces et la marche vers la démocratie lui assure une fugitive supériorité mondiale. Dès lors, l'extravagance de ses objectifs et la démesure des moyens mis à sa disposition l'entraînent vers l'autodestruction, jusqu'au moment où l'arme nucléaire gèle les situations. Dans ce cadre, l'auteur revisite les deux grands conflits du XX<sup>e</sup> siècle et réhabilite, dans une certaine mesure, les conceptions opérationnelles françaises, mises au point à la fin du premier puis remarquablement théorisées et magistralement appliquées par les soviétiques lors du second.

Les difficultés rencontrées face aux modèles asymétriques ne sont pas éludées. On réalise que cet affrontement n'est ni nouveau ni insurmontable et que les systèmes militaires ont, en général, bien su s'adapter à cet adversaire. En revanche, l'absence de clarté et d'accessibilité des buts de

guerre les condamne invariablement à l'échec, tant il est vrai que l'action du soldat ne peut suppléer, seule, la vacuité de la réflexion politique.

Au final, nous sommes conviés à revoir l'équilibre des principes qui sous-tendent les conceptions opérationnelles occidentales, de manière à installer la connaissance et la compréhension des situations au premier plan de nos préoccupations au lieu des strictes questions de capacités qui ont, jusqu'à présent, constamment dominées. Il s'agit également de reconsidérer notre conception de la victoire, en tempérant son côté manichéen issu d'un moralisme excessif, de tendance messianique outre-Atlantique et juridico-pacifiste dans sa version européenne.

L'auteur boucle son parcours, débuté avec l'analyse des conceptions opérationnelles des vieux Grecs, en se penchant sur les réflexions chinoises de l'époque des royaumes combattants dont l'originalité et l'actualité ne laissent pas de surprendre.

Au total, on est en présence d'un vibrant plaidoyer contre l'ignorance et en faveur d'une réhabilitation de la réflexion au service de l'action.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 6 Juin 2012 à 12:14